



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC.

QUÉBEC, SAMEDI, 26 AVRIL 1913.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 757

Nomination

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du quinzième jour d'avril 1913, de nommer M. Alfred Baker, de Lennox House, rue Norfolk, Strand, Londres, W. C., dans le royaume-uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, solliciteur de la Haute Cour de Justice pour le royaume-uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, commissaire pour recevoir des affidavits sous l'autorité de l'article vingt-sept du code de procédure civile de la province de Québec. 1627

Québec, 23 avril 1913.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 23 avril 1913, de nommer MM. C. Thomas Firlotte et Thomas Dickson, conseillers de la municipalité de South East, comté de Bonaventure, en vertu des dispositions de l'article 327 du code municipal.

Québec, 23 avril 1913

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 23 avril 1913, de nommer MM. Charles Lemieux et Samuel Wilson, conseillers de la municipalité de Denholm, comté de Wright, en vertu des dispositions de l'article 327 du code municipal. 1671

PROVINCE OF QUEBEC.

QUEBEC, SATURDAY, 26th APRIL, 1913.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 758

Appointment

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by an order in council, dated the fifteenth day of April, 1913, to appoint Mr. Alfred Baker, of Lennox House, Norfolk street, Strand, London W. C., in the united kingdom of Great Britain and Ireland, solicitor for the High Court of Justice for the united kingdom of Great Britain and Ireland, commissioner to receive affidavits under the provision of article twenty seventh of code of civil procedure of the province of Québec. 1628

Québec, 23rd April, 1913.

His Honor the LIEUTENANT - GOVERNOR has been pleased, on the 23rd April, 1913, to appoint Messrs. C. Thomas Firlotte and Thomas Dickson, councillors of the municipality of South East, county of Bonaventure, under the provisions of article 327 of the municipal code.

Québec, 23rd April, 1913.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, on the 23rd April, 1913, to appoint Messrs. Charles Lemieux and Samuel Wilson, councillors of the municipality of Denholm, county of Wright, under the provisions of article 327 of the municipal code. 1672

2 MAI 1913

Québec, 23 avril 1913.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 23 avril 1913, de nommer messieurs Linière Poulin, marchand, et Florian Maheux, agent, estimateurs de la municipalité de Saint-Odilon, comté de Dorchester, en vertu des dispositions des articles 177 et 178 du code municipal.

1669

Proclamations

Canada, }
Province de } F. LANGELIER
Québec. }
[L. S.]

GEORGE V, par la grâce de Dieu, roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes :—

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du conseil législatif et de l'assemblée législative de la province de Québec,

SALUT !

ATTENDU que la législature de la province de Québec se trouve convoquée pour le quinze avril mil neuf cent treize, mais que, pour diverses considérations, Nous avons, sur l'avis du conseil exécutif de ladite province, jugé à propos de la proroger de nouveau jusqu'au vingt-sept mai prochain :

A CES CAUSES, Nous vous faisons maintenant savoir que vous êtes dispensés de vous réunir en la cité de Québec le quinze avril courant; vous convoquons par les présentes pour le VINGT-SEPT MAI prochain, et, en conséquence, vous mandons et ordonnons ce vous assembler à cette date au palais de la législature, en ladite cité de Québec.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN. Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR FRANÇOIS LANGELIER, chevalier, lieutenant-gouverneur de ladite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce septième jour d'avril, l'an de grâce mil neuf cent treize, et de Notre règne le troisième.

Par ordre,

Le greffier de la couronne à la chancellerie,
Québec,
1365 L.-P. GEOFFRION.

Canada, }
Province de } F. LANGELIER
Québec. }
[L. S.]

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes,

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'icelles pourront concerner,—SALUT.

PROCLAMATION.

ROBERT ROCHER, }
Asst. Procureur Général Int. } **A**TTENDU que l'article 1663 des statuts refondus de Québec, 1909, décrètent entre autres choses, que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra désigner par proclamation, un jour qui sera observé comme " JOUR DES ARBRES " pour la plantation des arbres forestiers dans Notre province ;

Quebec, 23rd April, 1913.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, on the 23rd April, 1913, to appoint Messrs. Linière Poulin, merchant, and Florian Maheux, agent, valuers for the municipality of Saint Odilon, county of Dorchester, under the provisions of articles 177 and 178 of the municipal code.

1670

Proclamations

Canada, }
Province of } F. LANGELIER
Quebec. }
[L. S.]

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India :

To Our Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Québec,

GREETING.

WHEREAS the Legislature of the Province of Québec stands prorogued to the fifteenth April, one thousand nine hundred and thirteen, but that, for various considerations, We have, with the advice of the Executive Council of the said Province, thought fit to further prorogue it to the twenty seventh May next ;

THEREFORE, We inform you that you are dispensed from meeting in the city of Québec on the fifteenth April instant, and hereby convene you for the TWENTY SEVENTH of MAY next, and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the said city of Québec.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed ;

WITNESS : Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable SIR FRANÇOIS LANGELIER, Knight, Lieutenant Governor of the said Province.

Given at Our Government House, in Québec, this seventh day of April, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and thirteen, and in the third year of Our Reign.

By command,

L. P. GEOFFRION,
1366 Clerk of the Crown in Chancery,
Québec.

Canada, }
Province of } F. LANGELIER
Quebec. }
[L. S.]

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India,

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION.

ROBERT ROCHER, }
Actg. Attorney General. } **W**HEREAS article 1663 of the revised statutes, 1909, enacts amongst other things, that the Lieutenant Governor in Council may appoint, by proclamation, a date to be observed as " ARBOR DAY " for the planting of forest trees in Our Province ;

Et attendu que pour la partie-ouest de la province, comprenant les comtés d'Argenteuil, Bagot, Beauharnois, Berthier, Brome, Chambly, Châteauguay, Compton, Deux-Montagnes, Drummond, Hochelaga, Iberville, Huntingdon, Jacques-Cartier, Joliette, Laprairie, L'Assomption, Laval, Maskinongé, Missisquoi, Montcalm, Montréal, Napierville, Ottawa, Pontiac, Richelieu, Richmond, Rouville, Shefford, Sherbrooke, Soulanges, Stanstead, Saint-Hyacinthe, Saint-Jean, Saint-Maurice, Terrebonne, Trois-Rivières, Vaudreuil, Verchères, Yamaska, Nous avons jugé à propos de fixer le jeudi, huit mai prochain, pour la plantation des arbres ;

Et attendu que pour la partie-est de la province, comprenant les comtés d'Arthabaska, Beauce, Bellechasse, Bonaventure, Champlain, Charlevoix, Chicoutimi, Dorchester, Gaspé, Îles-de-la-Madeleine, Kamouraska, Lac Saint-Jean, Lévis, L'Islet, Lotbinière, Matane, Mégantic, Montmagny, Montmorency, Nicolet, Portneuf, Québec, Rimouski, Saguenay, Témiscouata et Wolfe, Nous avons jugé à propos de fixer le jeudi, quinze mai prochain, pour la plantation des arbres.

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre conseil exécutif, Nous avons ordonné et réglé et par les présentes réglons et ordonnons que le jeudi, huit mai prochain, sera observé comme "JOUR DES ARBRES" dans la partie-ouest de Notre province, et que le jeudi, quinze mai prochain, sera observé comme "JOUR DES ARBRES" dans la partie est de Notre province.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR FRANÇOIS LANGELETTIER, Chevalier, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de Québec, à Québec, ce SEIZIÈME jour d'AVRIL en l'année mil neuf cent treize de l'ère chrétienne et de Notre règne la troisième année.

Par ordre,

C. J. SIMARD,

Sous-secrétaire de la province.

1613.2

ERRATUM

A la page 236, de la "Gazette Officielle" du premier février 1913, aux Nos 471-472, district de Saint-François, lisez Philius Veer au lieu de Vir. 1665

Avis du Gouvernement

Avis est par le présent donné que "The National-Acme Manufacturing Company" autorisée à faire des affaires dans la province de Québec, a nommé par nouvelle procuration, M. Paul F. Mellinger, de la cité de Montréal, son principal agent avec son principal bureau dans cette province, dans la cité de Montréal.

C. J. SIMARD,

Sous-secrétaire de la province.

1629

And whereas that for the western part of the province, comprising the counties of Argenteuil, Bagot, Beauharnois, Berthier, Brome, Chambly, Châteauguay, Compton, Two Mountains, Drummond, Hochelaga, Iberville, Huntingdon Jacques-Cartier, Joliette, Laprairie, L'Assomption, Laval, Maskinongé, Missisquoi, Montcalm, Montréal, Napierville, Ottawa, Pontiac, Richelieu, Richmond, Rouville, Shefford, Sherbrooke, Soulanges, Stanstead, St. Hyacinthe, St. John, St. Maurice, Terrebonne, Three Rivers, Vaudreuil, Verchères, Yamaska, We have deemed fit to fix on Thursday, the eighth day of May next, for the planting of trees ;

And whereas that for the eastern part of the Province, comprising the counties of Arthabaska, Beauce, Bellechasse, Bonaventure, Champlain, Charlevoix, Chicoutimi, Dorchester, Gaspé, Magdalen Island, Kamouraska, Lake St. John, Lévis, L'Islet, Lotbinière, Matane, Mégantic, Montmagny, Montmorency, Nicolet, Portneuf, Québec, Rimouski, Saguenay, Témiscouata and Wolfe, We have deemed fit to fix on Thursday, the fifteenth day of May next, for the planting of trees.

NOW KNOW YE, with the advice and consent of Our Executive Council, We have rule and ordered, and by these presents do rule and order that Thursday, the eighth day of May next, shall be observed as "ARBOR DAY" in the western part of Our Province, and that Thursday, the fifteenth day of May next, shall be observed as "ARBOR DAY" in the eastern part of Our Province.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Québec, to be hereunto affixed. WITNESS Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable SIR FRANÇOIS LANGELETTIER, Knight, Lieutenant Governor of Our Province of Québec.

At Our Government House of in Our city of Québec, in Québec, this SIXTEENTH day of APRIL, in the year one thousand nine hundred and thirteen, in the christian era, and in the third year of Our Reign.

By command,

C. J. SIMARD,

Deputy Provincial Secretary.

1614

ERRATUM.

On page 236, of the "Official Gazette" of the first of February, 1913, at Nos. 471-472, district of Saint Francis, read Philius Veer, instead of Vir. 1666

Government Notices

Notice is hereby given that the "National-Acme Manufacturing Company" authorized to do business in this province, has, by a new power of attorney, appointed Mr. Paul F. Mellinger, of the city of Montreal, its chief agent with its principal office in the province, in the city of Montreal.

C. J. SIMARD,

Deputy Provincial Secretary.

1630

SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE AGRICOLE.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi concernant les sociétés coopératives agricoles, 1908, M. Trefflé Baril, cultivateur, de Saint-Narcisse, comté de Champlain, et autres, ont formé une société coopérative agricole sous le nom de "Société coopérative agricole de Saint-Narcisse", avec sa principale place d'affaires dans la municipalité de la paroisse de Saint-Narcisse, dans le comté de Champlain.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont : l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage, ou des deux, l'achat et la vente d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente de produits agricoles.

Le soussigné, ministre de l'agriculture et de la voirie de la province de Québec autorise la formation de cette société.

Daté à Québec, ce vingt-unième jour du mois d'avril 1913.

JOS. ED. CARON,
Ministre de l'Agriculture et de la Voirie.

SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE AGRICOLE.

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée par Jules Fugère et autres, dans le comté de Champlain, sous le nom de "Société Coopérative Agricole de Batiscan", et que son principal siège d'affaires est en la paroisse de Saint-François-Xavier-de-Batiscan.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont : l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage, ou des deux, la vente et l'achat d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente de produits agricoles.

Le soussigné, ministre de l'agriculture et de la voirie de la province de Québec autorise la formation de cette société.

Daté à Québec, ce vingt-troisième jour du mois d'avril 1913.

JOS. ED. CARON,
Ministre de l'Agriculture et de la Voirie.

SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE AGRICOLE.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi concernant les sociétés coopératives agricoles, 1908, M. Adélar Cloutier, cultivateur, de Sainte-Thècle, comté de Champlain, et autres, ont formé une société coopérative agricole, sous le nom de "Société Coopérative Agricole de Sainte-Thècle", avec sa principale place d'affaires à Sainte-Thècle, dans le comté de Champlain.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont : l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre et du fromage, ou des deux, l'achat et la vente d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente de produits agricoles.

Le soussigné, ministre de l'agriculture et de la voirie de la province de Québec, autorise la formation de cette société.

Daté à Québec, le vingt-deuxième jour d'avril 1913.

JOS. ED. CARON,
Ministre de l'Agriculture et de la Voirie.

COOPERATIVE AGRICULTURAL ASSOCIATION.

Notice is hereby given that in virtue of the act respecting cooperative agricultural associations, 1908, Mr. Trefflé Baril, farmer, of Saint Narcisse, county of Champlain, and others, have formed a cooperative agricultural association under the name of "Saint Narcisse cooperative agricultural association", with its chief place of business in the municipality of the parish of Saint Narcisse, in the county of Champlain.

The objects for which the association is formed are : the improvement and development of agriculture or of one or any of its branches, the manufacture of butter or cheese, or both, the purchase and sale of cattle, agricultural implements, commercial fertilizers and other things useful to the agricultural class, the purchase, the keeping, transformation and sale of agricultural products.

The undersigned, Minister of Agriculture and Roads of the province of Québec authorizes the formation of the said association.

Dated at Québec, this twenty first day of April, 1913.

JOS. ED. CARON,
Minister of Agriculture and Roads.

COOPERATIVE AGRICULTURAL ASSOCIATION.

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been constituted by Jules Fugère and others, in the county of Champlain, under the name of "Batiscan Cooperative Agricultural Association", and that its chief place of business is in the parish of Saint-François-Xavier-de-Batiscan.

The objects for which the association is formed are : the improvement and development of agriculture or of one or any of its branches, the manufacture of butter or cheese, or both, the purchase and sale of cattle, agricultural implements, commercial fertilizers and other things useful to the agricultural class, the purchase, the keeping, transformation and sale of agricultural products.

The undersigned, Minister of Agriculture and Roads of the Province of Québec authorizes the formation of the said association.

Dated at Québec, this twenty third day of the month of April, 1913.

JOS. ED. CARON,
Minister of Agriculture and Roads.

COOPERATIVE AGRICULTURAL ASSOCIATION.

Public notice is hereby given that in virtue of the act respecting cooperative agricultural associations, 1908, Mr. Adélar Cloutier, farmer, of the parish of Sainte Thècle, county of Champlain, and others, have formed a cooperative agricultural association, under the name of "Sainte Thècle Cooperative Agricultural Association", with its chief place of business at Sainte Thècle, in the county of Champlain.

The powers for which the association is formed are : the improvement and development of agriculture or of one or any of its branches, the manufacture of butter or cheese, or both, the purchase and sale of cattle, agricultural implements, commercial fertilizers and other things useful to the agricultural class, the purchase, the keeping, transformation and sale of agricultural products.

The undersigned, Minister of Agriculture and Roads of the province of Québec, authorize the formation of the said association.

Dated at Québec, the twenty second day of the month of April, 1913.

JOS. ED. CARON,
Minister of Agriculture and Roads.

Avis public, est par les présentes donné que les cercles agricoles ci-après mentionnés, ayant transmis au ministère de l'agriculture les déclarations voulues par la loi, et s'étant conformé à toutes les exigences de l'article 1861 des Statuts refondus de Québec, 1909, le soussigné autorise la formation de ces cercles qui sont, par les présentes, constitués en corporation.

Dans le comté de Bagot, le cercle ci-dessous est autorisé sous le nom suivant, savoir :

" Cercle agricole de la paroisse de Saint-Liboire "

Dans le comté de Gaspé, le cercle ci-dessous est autorisé sous le nom suivant, savoir :

" Cercle agricole de la municipalité de L'Étang-du-Nord "

JOS. ED. CABON,

Ministre de l'agriculture et de la voirie.
Québec, 22 avril 1913. 1667

No 715.13.

DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 22 avril 1913.

En conformité des dispositions de l'article 2591 des S. R. P. Q., 1909, le surintendant donne avis qu'une requête lui a été adressée demandant d'ériger en municipalité scolaire distincte pour les catholiques seulement, et sous le nom de Saint-Édouard de Knowlton, tout le territoire de la municipalité scolaire actuelle du village de Knowlton, comté de Brome (gaz. off. 7 juillet 1888) et de plus les lots suivants du cadastre officiel du canton de Brome :

Nos 920 à 985 du 8ième rang
" 1022 à 1101 du 9 " "
" 1133 à 1305 du 10 " "
" 1342 à 1401 du 11 " " ainsi que

les lots suivants du cadastre officiel du canton Bolton :

Nos 56 à 135 du 1er rang
" 178 à 263 du 2 " "
" 319 à 353 du 3 " "
" 402 à 434 du 4 " "
" 507 à 542 du 5 " " 1649

La compagnie " Positive Clutch & Pulley Works Limited " a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créés en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. W. H. White, de Montréal.

C. J. SIMARD,

Sous-secrétaire de la province.
Québec, 19 avril 1913. 1631

La compagnie " American Talking Picture " a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créés en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Howard W. Conover, de Montréal.

C. J. SIMARD,

Sous-secrétaire de la province.
Québec, 16 avril 1913. 1625

Public notice is hereby given that the farmers' clubs hereinafter mentioned, having transmitted to the department of agriculture the declaration required by law, and having complied with all the provisions of article 1861 of the Revised statutes of Québec, 1909, the undersigned authorizes the formation of such clubs, which are hereby constituted a corporations.

In the county of Bagot, the following club is authorized under the following name, to wit :

" Farmer's club of the parish of Saint Liboire "

In the county of Gaspé, the following club is authorized under the following name, to wit :

" Farmers' club of the municipality of L'Étang-du-Nord "

JOS. ED. CABON,

Minister of Agriculture and Roads.
Quebec, 22nd April, 1913. 1668

No. 715.13.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 22nd April, 1913.

In conformity with the provisions of article 2591 of the R. S. P. Q., 1909, the superintendent gives notice that application has been made to him to erect into a separate school municipality for catholics only, and under the name of Saint-Édouard de Knowlton, all the territory of the present school municipality of the village of Knowlton, county of Brome (Off. Gaz. 7th July, 1888), and in addition thereto the following lots of the official cadastre of the township of Brome :

Nos. 920 to 985 of the 8th range
" 1022 to 1101 of the 9th " "
" 1133 to 1305 of the 10th " "
" 1342 to 1401 of the 11th " " as well as

the following lots of the official cadastre of township Bolton :

Nos. 56 to 135 of the 1st range
" 178 to 263 of the 2nd " "
" 319 to 353 of the 3rd " "
" 402 to 434 of the 4th " "
" 507 to 542 of the 5th " " 1650

The company " Positive Clutch & Pulley Works Limited " has been authorized to do business in the province of Québec.

The powers conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the province of Québec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this province.

Its chief place of business, in the province, is at Montréal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. W. H. White, of Montréal.

C. J. SIMARD,

Deputy Provincial Secretary.
Quebec, 19th April, 1913. 1632

The " American Talking Picture Company " has been authorized to do business in the province of Québec.

The powers conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of like nature, created in virtue of the laws of the province of Québec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this province.

Its chief place of business, in the province, is at Montréal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Howard W. Conover, of Montréal.

C. J. SIMARD,

Deputy Provincial Secretary.
Quebec, 16th April, 1913. 1626

Québec, 19 avril 1913.

En conformité des dispositions de l'article 2591 de la R. S. P. Q., 1909, le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant :

1. De détacher de la municipalité scolaire, de Bas de Saint-Martin, comté de Laval, les lots Nos 301, 304, 305, 306, 307, 307a, 308, 328, ces deux derniers partie sud-est du Ruisseau, 329, 330, 332 à 356 inclusivement, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Martin.

2. De détacher de la municipalité scolaire du Bas du Bord de l'Eau, partie du lot No 256 et les lots No 252, 254, 253, 248, 249, $\frac{1}{2}$ nord 247, 243, $\frac{1}{2}$ nord 244, $\frac{1}{2}$ nord 241 du dit cadastre de la paroisse de Saint-Martin, et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte sous le nom de "Montée Gagnon", le reste de la municipalité scolaire du Bas de Saint-Martin devant être désigné à l'avenir sous le nom de municipalité scolaire de "Cap Saint-Martin".

1639

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour d'avril 1913, constituant en corporation MM. Gordon Walter MacDougall, conseil en loi du Roi, Lawrence Macfarlane, Charles Alexander Pope, Gregor Barclay et William Bridges Scott, avocats, tous de Montréal, dans les buts suivants :

Faire les affaires d'une compagnie de prêts et placements dans toutes ses branches, et en particulier les affaires d'émission de contrats ou polices de placements et de prêts sur le plan de participation ou autrement dans différentes dénominations et classes à être payés pour sur tout plan pour paiements périodiques ;

Faire des contrats en vertu desquels les personnes payant de l'argent à la compagnie par versements ou autrement, auront, conformément à un ordre fixé, le droit d'emprunter de l'argent d'un fonds spécial que la compagnie est autorisée à établir de tels paiements ou autrement, aux termes, conditions, restrictions et amendes, selon qu'il sera convenu ;

Souscrire pour acheter ou acquérir et détenir, soit absolument comme propriétaire ou au moyen de garantie collatérale ou autrement, et vendre, garantir la vente et céder, transporter ou en disposer autrement ou faire le commerce d'obligations, débiteures, stocks, actions, garanties, placements de contrats ou autres contrats, hypothèques, engagements et preuves de dettes faites par toute personne, société, association ou corporation soit publique ou privée ;

Négocier des prêts et prêter de l'argent à telles personnes et aux termes qui peuvent être jugées à propos et en particulier aux clients et autres ayant des relations avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats de toutes telles personnes ;

Faire des avances en argent, marchandises ou autres fournitures à autres personnes, compagnies ou sociétés, et prendre et détenir des propriétés mobilières et immobilières comme garantie d'iceux ;

Acquérir des placements de toute sorte et description jugés profitables et utiles à la compagnie par souscription originale, assurance, participation dans les syndicats ou autrement, et soit complètement acquittés, et de faire les paiements d'iceux tels que requis pour ou en avances de réclamations ou autrement, et les assurer ou souscrire conditionnellement ou autrement et soit en vue de placement ou pour revente ;

Garantir les paiements de dividendes ou intérêts sur stock, obligations, débiteures ou autres garanties émises par toute personne ou corporation ou l'exécution de tout contrat ou obligation de toute telle personne ou corporation, et prendre et détenir comme garantie pour telle garantie toute propriété,

Quebec, 19th April, 1913.

In conformity with the provisions of article 2591 of the R. S. P. Q., 1909, the superintendent gives notice that application has been made to him :

1. To detach from the school municipality of Bas Saint Martin, county of Laval, the lots Nos. 301, 304, 305, 306, 307, 307a, 308, 328, these last two numbers south east part of the Ruisseau, 329, 330, 332 to 356 inclusively, of the official cadastre of the parish of Saint Martin.

2. To detach from the school municipality of Bas-du-Bord-de-l'Eau, part of lot No. 256, and the lots Nos. 252, 254, 253, 248, 249, $\frac{1}{2}$ of north 247, 243, $\frac{1}{2}$ of north 244, $\frac{1}{2}$ of north 241, of the said cadastre of the parish of Saint Martin, and to erect the whole of this territory into a separate school municipality, under the name of "Montée Gagnon", the remainder of the school municipality of Bas-de-Saint-Martin to be henceforth known under the name of school municipality of Cap Saint Martin.

1640

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the seventeenth day of April, 1913, incorporating Messrs. Gordon Walters MacDougall, King's counsel, Lawrence Macfarlane, Charles Alexander Pope, Gregor Barclay and William Bridges Scott, advocates, all of Montreal, for the following purposes :

To carry on the business of a general loan and investment company in all its branches and particularly the business of issuing investment and loan contracts or policies on the participation plan or otherwise in different denominations and classes to be paid for on any plan for periodical payments ;

To make contracts under which persons paying money to the company by instalments or otherwise shall, according to a fixed order, have the right to borrow money from a special fund which the company is authorized to establish from such payments or otherwise upon such terms, conditions, restrictions and penalties as may be agreed upon ;

To subscribe for, purchase or acquire and hold, either absolutely as owner or by way of collateral security or otherwise, and to sell, guarantee the sale of and to assign, transfer or otherwise, dispose of or deal in bonds, debentures, stocks, shares, securities, investment contracts or other contracts, mortgages, obligations and evidences of indebtedness created by any person, firm, association or corporation, either public or private ;

To negotiate loans and to lend money to such persons and on such terms as may seem expedient and in particular to customers and others having dealings with the company, and to guarantee the performance of contracts by any such persons ;

To make advances in cash, goods, or other supplies to other persons, companies or firms and to take and hold real estate and personal property as security for the same ;

To acquire investments of any and every character deemed profitable and beneficial to the company by original subscription, underwriting participation in syndicates or otherwise and whether or not fully paid up, and to make payments thereon as called for or in advances of calls or otherwise, and to underwrite or subscribe for the same conditionally or otherwise and either with a view to investment or for re-sale ;

To guarantee payments of dividends or interest on any stock, bonds, debentures or other securities issued by any person or corporation or the performance of any contract or obligation of any such person or corporation, and to take and hold as security for such guarantee any property, whether

soit meubles ou immeubles, ou autre garantie que la compagnie peut juger à propos ;

Tranfiger et faire les affaires financières en général d'agent et de courtier, et agir comme agents et courtiers pour l'émission et distribution en faveur de toute personne, toute sorte de police d'assurance ou autres contrats d'indemnité, et pour le placement, prêt, paiement, transmission et perception des argents pour le transfert et record d'obligations, débetures, actions ou autres garanties, et pour l'achat, vente et amélioration, développement et administration de toute propriété, affaires ou entreprise, et l'administration, contrôle ou direction de syndicats, sociétés, associations ou corporations ;

Acquérir par achat, bail, échange ou autrement toute sorte de propriétés, mobilières et immobilières, et les mettre à profit en la manière jugée à propos, et vendre, louer, échanger telle propriété pour telles considérations et aux termes et conditions qui pourront être en aucun temps et de temps à autre convenues, ou en disposer autrement ;

Vendre, louer la propriété et l'entreprise de la compagnie ou toute partie d'icelle pour telle considération que la compagnie peut juger à propos et en particulier pour actions, obligations, debentures ou garantie de toute autre compagnie ou en disposer autrement ;

Entrer en arrangement pour le partage des profits, union d'intérêts, coopération, risque conjoint, concession réciproque ou autrement avec toute personne ou compagnie faisant ou engagée à faire ou sur le point de faire toutes affaires ou transactions que cette compagnie est autorisée à faire ou engagée, ou destinés à augmenter la valeur des biens ou garanties de la compagnie, et prendre ou acquérir autrement des actions, garanties de toute telle compagnie, et les vendre, détenir, émettre de nouveau, avec ou sans garantie, ou en faire le commerce autrement, ou s'amalgamer avec toute telle compagnie ;

Émettre et répartir comme actions complètement acquittées de la compagnie incorporée par les présentes, en paiement ou partie de paiement des affaires, franchises, entreprises, biens, droits, pouvoirs, privilèges, baux, licences, contrats, immeubles, stocks, obligations ou débetures ou autres biens ou droits que la compagnie peut légalement acquérir ;

Acquérir par achat, bail ou autrement ou entreprendre toute ou aucune partie des affaires, franchises, biens, droits ou obligations de toute personne, société ou compagnie faisant toutes affaires que cette compagnie est autorisée à faire, ou possédant des biens ou droits convenables pour les fins de cette compagnie ;

Promouvoir, organiser, administrer ou développer toute corporation ou compagnie pour toutes fins qui peuvent directement ou indirectement être destinés au bénéfice de cette compagnie ;

Rémunérer toute personne ou personne pour services rendus au sujet de la formation ou avancement de cette compagnie, ou la conduite de ses affaires, soit par paiement en argent ou par l'émission du stock de la compagnie, complètement acquitté, ou tous deux ;

Distribuer parmi les actionnaires de la compagnie en espèces, tous les biens de la compagnie et en particulier toutes actions, débetures ou garanties dans les autres compagnies appartenant à la compagnie ou que la compagnie peut avoir le pouvoir de disposer ;

Faire toutes ou aucune des susdites choses comme patrons, agents ou procureurs ;

Faire toutes autres choses en rapport ou utiles à l'acquisition des susdits objets, sous le nom de "The Home Provident Association, Limited", avec un capital total de sept cent mille piastres (\$700,000.00), divisé en sept mille (7000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

real or personal, or other security as the company may see fit ;

To transact and carry on a general financial agency and brokerage business and to act as agents and brokers for the issue and delivery on behalf of any principal of all kinds of insurance policies or other contracts of indemnity and for the investment, loan, payment, transmission and collection of moneys for the transfer and recording of bonds, debentures, shares or other securities, and for the purchase, sale and improvement, development and management of any property, business or undertaking and the management, control or direction of syndicates, partnerships, associations, companies or corporations ;

To acquire by purchase, lease, exchange or otherwise all kinds of property, both moveable and immovable, and to turn the same to account in such manner as may seem expedient, and to sell, lease, exchange or otherwise dispose of such property for such considerations and on such terms and conditions as may be at any time and from time to time agreed upon ;

To sell, lease or otherwise dispose of the property and undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, bonds, debentures or securities of any other company ;

To enter into any arrangements for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on any business or transaction which this company is authorized to engage in or carry on or calculated to enhance the value of the company's properties or securities, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal in the same, or amalgamate with any such company ;

To issue and allot as fully paid up shares of the company hereby incorporated in payment or part payment of any business, franchises, undertaking property, rights, powers, privileges, lease, licence, contract, real estate, stock, bonds or debentures or other property or rights which the company may lawfully acquire ;

To acquire by purchase, lease or otherwise or undertake the whole or any part of the business, franchises, property, rights, or liabilities of any person, firm or company carrying on any business which this company is authorized to carry on or possessed of property or rights suitable for the purposes of this company ;

To promote, organize, manage or develop any corporation or company for any purposes which may seem directly or indirectly calculated to benefit this company ;

To remunerate any person or persons for services rendered in or about the formation or promotion of this company or the conduct of its business either by the payment of cash or in the issue of the stock of the company, fully paid up, or both ;

To distribute among the shareholders of the company in kind any property of the company and in particular any shares, debentures or securities in other companies belonging to the company or which the company may have power to dispose of ;

To do all or any of the above things as principals, agents or attorneys ;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "The Home Provident Association, Limited", with a capital stock of seven hundred thousand dollars (\$700,000.00), divided into seven thousand (7000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the said company, will be in the city of Montreal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-septième jour d'avril 1913.

1637 C. J. SIMARD,
Sous secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du quatorzième jour d'avril 1913, constituant en corporation MM. Jean Abel Borderie, agent, Joseph Sere, commis, Daniel Kochenburger, entrepreneur, Edmond Suzanneau, commerçant, et Félix O. Lavimodière, agent, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Faire le commerce en général de marchandises et effets de commerce ;

Acquérir par achat, bail, vente, échange, bail ou autrement, des fonds de commerce consistant plus particulièrement en ferronneries, meubles, lingerie et fournitures et ameublements de maison, et autres marchandises semblables, et de plus en faire l'importation et l'exportation ;

Acquérir par achat, vente, échange, louage ou autrement des immeubles pour les fins du commerce de la dite compagnie ou les améliorer, diviser, subdiviser, construire sur, administrer pour les fins de la compagnie ;

Agir comme agents, courtiers, pour l'achat, vente et échange des dits marchandises et effets de commerce, et des dits immeubles en général ;

Consentir, prendre et détenir des hypothèques, obligations et garanties immobilières pour garantir toutes dettes dues ou qui deviendront dues à la compagnie ;

Faire les affaires de prêts et placements de toutes sortes à l'exception des affaires de banque ;

Faire toutes autres affaires qui peuvent être convenablement conduites en rapport avec les susdits objets pour augmenter la valeur des biens de la dite compagnie ;

Acquérir, par vente, échange, bail ou autrement, acquérir de toutes personnes ou compagnies des biens et affaires semblables à celles de la compagnie, ou entrer en société ou faire des arrangements pour le partage des profits, union d'intérêts, coopération, risque conjoint avec toutes personnes ou compagnies, personnes ou corporations, faire des avances d'argent ou donner des garanties pour les mêmes fins ;

Acheter, prendre ou détenir autrement des actions, obligations, débetures ou autres garanties de telles personnes ou compagnies quelconques en rapport avec les affaires de la compagnie ;

Promouvoir toutes compagnies dans le but d'acquérir ou partie des biens et affaires de la compagnie, garantir le placement des actions de la dite compagnie ou ses obligations, construire toutes bâtisses quelconques pour l'usage ou les fins de la compagnie ;

Rémunérer toutes personnes ou compagnies pour services rendus ou qui pourront être rendus à la compagnie ;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter, émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres documents, valeurs et documents négociables ;

Vendre ou autrement disposer de l'entreprise ou de tout ou partie des biens de la dite compagnie et de toutes manières quelconques et en particulier pour actions, débetures ou garanties de toutes autres compagnies ayant des droits ou des objets en tout ou en partie semblable à ceux de cette compagnie, ou en disposer de toutes manières quelconques ;

Entrer en arrangement avec toutes administrations ou autorités municipales, locales ou autres qui peuvent paraître utiles et objets et fins de la dite compagnie ou aucun d'eux et obtenir de toutes telles administrations ou autorités tous les droits et privilèges et concessions que la compagnie jugera à propos d'obtenir et faire et exécuter tous tels arrangements, droits et privilèges et concessions ;

Dated from the office of the secretary of the province, this seventeenth day of April, 1913.

1638 C. J. SIMARD,
Deputy provincial secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the fourteenth day of April, 1913, incorporating Messrs. Jean Abel Borderie, agent, Joseph Sere, clerk, Daniel Kochenburger, contractor, Edmond Suzanneau, trader, and Félix O. Lavimodière, agent, all of the city of Montreal, for the following purposes :

To generally deal in merchandise and articles of trade ;

To acquire by purchase, lease, sale, exchange or otherwise stocks in trade consisting principally in ironware, furniture, linen, household, effects and supplies and other similar goods, and to import and export same ;

To acquire by purchase, sale, exchange, lease or otherwise any immovables for the business purposes of the said company or improve, divide, subdivide, build upon and administer same for the company's purposes ;

To act as agents and brokers for the purchase, sale and exchange of the said merchandise articles of trade and the said immovables in general ;

To execute, take, and hold hypothec, liens and charges on immovable property to secure any debts due or which may become due to the company ;

To carry on loan and investment businesses of all kinds, except banking business.

To carry on any other business which may be conveniently carried on in connection with the above objects to enhance the value of the property of the said company ;

To acquire by sale, exchange, lease or otherwise from any persons or companies any property and business similar to those of this company, or enter into partnership or into any agreements for the sharing of profits, union of interests, cooperation, joint adventure with any persons, companies or corporations, to make advances of money or give securities for the same purposes ;

To purchase, take or otherwise hold, shares, bonds, debentures or other securities from any persons or companies whatsoever in connection with the business of the company ;

To promote any company for the purpose of acquiring the whole or part of the property, and business of the company, guarantee the placing of the shares of the said company or its bonds, construct any buildings whatsoever for the use or purposes of the company ;

To remunerate any persons or companies for services rendered or which may be rendered to the company ;

To draw, make, accept, indorse, discount, execute, issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other documents, securities and negotiable instruments ;

To sell or otherwise dispose of the undertaking or of the whole or part of the property of the said company in any manner whatsoever and in particular for shares, debentures or securities of any other companies having rights or objects wholly or partly similar to those of this company ;

To enter into any agreement with any governments or authorities, municipal, local or otherwise which may appear suitable for the objects and purposes of the said company or any of them, and to obtain from any such governments or authorities all the rights, privileges and concessions which the company may see fit to obtain and make and execute any such agreements, rights, privileges and concessions ;

Construire, maintenir et échanger toutes bâtisses ou travaux nécessaires ou utiles à la dite compagnie, et construire et mettre en opération des chars et autres véhicules mus par la vapeur, l'électricité ou autrement pour les fins de la dite compagnie ;

Placer les argents non immédiatement requis par la compagnie en la manière qui pourra être déterminée de temps en temps et en faire le commerce ;

En général acheter, prendre à bail ou en échange, louer, acquérir autrement toutes propriétés mobilières et immobilières et tous les droits et privilèges que la compagnie peut juger nécessaires ou utiles pour les fins de ses affaires et les vendre selon qu'il sera jugé à propos ou autrement en disposer ;

Émettre des actions acquittées, obligations et débetures ou autres garanties en paiement ou partie de paiement de toutes propriétés mobilières et immobilières, services, droits, baux, franchises, affaires, entreprises, pouvoirs, privilèges, licences ou concessions, que cette compagnie peut légalement acquérir, et en paiement ou partie de paiement d'iceux ou en échange, pour actions, obligations, débetures ou autres garanties de toutes telles compagnies faisant des affaires semblables à celle de la dite compagnie ou y ayant rapport ;

Faire, signer et consentir, exécuter et accepter tous actes, contrats, documents quelconques qui peuvent découler des pouvoirs mentionnés aux présentes et propres aux fins et objets que la dite compagnie a en vue ;

Faire toutes autres choses qui peuvent être en rapport ou utiles pour l'accomplissement des susdits objets et les faire toutes et chacune comme patrons, agents, procureurs, et exercer tous les pouvoirs par la loi des compagnies, sous le nom de "La Compagnie St. Edouard Limitée", avec un capital de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la compagnie, sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour d'avril 1913.

C. J. SIMARD,

1619

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour d'avril 1913, constituant en corporation MM. James Morgan, marchand, F. Cleveland, marchand, C. Allen Place, agent d'immeubles, H. B. Mussen, agent, Edmond T. Sayers, journaliste, tous de Montréal, dans les buts suivants :

Acquérir par achat, bail, échange ou autrement, et posséder améliorer, subdiviser, construire sur, ut liser, administrer, louer, vendre, échanger toutes sortes de propriétés mobilières et immobilières, et en disposer ;

Tracer et préparer des rues, ruelles, carrés ou terrains aux termes et conditions que la compagnie pourra juger à propos, et faire et entrer en arrangement ou contrat (avec toute personne, municipalité ou corporation) pour construire, niveler, paver, macadamiser et réparer les rues, chemins publics et trottoirs, ou pour construire, entretenir les chemins, rues, ruelles, aqueducs, drainages, égouts et autres travaux destinés à donner un meilleur accès à la propriété de la compagnie et pour augmenter sa valeur ;

Agir comme agents et courtiers pour l'achat, vente, échange et affermage d'immeubles, et pour autres transactions de même nature ;

Prêter de l'argent aux clients et autres ayant des affaires avec la compagnie ;

Faire les affaires de prêts et placements de toute sorte, à l'exception des affaires de banque ;

Faire toutes autres affaires soit manufacturées ou autrement, qui peuvent paraître à la compagnie

To construct, maintain and exchange any buildings or works necessary or usefull to the said company, and construct and operate cars and other vehicles propelled by steam, electricity or otherwise for the purposes of the said company ;

To invest the monies not immediately required by the company in the manner which may be from time determined and deal therewith ;

Generally to purchase, take on lease or in exchange, lease or otherwise acquire any moveable or immoveable property and all the rights and privileges which the company may deem necessary or useful for its business purposes and sell or otherwise dispose of same as it may be deemed proper ;

To issue paid up shares, bonds and debentures or other securities in payment or part payment for any moveable or immoveable property, services, rights, leases, franchises, business, undertakings, powers, privileges licenses or concessions which this company may legally acquire and in payment or part payment therefor or in exchange for shares, bonds, debentures or other securities of any such company carrying on business similar or incidental to that of the said company ;

To make, sign and assent to, execute and accept all deeds, contracts, documents whatsoever resulting from the powers mentioned here of and suitable for the purposes and objects which the said company has in view ;

To do all such other things as may be incidental to or suitable for the attainment of the above objects and to do same all and any as principals, agents, attorneys, and exercise all the powers granted by the companies' act' under the name of "La Compagnie Saint-Edouard Limitée", with a capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00) divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of April, 1913.

C. J. SIMARD,

1620

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the sixteenth day of April, 1913, incorporating Messrs. James Morgan, merchant, F. Cleveland, merchant, C. Allen Place, real estate agent, H. B. Mussen, agent, Edmond T. Sayers, journalist, all of Montreal, for the following purposes :

To acquire by purchase, lease, exchange or otherwise and to hold, improve, subdivide, build upon, utilize, administer, lease, sell, exchange and dispose of all kinds of moveables and immoveables property ;

To lay out and dispose of any streets, lanes, squares, or lands upon such terms and conditions as the company may think fit and to make and enter into any agreement or contract (with any person municipality or corporation) for constructing, grading, paving, macadamizing and repairing streets, highways and sidewalks or for the construction and maintenance of roads, streets, lanes, waterworks, drains, sewers and other works calculated to give better access to the property of the company and to enhance its value ;

To act as agents and brokers for the purchase, sale, exchange, and leasing of immoveables and for other transactions of a like nature ;

To loan money to clients and others having business with the company ;

To carry on loan and investment business of all kinds except banking business ;

To transact any other business whether manufacturing or otherwise which may seem to the com-

capables d'être convenablement conduites en rapport avec les susdits objets, ou propres, directement ou indirectement à augmenter la valeur des biens ou droits de la compagnie, ou de les rendre profitables ;

Acquérir ou prendre par achat, bail ou autrement toutes ou aucune partie des affaires ou obligations de toute personne ou compagnie faisant toutes affaires que la compagnie est autorisée à faire, ou possédant des biens convenables pour les fins de cette compagnie ;

Entrer en société ou en aucun arrangement pour le partage des profits, union d'intérêts, coopération, risque conjoint, concession réciproque ou autrement, avec toute personne ou compagnie faisant ou engagée à faire ou sur le point de faire ou d'être engagée dans toutes affaires ou transactions capables d'être conduites directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie, et prêter de l'argent à toute telle personne ou compagnie, garantir ses contrats, ou aider autrement toute telle personne ou compagnie ou clients ou personnes ayant des relations d'affaires avec la compagnie, et prendre ou acquérir autrement des actions et garanties de toute telle compagnie, et les vendre, émettre de nouveau avec ou sans garantie ou en faire le commerce autrement ;

Acheter, prendre ou acquérir autrement et détenir des actions, obligations ou débentures ou autres garanties de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, ou faisant des affaires capables d'être conduites, directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie et établir, prouvoier et aider autrement toute telle compagnie ou compagnies ;

Entrer en arrangements avec tout gouvernement ou autorité municipale, locale ou autrement qui peuvent paraître utiles aux objets de la compagnie, ou à aucun d'eux, et obtenir de tout tel gouvernement ou autorité tous les droits, privilèges et concessions que la compagnie peut juger à propos d'obtenir, et faire exercer et exécuter tous tels arrangements, droits, privilèges et concessions ;

Promouvoir toute compagnie ou compagnies dans le but d'acquérir tous ou aucun des biens et obligations de cette compagnie, ou pour toutes autres fins qui peuvent, directement ou indirectement, paraître propres pour le bénéfice de cette compagnie, assumer et plaier ou aider à placer le stock, obligations ou garanties de toute telle compagnie ou compagnies ;

Construire, entretenir et améliorer les bâtisses ou travaux nécessaires ou utiles pour les fins de la compagnie, et construire, posséder et mettre en opération des chars et autres véhicules mûs par la vapeur, l'électricité ou autrement pour les fins de la compagnie ;

Placer les argents de la compagnie non immédiatement requis, en la manière qui pourra être déterminée de temps en temps, et en faire le commerce ;

Emettre des actions acquittées, obligations ou débentures ou autres garanties en paiement, soit en tout ou en partie de tous biens, propriétés mobilières ou immobilières, meubles et immeubles, services, droits, baux, affaires, franchises, entreprises, pouvoirs, privilèges, licences ou concession que cette compagnie peut légalement acquérir, et en paiement ou partie de paiement d'iceux ou en échange, pour actions, obligations, débentures ou autres garanties de toute autre compagnie faisant des affaires semblables à celle de cette compagnie ou y ayant rapport ;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui peuvent être rendus en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'actions dans le capital de la compagnie ou toutes débentures ou autres garanties de la compagnie, ou dans ou au sujet de la formation ou l'avancement de la compagnie ou la conduite de ses affaires ;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de

pany capable of being conveniently carried on in connection with the above or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights ;

To acquire and undertake by purchase, lease or otherwise, the whole or any part of the business property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of this company ;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company ; and to lend money to guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, or customers or persons having dealings with the company and to take or otherwise, acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee or otherwise deal with the same ;

To purchase, take or otherwise acquire and hold shares, bonds or debentures or other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company, and to establish, promote or otherwise assist any such company or companies ;

To enter into arrangements with any governments and authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such government or authority, any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain and to carry out, and to exercise and comply with any such agreements, rights, privileges and concessions ;

To promote any company or companies for the purposes of acquiring all or any of the property and liabilities of this company, or for any other purposes which may seem directly or indirectly calculated to benefit this company, and to underwrite and place or assist in the placing of the stock, bonds or securities of any such company or companies ;

To construct, maintain and alter any buildings or works necessary, or convenient for the purposes of the company and to construct, own and operate cars and other vehicles, propelled by steam, electricity or otherwise for the purposes of the company ;

To invest in and deal with the monies of the company not immediately required in such manner as may be from time to time determined ;

To issue paid-up shares, bonds or debentures or other securities for the payment either in whole or in part of any property, real or personal, moveable or immovable, services, rights, lease, business, franchises, undertaking, power, privilege, licence, or concession which this company may legally acquire, and in payment or part payment of or in exchange for shares, bonds, debentures or other securities of any other company doing a business similar or incidental to the business of this company ;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of shares in the company's capital, or any debentures or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business ;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange,

change, connaissements, mandats et autres instruments négociables ou transférables ;

Vendre l'entreprise de la compagnie ou toute partie d'icelle pour telle considération que la compagnie jugera à propos et en particulier pour actions, débiteures ou garanties de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, et en disposer autrement ;

Faire toutes ou aucune des susdites choses comme patrons, entrepreneurs, agents ou autrement, et par ou l'intermédiaire d'agents ou autrement, soit seule ou conjointement avec autres ;

S'amalgamer avec toute autre compagnie ayant des objets, en tout ou en partie, semblables à ceux de cette compagnie ;

Distribuer par dividendes ou autrement tous les biens de la compagnie, en espèce ou nature, parmi les actionnaires et en particulier des actions acquittées, débiteures ou stock de débiteures de toute autre compagnie ;

En général acheter, prendre à bail ou en échange louer ou acquérir autrement toute propriété mobilière et immobilière et tous les droits ou privilèges que la compagnie peut juger nécessaires ou utiles aux fins de ses affaires, et les vendre selon qu'il sera jugé à propos, et en disposer autrement ;

Les pouvoirs spécifiés dans aucun des susdits paragraphes ne seront pas limités ou restreints par les déductions ou termes de tout autre paragraphe, sous le nom de "Montreal Land, Limited", avec un capital total de cent cinquante mille piastres (\$150,000.00), divisé en mille cinq cents (1500) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour d'avril 1913.

C. J. SIMARD,

1615

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour d'avril 1913, constituant en corporation MM. Joseph Auguste Fraser, Joseph Oscar Pouliot, Joseph Arthur Drolet, Joseph Robert Guay, Jean-Baptiste Trudel, tous commis, de Québec, dans les buts suivants :

Faire toutes les opérations concernant ou se rattachant à la construction en général, et, à la construction d'aqueducs, acquérir, louer, vendre, posséder et hypothéquer des immeubles, faire toutes transactions quelconques concernant ou se rattachant à des immeubles, et les opérations d'agent d'immeubles, le tout avec tous les pouvoirs utiles ou nécessaires à la conduite des dits commerce, entreprises, industries ou transactions ;

Exercer toute autre industrie, manufacturière ou non, tout commerce et faire toutes autres opérations, qui peuvent être exercées conjointement avec l'industrie de la compagnie, ou qui sont de nature à augmenter la propriété de la compagnie ou la rendre profitable, avec tous les pouvoirs nécessaires à l'exercice de telles autres industries ;

Employer en tout ou en partie, ses fonds, débiteures ou autres valeurs pour l'achat d'actions d'autres corporations ;

Faire avec tout autre compagnie tous arrangements concernant l'exploitation de leurs industries respectives et se fusionner avec toute autre compagnie ou toutes autres compagnies ;

Acquérir toute autre industrie identique à celle que la présente compagnie est autorisée à exercer ainsi que sa clientèle et son actif, aux conditions, taux, prix qui seront convenus et de payer avec des actions acquittées et des obligations de la compagnie toute telle acquisition, faire toute autre chose en rapport avec les pouvoirs ci-dessus énumérés, avec le droit de vendre l'actif de la compagnie par une résolution des actionnaires représentant au moins les $\frac{2}{3}$ de la valeur du capital souscrit, sous le nom de "Parc Saint-Louis, Limited", avec un capital de trente-neuf mille piastres (\$39,000.00), divisé

bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments ;

To sell or otherwise dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company ;

To do all or any of the above things as principals, contractor, agents or otherwise and by or through agents or otherwise, and either alone or in conjunction with others ;

To amalgamate with any other company having objects altogether or in part similar to those of this company ;

To distribute by dividend or otherwise any of the property of the company in specie, or kind, among the shareholders and particularly paid up shares, debentures or debenture stock of any other company ;

Generally to purchase, take on, lease or in exchange, hire or otherwise acquire any real or personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and to sell or otherwise dispose of the same as it may seem fit ;

Any power granted in any paragraph hereof shall not be limited or restricted by reference to or inference from any other paragraph, under the name of "Montreal Land, Limited", with a capital stock of one hundred and fifty thousand dollars (\$150,000.00), divided into one thousand and five hundred (1500) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of April, 1913.

C. J. SIMARD,

1616

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the fourteenth day of April, 1913, incorporating Messrs. Joseph Auguste Fraser, Joseph Oscar Pouliot, Joseph Arthur Drolet, Joseph Robert Guay and Jean Baptiste Trudel, all clerks, of the city of Quebec, for the following purposes :

To carry on any operations relating to or connected with construction work in general, and the building of waterworks, acquire, lease, sell, hold and hypothecate any immovables, carry on any transactions whatsoever relating to or connected with real estate, and the operations of real estate agents, the whole with all the powers suitable or necessary for the said business, undertakings, trades or transactions ;

To carry on any other business, manufacturing or otherwise, any trade and other operations which may be jointly carried on with the business of the company or capable to enhance or render more profitable the company's property with all the powers necessary for the carrying on of such businesses ;

To employ, in whole or in part, its funds, debentures or other securities for the purchase of shares of other corporations ;

To enter into any agreements with any other company concerning the exploitation of their respective businesses and to amalgamate with any other company or companies ;

To acquire any other business, similar to that which the present company is authorized to carry on as well as its goodwill and assets on the conditions, at the rate and for the price which may be agreed upon, and to pay for any such acquisition with paid up shares and bonds of the company, to do any other thing in connection with the above mentioned powers with the right to sell the assets of the company by a resolution of the shareholders representing at least two thirds of the value of the subscribed capital stock, under the name of "Parc Saint Louis Limited," with a capital stock of thirty

en trois cent quatre-vingt-dix (390) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour d'avril 1913.

1621

C. J. SIMARD,
Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour d'avril 1913, constituant en corporation MM. Abraham Landay, Philip Cowan, Haskel J. Rashti, Charles Battat et Julius Lichterman, marchands, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Acheter, vendre en aucune manière des objets et marchandises de toute sorte et description et plus spécialement des marchandises de fourrures et orientales, en faire le commerce et en disposer ;

Manufacturer les dites marchandises et tous autres articles dont la manufacture et vente peuvent être faites avec avantage ; vendre toutes choses et administrer toutes affaires qui peuvent être jugées utiles de faire en rapport avec les affaires de la compagnie, ou qui peuvent directement ou indirectement être utiles à la compagnie ;

S'amalgamer avec toute autre personne ou compagnie faisant des affaires semblables à celles de la présente compagnie, ou qui peuvent, avec avantage, être conduites en rapport d'icelles, ou acheter ou acquérir autrement toutes telles affaires, les payant soit en argent ou en garantie de la compagnie ou partie dans les deux, ou entrer en arrangements pour le partage des profits avec d'autres personnes ou compagnies ;

Acheter ou acquérir autrement et détenir du stock dans d'autres compagnies, sous le nom de " Russian-Oriental Trading Company ", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-septième jour d'avril 1913.

1647

C. J. SIMARD,
Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour d'avril 1913, constituant en corporation MM. Farquhar Stuart MacLennan, avocat et Conseil en Loi du Roi, William Baker, avocat et Conseil en Loi du Roi, Lucy M. Shea, sténographe, Robert E. Livermore, imprimeur, et Pearl Baker, sténographe, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Faire toutes ou aucune partie des affaires d'imprimerie, gravure, lithographie, reliure et la manufacture de livres de toute sorte, et papeterie ; manufacturer, acheter, vendre du papier de toute sorte et en faire le commerce ;

Acheter ou louer les droits d'imprimer, publier, émettre et vendre tous livres, pamphlets, papiers, gazettes, revues, journaux et brochures, et de vendre les dits droits ou en disposer, faire des contrats avec les auteurs pour la publication de leurs travaux ;

Acquérir par achat, amalgamation ou autre arrangement, et faire toutes ou aucune partie des affaires ou actifs de toute personne, société, association ou corporation qui peuvent paraître à la compagnie d'être conduits par icelle, ou destinés, directement ou indirectement, à augmenter la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables, et les payer, en tout ou en partie par l'émission d'actions acquittées ou garanties de la compagnie ;

S'associer ou s'amalgamer avec toute autre compagnie organisée pour les mêmes fins ou semblables à celles de cette compagnie ;

nine thousand dollars (\$39,000.00), divided into three hundred and ninety (390) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of April, 1913.

1622

C. J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the seventeenth day of April 1913, incorporating Messrs. Abraham Landay, Philip Cowan, Haskel J. Rashti, Charles Battat and Julius Lichterman, merchants, all of the city of Montreal, for the following purposes :

To deal in, buy, sell and dispose of in any way all wares and merchandise of every sort and kind, and more especially of furs and oriental or eastern goods ;

To manufacture said goods and all other goods whose manufacture and sale may be carried or with advantage in conjunction therewith, to do all things and to conduct all business which may be expedient to carry on in connection with the company's business, or which may directly or indirectly benefit the same ;

To amalgamate with any other person or company carrying on business similar to those of the present company or which may with advantage be carried on in conjunction therewith, or to purchase or otherwise acquire any such business paying for the same either in cash or in securities of the company or partly in both, or to enter into profit sharing agreements with other persons or companies ;

To purchase or otherwise acquire and hold stock in other companies, under the name of " Russian Oriental Trading Company ", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of hundred dollars (\$100.00) each.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of April, 1913.

1648

C. J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the sixteenth day of April, 1913, incorporating Messrs. Farquhar Stuart MacLennan, advocate and King's counsel, William Arthur Baker, advocate, and King's counsel, Lucy M. Shea, stenographer, Robert E. Livermore, printer, and Pearl Baker, stenographer, all of the city of Montreal, for the following purposes :

To carry on all or any part of the business of printing, engraving, lithographing, book-binding and the manufacture and sale of books of all kinds, and stationery ; to manufacture, buy, sell and deal in paper of all kinds ;

To purchase or lease the rights to print, publish, issue and sell any books, pamphlets, papers, newspapers, periodicals, journals and magazines, and to sell or dispose of such rights ; to enter into contracts with authors for the publication of their works ;

To acquire by purchase, amalgamation or other arrangement, and carry on all or any part of the business or assets of any person, firm, association or corporation which may seem to the company capable of being carried on by it, or calculated directly or indirectly to render profitable, or enhance the value of the company's property, interest or rights, and to pay for same, wholly or in part, by the issue of fully paid up shares or securities of the company ; to unite or amalgamate with any other company organized for purposes like or kindred to those of this company ;

Acquérir par achat ou bail des immeubles, matériaux, machines ou outillages nécessaires ou utiles aux fins de la mise en opération des affaires de la compagnie ;

Acquérir, détenir et convertir en stock, actions ou garanties de toute compagnie avec laquelle cette compagnie peut avoir des relations d'affaires, ou faisant des affaires semblables en tout ou en partie, et en faire le commerce ;

Faire toutes choses nécessaires, utiles, convenables ou propres à l'exécution des fins ou acquisition des objets ci-dessus énumérés, ou qui pourront paraître de temps en temps nécessaires pour la protection ou le bénéfice de la compagnie, soit comme patrons, agents et soit seule ou avec ou par l'intermédiaire d'autres personnes, sous le nom de "The Lion Press, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en quatre cents (400) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour d'avril 1913.

1623

C. J. SIMARD,
Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour d'avril 1913, constituant en corporation MM. F. D. Bouchard, journaliste, V. E. Fontaine, avocat, E. O. Picard, agent, Jos. Leduc, entrepreneur, H. Beaunoyer, entrepreneur, H. A. Beaugregard, protonotaire, tous de Saint-Hyacinthe, et J. H. Dussault, comptable, La Providence, dans les buts suivants :

Faire des transactions immobilières en général, soit comme principaux ou comme agents et acquérir par achat, échange ou autrement des terres et lots de terres, les diviser, subdiviser, et acquérir par achat, échange ou autrement, et louer, construire, bâtir, améliorer, et réparer des maisons, magasins, moulins et autres bâtisses, et généralement toutes sortes de propriétés mobilières et immobilières, droits et privilèges, et les payer en argent, parts, débetures ou autrement et les vendre, louer, ou en disposer de quelque façon que ce soit ;

Vendre et échanger les dites propriétés en tout ou en partie ainsi que les améliorations et bâtisses qui auront pu y être faites, et accepter en paiement de l'argent comptant, des actions d'autres compagnies, des débetures, billets et autres valeurs, et payer toutes commissions nécessaires pour la vente de la dite propriété en tout ou en partie ;

Faire tous les actes et exercer tous les pouvoirs accordés par la loi des compagnies en autant qu'il sera jugé nécessaire ou utiles aux dites fins, et spécialement ;

Acquérir et posséder, vendre, transporter, disposer ou souscrire des actions du capital social, des débetures ou autres valeurs émises par d'autres corporations, sociétés ou personnes, exercer tous droits et privilèges de propriété s'y rattachant y compris le droit de voter en vertu de telles actions, et les payer en argent, actions ou bons de la présente compagnie ou autrement ;

Acheter la clientèle, les droits, propriétés et actif de toutes sortes, assumer les responsabilités et continuer les affaires de toutes personnes, société ou corporation faisant un commerce semblable à celui de cette compagnie, et payer pour tel achat en argent, actions ou débetures de cette compagnie ou autrement ;

Vendre ou autrement disposer des droits, affaires, entreprises et propriétés de cette compagnie, en tout ou en partie de quelque façon que ce soit, et recevoir en paiement de l'argent ou des parts, des débetures ou autres valeurs émises par d'autres corporations avec tous droits et privilèges s'y rattachant, y compris le droit de vote ;

Rémunérer en parts acquittées de cette compa-

To acquire by purchase or lease any real estate, plant, machinery or equipment necessary or useful for the purposes of carrying on the business of the company ;

To acquire, hold deal in and convert stock, shares bonds or securities of any company with which this company may have business relations, or carrying on a similar business in whole or in part ;

To do all and every thing necessary, suitable, convenient or proper for the accomplishment of the purposes, or attainment of the objects herein enumerated, or which shall or may at any time appear necessary for the protection or benefit of the company, either as principals, agents, and either alone or with or through others, under the name of "The Lion Press, Limited", with a capital stock of twenty thousand (\$20,000.00) dollars divided into four hundred (400) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The chief place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, the sixteenth day of April, 1913.

1624

C. J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the fifteenth day of April, 1913, incorporating Messrs. F. D. Bouchard, journalist, V. E. Fontaine, advocate, E. O. Picard, agent, Jos. Leduc, contractor, H. Beaunoyer, contractor, H. A. Beaugregard, protonotary, all of Saint Hyacinthe, and J. H. Dussault, accountant, of La Providence, for the following purposes :

To generally deal in real estate, either as principal or agents, and acquire by purchase, exchange or otherwise lands and lots, divide, subdivide and acquire same by purchase, exchange or otherwise and lease, construct, build, improve and repair houses, stores, mills and other buildings and generally all kinds of moveable and immoveable property and pay for the same in cash, shares, debentures or otherwise and to sell, lease or dispose of the same in any manner whatsoever ;

To sell and exchange the whole or part, of the said property as well as the improvements made and buildings erected thereon, and to accept in payment therefor cash, shares in other companies, debentures, notes and other securities and to pay any commission fees necessary for the sale of the whole or part of the said property ;

To do all the acts and exercise all the powers granted by the Companies' Act in so far as it may be deemed necessary or suitable for the said purposes and specially ;

To acquire and hold, sell, convey, dispose of or subscribe for shares of the capital stock, debentures or other securities issued by other corporations, firms or persons, to exercise any rights and privileges of ownership connected therewith including voting power in virtue of such shares, and to pay for same in cash, shares or bonds of the present company or otherwise ;

To purchase the goodwill, rights, property and assets of all kinds, assume the liabilities and carry on the business of any persons, firms or corporations carrying on business similar to that of this company, and to pay for such purchase in cash, shares or debentures of this company or otherwise ;

To sell or otherwise dispose of the whole or part of the rights, business undertakings and property of this company in any manner whatsoever, and receive in payment therefor cash, shares debentures or other securities issued by other corporations with any rights and privileges attached thereto including voting power ;

To remunerate, with paid up shares of this com-

gnie, débetures ou autrement, toute personne ou compagnie pour services rendus ou à être rendus dans le placement des actions du capital social de cette compagnie ou pour tous autres services rendus relativement à la formation de cette compagnie ou la conduite de ses opérations, sous le nom de "La Compagnie Immobilière de Yamaska", avec un capital de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quinzième jour d'avril 1913.

1635 C. J. SIMARD,
Sous secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour d'avril 1913, constituant en corporation MM. Emile Aimable Decelles, courtier, de Montréal, Emilien Lupien, commerçant, Wilfrid Lupien, cultivateur, Jos. Gilbert Tétrault, marchand, Napoléon Girard, marchand, Valmore Lemire, cultivateur, tous de West Wickham, dans les buts suivants :

La formation d'une manufacture de meubles de toutes sortes, de portes, de châssis, de moulures, et autres ouvrages en bois, de faire le commerce en gros et en détail de toutes espèces de bois brut ou travaillé, ainsi que le droit général de manufacturer toutes sortes de bois sous toutes sortes de formes dans les limites légales permises ;

La dite compagnie aura le droit d'émettre des débetures jusqu'à concurrence de la moitié du capital payé et emprunté au moyen des dites débetures lesquelles ne seront pas moindre de cent piastres et pas plus de mille piastres, sous le nom de "Wickham Furniture Company, Limited" avec un capital de quatre-vingt-dix-neuf mille piastres (\$99,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix (990) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à West Wickham.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour d'avril 1913.

1633 C. J. SIMARD,
Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour d'avril d'avril 1913, constituant en corporation MM. Albert D. Denis, courtier d'immeubles, Aimé Cusson, commis-marchand, Félix O. Lavimodière, agent, Adrien Quesnel, teneur de livres, tous de la cité de Montréal, et Louis Adélaré Denis, marchand, de la cité de Saint-Hyacinthe, dans les buts suivants :

Faire commerce d'immeubles dans toutes ses branches ;

Exercer l'industrie d'immeubles et d'agent d'assurance contre l'incendie, les accidents, la vie, assurance maritime, bris de glace dans toutes ses branches ;

Acquérir par achat, bail, échange ou autrement et posséder, améliorer, diviser, subdiviser, construire sur, utiliser, administrer, louer, vendre, échanger toutes sortes d'immeubles et propriétés mobilières et immobilières et en disposer ;

Tracer et disposer toutes rues, ruelles, carrés ou terrains aux termes et conditions que la compagnie jugera à propos ;

Faire et entrer en tous arrangements ou contrats (avec toutes compagnies, personnes, municipalités ou corporations) pour construire, diminuer la pente, paver, macadamiser et réparer les rues, chemins publics et trottoirs ou pour construire, ouvrir et

company, debentures or otherwise, any person or company for services rendered or to be rendered in the placing of the shares of the capital stock of this company or for any other services rendered about the formation or promotion of this company or the conduct of its business, under the name of "La Compagnie Immobilière de Yamaska", with a capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00) divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Saint Hyacinthe.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of April, 1913.

1636 C. J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the sixteenth day of April, 1913, incorporating Messrs. Emile Aimable Decelles, broker, of Montreal, Emilien Lupien, trader, Wilfrid Lupien, farmer, Jos. Gilbert Tétrault, merchant, Napoléon Girard, merchant, Valmore Lemire, farmer, all of West Wickham, for the following purposes :

To manufacture furniture of all kinds, doors, sashes, mouldings and other wooden articles, deal wholesale and retail in all kind of rough or dressed lumber, and the right to manufacture all kinds of wood under all its forms within lawful limits ;

The said company will have the power to issue debentures up to the amount of half its said up capital and to borrow by means of the paid debentures which will not be for less than one hundred dollars and more than one thousand dollars, under the name of "Wickham Furniture Company, Limited", with a capital stock of ninety nine thousand dollars (\$99,000.00), divided into nine hundred and ninety (990) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of business of the corporation, will be at West Wickham.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of April, 1913.

1634 C. J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the seventh day of April, 1913, incorporating Messrs. Albert D. Denis, real estate broker, Aimé Cusson, salesman, Félix O. Lavimodière, agent, Adrien Quesnel, book-keeper, all of the city of Montreal, and Louis Adélaré Denis, merchant, of the city of Saint Hyacinthe, for the following purposes :

To deal in real estate in all its branches ;

To carry on business as real estate brokers and fire, accident, life, marine and plate glass insurance agents in all their branches ;

To acquire by purchase, lease, exchange or otherwise, and to hold, improve, divide, subdivide, build upon, utilize, administer, lease, sell, exchange and dispose of all kinds of real estate and moveable and immovable property ;

To lay out and dispose of any streets, lanes, squares or lands upon such terms and conditions as the company may think fit ;

To make and enter into any agreements or contracts (with any companies, individuals municipalities or corporations) for constructing, grading, paving, macadamizing and repairing streets, highways and sidewalks or for the construction, opening

réparer les conduits, citernes, drainages et égouts et aider, par des avances d'argent, à la construction et entretien des chemins, rues, ruelles, aqueducs, drainages, égouts et autres travaux propres à donner un meilleur égout aux propriétés de la compagnie et pour en augmenter la valeur ;

Agir comme agent et courtier pour le commerce d'immeubles et autres transactions de même nature ;

Prêter de l'argent aux clients faisant des affaires avec la compagnie, prendre et détenir des hypothèques, obligations et garanties sur des immeubles pour garantir des prêts et transactions de la compagnie et faire tous prêts et placements, excepté les affaires de banque et généralement faire toutes autres affaires qui peuvent directement ou indirectement augmenter la valeur ou rendre profitable les biens ou droits de la compagnie ;

Acquérir de toutes manières quelconques, tout ou partie des biens et affaires de toutes personnes ou compagnie ou personnes faisant des affaires en tout ou en partie, semblables à celles de la compagnie ;

Entrer en société ou en tous autres arrangements pour le partage des profits, union d'intérêt, coopérations, risque conjoints, concessions, réciproques ou autrement, avec toutes personnes ou compagnies faisant ou sur le point de faire des affaires ou transactions que cette compagnie est autorisée à faire ou qui peuvent être conduites directement ou indirectement pour le bénéfice de la compagnie ; lui prêter de l'argent, garantir ses contrats ou l'aider autrement : prendre ou acquérir autrement les actions ou garanties de telle compagnie avec ou sans garantie et en faire le commerce ou autrement disposer ;

Entrer en arrangement avec toutes administrations ou autorités municipales ou autres pour toutes acquisitions de droit, privilège ou concessions ;

Promouvoir toutes compagnies dans le but d'acquérir tout ou partie des biens et actions de cette compagnie ou pour toutes autres fins tendant à apporter bénéfice à cette compagnie et disposer du stock de cette compagnie avec ou sans garantie ;

Placer les argents de cette compagnie en la manière qui pourrait déterminer de temps en temps et en faire le commerce ;

Émettre des actions acquittées, obligations, débetures ou autres garanties en paiement de tout ou partie de l'achat et acquisition de toutes propriétés, meubles et immeubles, affaires, franchises, et entreprises et autres transactions de la compagnie ;

Remunerer toutes personnes ou compagnies pour services rendus ou qui seront rendus à la compagnie même dans le placement des actions de cette compagnie, tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissaires et lettres de change, connaissements, mandats, et autres documents et valeurs négociables : vendre ou autrement disposer de tout ou partie des biens ou de l'entreprise de cette compagnie aux conditions qu'elle pourra établir et faire toutes telles transactions quelconques comme patron ou agent soit seule ou conjointement avec d'autres et même s'amalgamer avec d'autres compagnies ayant des fins semblables à la présente compagnie ;

Distribuer par dividende ou autrement tout ou partie des biens de la compagnie en nature ou autrement parmi les membres de la compagnie ;

En général, acquérir tous biens meubles et immeubles, droit et privilèges et faire exécuter sur ses propriétés tous les travaux que la compagnie peut avoir besoin pour les fins de son commerce ou autrement disposer ;

Faire, signer et consentir, exécuter et accepter tous actes, contrats et documents quelconques qui peuvent découler des pouvoirs mentionnés aux présentes et propres aux fins de la compagnie et exercer tous pouvoirs nécessaires aux fins de la dite compagnie, sous le nom de "Denis Realty Limited", avec un capital de quarante-cinq mille piastres (\$45,000.00), divisé en quatre cent cin-

and repairing of conduits, cisterns, drains and sewers and aid by advances of money in the construction and maintenance of roads, streets, lanes, waterworks, drains, sewers and other works calculated to give better access to or render more profitable the company's property ;

To act as real estate agents and brokers and in the same capacity for other transactions of the same kind ;

To loan money to customers having dealings with the company, to take and hold hypothecs, liens and securities on real estate as security for any loans and investments made by the company and to carry on any loan or investment business, banking business excepted, generally to carry on any other business which may directly or indirectly enhance the value of or render more profitable the company's property or rights ;

To acquire in any manner whatever the whole or part of the property and business of any individual or company or persons carrying on any business altogether or in part, similar to that of the company ;

To enter into partnership or into any other arrangement for sharing profits, union of interests, cooperation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on or about to carry on any business or transactions which this company is authorized to carry on or capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company ; to loan money, to guarantee the contracts of or otherwise assist any such person or company, to take or otherwise acquire, deal with or otherwise dispose of shares or securities of any such company, with or without guarantee ;

To enter into arrangements with any governments or authorities, municipal or otherwise, for any acquisition of rights, privileges or concessions ;

To promote any companies for the purpose of acquiring the whole or part of the property and stock of this company, or for any other purposes calculated to benefit this company and dispose of the stock of this company with or without guarantee ;

To invest and deal with the monies of this company in the manner which may be from time to time determined ;

To issue paid up shares, bonds, debentures or other securities, in full or part payment for the purchase or acquisition of any moveable or immovable property, business, franchises, undertakings and other transactions of the company ;

To remunerate any persons or companies for services rendered or to be rendered to the company even for the placing of the shares of this company, to draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants or negotiable instruments and securities, to sell or otherwise dispose of the whole or part of the property and undertaking of this company upon the conditions it may fix, and to carry on any transactions whatsoever as principal or agent, either alone or in conjunction with others and also amalgamate with other companies having purposes similar to those of the present company ;

To distribute by dividend or otherwise the whole or part of the company's property, in specie or otherwise, amongst its members ;

Generally, to acquire any moveable or immovable property, rights or privileges and to carry out upon its property any works which the company may need for the purposes of its business or otherwise dispose of same ;

To make, sign and assent to, execute and accept all deeds, contracts and documents whatsoever which may result from the powers herein mentioned and are suitable for the company's purposes and exercise all the powers necessary for the said company's purposes, under the name of "Denis Realty Limited", with a capital stock of forty five thousand dollars (\$45,000.00), divided into four hundred

quante (450) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour d'avril 1913.

J. C. SIMARD,
1543.2 Sous secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour d'avril 1913, constituant en corporation MM. Robert Taschereau, avocat et conseil en loi du Roi, Joseph Emile Billette, avocat, Arthur Reginal Whitney Plimsoll, avocat, Fernand Bernard Major, étudiant en droit, et Annie Coningham, sténographe, tous de Montréal, dans les buts suivants :

Faire les affaires comme manufacturiers de gants et de mitaines de toute sorte, de bottes, chaussures, pantoufles, mocassins et guêtres de toute sorte, de vêtements de toute sorte et tous les matériaux, salopettes, camisoles, sous-vêtements, faire le commerce ou affaires d'objets tricotés et toutes autres marchandises tricotées ; faire les affaires de carder et filer la laine, et conduire les travaux de teinturerie ; acheter ou acquérir autrement des cuirs, peaux, laines, et exercer l'industrie de tanneurs dans tous ses départements ; faire et conduire un matériel d'impression ;

Acheter et vendre, en gros et en détail, et manufacturer, purifier, manipuler, exporter et importer et faire le commerce de toutes substances, appareils et choses manufacturés par la compagnie ou capables d'être employés dans les affaires que la compagnie est autorisée à faire, ou requis par toute personne ayant des relations d'affaires avec la compagnie ;

Acheter, vendre, manufacturer et faire le commerce de matériel, machines, instruments, commodités, provisions et choses capables d'être employés en rapport aux opérations que la compagnie peut faire ou y ayant des intérêts, ou requis par les ouvriers ou autres employés de la compagnie ;

Demander, acheter ou acquérir autrement toute marque de commerce, patentes, licences, concessions et autres semblables, conférant tout droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser, ou tout secret ou autres renseignements relatifs à toute invention qui peut paraître capable d'être utilisé pour aucune des fins de la compagnie, ou dont l'acquisition peut paraître calculée, directement ou indirectement pour le bénéfice de la compagnie, et utiliser, exercer, développer ou octroyer des licences y ayant rapport, ou autrement mettre à profit les biens, droits ou renseignements ainsi acquis ;

Développer et mettre à profit tout terrain acquis par la compagnie ou dans lequel elle a des intérêts, et en particulier en le disposant et préparant pour les fins de constructions, d'édifices, changement, démolition, décoration, entretien, ameublement et amélioration de bâtisses et commodités, et en plantant, pavant, drainant, exploitant et cultivant, louant sur bail de bâtisse ou convention de bâtisse, et en avançant de l'argent aux constructeurs, locataires et autres et faire des contrats et arrangements de toute sorte avec iceux ;

Faire toutes autres affaires, soit manufacturées ou autrement, qui peuvent paraître à la compagnie capables d'être conduites convenablement en rapport avec les affaires de la compagnie, ou calculées, directement ou indirectement, pour augmenter la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables ;

Acheter, louer ou acquérir autrement toutes ou aucune partie des affaires, biens, franchises, clientèle, droits et privilèges détenus ou possédés par (la compagnie connue comme "Regent Knitting Mills Company") ou par toute corporation faisant toutes affaires que la compagnie est autorisée à faire, ou possédant des biens convenables pour les fins de la compagnie, et de les payer en actions privilégiées

and fifty (450) shares of one hundred dollars (\$100.00) each

The chief place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventh day of April, 1913.

C. J. SIMARD,
1544 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the tenth day of April, 1913, incorporating Messrs. Robert Taschereau, advocate and King's counsel, Joseph Emile Billette, advocate, Arthur Reginal Whitney Plimsoll, advocate, Fernand Bernard Major, student at law, and Annie Coningham, stenographer, all of Montreal, for the following purposes :

To carry on business as manufacturers of gloves and mitts of all kinds, of boots, shoes, slippers, mocassins, and larrigans of all kinds, of clothing of all kinds and every materials, overalls, sweaters and underwear, to carry on the trade or business of knitting hosiery and or all other knitted goods ; to carry on the business of carding and spinning wool, and to conduct dye works ; to buy or otherwise acquire hides, skins, wool, and carry on the business of tanning leather in all its departments ; to carry on and conduct a printing plant ;

To buy and sell, wholesale and retail, and manufacture, refine, manipulate, export and import and deal in all substances, apparatus and things manufactured by the company or capable of being used in the business that the company is authorized to carry on, or required by any person having dealings with the company ;

To buy, sell, manufacture and deal in plant, machinery, implements, conveniences, provisions and things capable of being used in connection with the operations which the company may carry on or be interested in or required by workmen or others employed by the company ;

To apply for, purchase or otherwise acquire any trade mark, patents, licences, concessions, and the like conferring and exclusive or non exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licences in respect of or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired ;

To develop and turn to account any land acquired by the company or in which it is interested and in particular by laying out and preparing the same for building purposes, constructing, altering, pulling down, decorating, maintaining, fitting up and improving building and conveniences, and by planting, paving, draining, farming, and cultivating, letting on building, lease or building agreement, and by advancing money to and entering into contracts and arrangements of all kinds with the builders, tenants and others ;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being carried on conveniently in connection with the company's businesses of calculated, directly or indirectly, to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights ;

To purchase, lease or otherwise acquire the whole or any part of the business, property, franchises, goodwill, rights, and privileges held or enjoyed by (the Company known as "Regent Knitting Mills Company") or by any corporation carrying on any business which the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of the company, and to pay therefor in fully

ou ordinaires acquittées ou en partie acquittées de la compagnie, ou en obligations, débetures ou autres garanties de la compagnie ou autrement, ou prendre les obligations de toute telle personne, société ou corporation ;

Entrer en société ou autre arrangement pour le partage des profits, union d'intérêts, coopération, risque conjoint, concession réciproque ou autrement avec toute compagnie faisant ou engagée, ou sur le point de faire ou d'être engagée dans toutes affaires ou transactions que cette compagnie est autorisée à faire ou engagée, ou toutes affaires ou transactions capable d'être conduites, directement ou indirectement, pour le bénéfice de cette compagnie ; prêter de l'argent, garantir les contrats ou aider autrement toute telle personne ou prendre ou autrement acquérir des actions et garanties de toute telle compagnie, et les vendre, détenir, émettre de nouveau avec ou sans garantie ou en faire le commerce autrement ;

Acheter, prendre ou acquérir par souscription originale ou en échange pour les actions, obligations, débetures ou autres garanties de cette compagnie ou autrement, et détenir, vendre ou disposer autrement des actions, stock, soit ordinaires ou privilégiés, débetures, obligations et autres engagements dans toute autre compagnie, ayant des objets semblables en tout ou en partie aux objets de cette compagnie, ou faisant tous les affaires capables d'être conduites, directement ou indirectement, pour le bénéfice de cette compagnie, et voter toutes actions ainsi détenues par l'intermédiaire de tel agent ou agents que les directeurs pourront nommer ;

Entrer en aucuns arrangements avec toutes autorités, gouvernement municipal, local ou autrement, qui peuvent paraître utiles aux objets de la compagnie ou à aucun d'eux, et obtenir de toute telle autorité tous les droits, privilèges et concessions que la compagnie peut juger à propos d'obtenir, et faire ou exercer et exécuter tous tels arrangements, droits, privilèges et concessions ;

Etablir et supporter ou aider à l'établissement et support d'associations, institutions, fonds, crédits et commodités calculés pour le bénéfice des employés ou ex-employés de la compagnie (ou ses prédécesseurs en affaires) ou les dépendants ou en relation de telles personnes et octroyer des pensions et allocation et faire les paiements d'assurances et souscrire ou garantir l'argent pour les objets de charité ou de bienfaisance pour toute exhibition ou pour tous objets publics ou utiles en général ;

Construire, acquérir et mettre en opération des vaisseaux, vaisseaux à vapeur et barges, et faire les affaires de marchands de bois, agents de vaisseaux, système de transport, agents de transport, propriétaires de quais, marchands en gros et expéditeurs ;

Placer et faire le commerce avec les argents de la compagnie, non immédiatement requis, en la manière qui peut être déterminée de temps en temps ;

Rémunérer toute compagnie pour services rendus ou qui peuvent être rendus à la compagnie, en plaçant ou aidant à placer, ou garantissant le placement d'aucune des actions du capital de la compagnie ou toutes obligations, débetures ou autres garanties de la compagnie, ou dans ou au sujet de la formation ou avancement de la compagnie ou la conduite de ses affaires ;

Vendre ou disposer de tous ou aucune partie des biens et entreprise de la compagnie comme une affaire en opération ou autrement pour telle considération que la compagnie peut juger à propos, et en particulier pour actions, obligations, débetures ou autres garanties de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie ;

Ainsi vendus, améliorés, administrés, développés, échangés, loués, disposés, mettre à profit ou autrement faire le commerce de tous ou aucun des biens et droits de la compagnie ;

Faire toutes telles autres choses qui peuvent être en rapport ou utiles à l'acquisition des susdits objets ;

paid up or partly paid up preference or ordinary shares of the company, or in bonds, debentures or other securities of the company or otherwise, and to undertake the liabilities of any such person, firm or corporation ;

To enter into partnership or other arrangement for sharing profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any company carrying on or engage in or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in, or any business or transactions capable of being conducted so as, directly or indirectly, to benefit this company ; and to lend money to guarantee the contracts of or otherwise assist any such person or to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue with or without guarantee or otherwise deal with the same ;

To purchase, take or acquire by original subscription or in exchange for the shares, bonds, debentures or other securities of this company or otherwise, and to hold, sell or otherwise dispose of shares, stock, whether common or preferred, debentures, bonds and other obligations in any other company, having objects similar in whole or in part to the objects of this company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company, and to vote all shares so held through such agent or agents as the directors may appoint ;

To enter into any arrangements with any authorities, governments municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority, any rights, privileges and concessions with the company may think it desirable to obtain, and to carry on or exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions ;

To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts, and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the company (or its predecessors in business) or the dependants or connections of such persons and to grant pensions and allowances and to make payments towards insurance and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects or for any exhibition, or for any public, general or useful objects ;

To construct, acquire and operate vessels, steamboats and barges, and to carry on the business of lumbermen, vessel agents, cartage system, cartage agents, wharfingers, warehouse men and forwarders ;

To invest and deal with the monies of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined ;

To remunerate any company for services rendered or to be rendered to the company in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares of the company's capital, or any bonds, debentures or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business ;

To sell or dispose of the whole or any part of the assets and undertaking of the company as a going concern or otherwise for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, bonds, debentures or other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company ;

So sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any of the property and rights of the company ;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects ;

Faire toutes ou aucunes des susdites choses comme patrons, agents, entrepreneurs ou autrement, et par et l'intermédiaire de fidéicommissaires, agents ou autrement, soit seule ou conjointement avec autres ;

Distribuer aucun des biens de la compagnie en espèces parmi les actionnaires ;

L'interprétation d'aucun des pouvoirs accordés dans aucun paragraphe d'icelle ne seront pas limités ou restreints par les déductions ou termes du nom de la compagnie, sous le nom de "Regent Knitting Mills Limited", avec un capital total de deux cent mille piastres (\$200,000.00), divisé en deux mille (2000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour d'avril 1913.

C. J. SIMARD,

1565.2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour d'avril 1913, constituant en corporation MM. Charles Hazlitt Cahan, jr., avocat, Orick Burroughs MacCallum, avocat, William Edward Brown, comptable, Burton Frederick Bowler, comptable, et Mostyn Lewis, secrétaire, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Exercer l'industrie de la pêche dans toutes ses branches, y compris la prise, l'achat, la salaison, la préparation et le commerce du poisson, et aussi des huiles, fertilisants et autres produits provenant du poisson ;

Acheter, louer ou acquérir autrement et posséder des terrains de toute description et dans toute localité quelconque, lots de grève, droits et privilèges de quais, droits de pêche de toutes sortes et autres commodités, droits et privilèges quelconques ;

Acquérir, posséder, louer, arrenter, bâtir, construire, affreter, mettre en opération, vendre et louer des bateaux à vapeur, bateaux à voile et autres vaisseaux, smacks, bateaux de pêche, engins de pêche, entrepôts, usines pour la mise en boîtes du poisson et autres propriétés semblables et exercer l'industrie de compagnie de transport par terre et par eau, et d'entreposeurs et propriétaires de quais et en rapport avec telles industries, changer et percevoir des taux et honoraires de fret ;

Etablir, maintenir et gérer un club pour la commodité des actionnaires de la compagnie et leurs amis, et fournir une maison de club et autres commodités et acheter, louer ou acquérir autrement pour les besoins du club, toutes propriétés mobilières et immobilières, et particulièrement tous terrains, bâtisses, yachts, bateaux, perches, meubles, ameublement et approvisionnement de club et de maison, outils, équipement, ustensiles, argenterie, verrerie, lingerie, livres, journaux, revues, instruments de musique, meubles meublants, appareils et accessoires, et généralement pour fournir aux actionnaires et leurs amis tous les privilèges, avantages, convenances et commodités habituels d'un club et faire tout ce que peut paraître le plus avantageux pour promouvoir les intérêts du club ;

Prendre, acheter ou acquérir autrement des actions, obligations, débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation et les payer en actions, obligations, débetures ou autres valeurs de cette compagnie, et posséder, vendre, avec ou sans garantie, les dites actions, obligations, débetures ou autres valeurs ainsi achetées ou autrement en faire le commerce ;

Se consolider ou se fusionner avec toute autre compagnie ou corporation ayant les objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie ;

Acquérir et assumer la totalité ou partie des affaires, biens, droits, pouvoirs, privilèges et engagements de toute personne ou personnes, société ou corporation faisant toutes affaires que cette com-

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and by or through trustees, agents or otherwise, and either alone or in conjunction with others ;

To distribute any of the property of the company in kind among the shareholders ;

The interpretation of any of the powers granted in any paragraph hereof shall not be limited or restricted by reference to or inference from the name of the company, under the name of "Regent Knitting Mills, Limited", with a capital stock of two hundred thousand dollars (\$200,000.00), divided into two thousand (2000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this tenth day of April, 1913.

C. J. SIMARD,

1566

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the seventh day of April 1913, incorporating Messrs. Charles Hazlitt Cahan, jr, barrister-at-law, Orick Burroughs Mac Callum, advocate, William Edward Brown, accountant, Burton Frederick Bowler, accountant, and Mostyn Lewis, secretary, all of the city of Montréal, for the following purposes :

To carry on the business of fishing in all its branches including catching, purchasing, curing, treating and dealing in fish and the oils, fertilising and other by-products thereof ;

To purchase, lease or otherwise acquire and own lands of whatsoever description and wheresoever situate, and water lots, wharfage, rights and privileges, fishing and trawling rights and other easements and any rights and privileges whatsoever ;

To acquire, own, lease, hire, build, construct, charter, operate, sell and let steamships, sailing and other vessels, smacks, boats, trawlers, traps, wharves, warehouses, canneries and other similar property, and to carry on the business of common carriers, by land and by sea, and of warehousemen and wharfingers, and in connection therewith to charge and collect freights tolls and fees ;

To establish, maintain and conduct a club for the accommodation of the shareholders of the company and their friends, and to provide a club house and other conveniences, and to purchase, lease or otherwise acquire for the purposes of the club, any real or personal property and in particular any lands, buildings, yachts, boats, rods, guns, furniture, club and household effects and supplies, tools, implements, utensils, plate, glass, linen, books, newspapers, periodicals, musical instruments, fittings, apparatus, appliances, and generally to afford the shareholders and their friends all the usual privileges, advantages, conveniences and accommodation of club and to do whatever may seem best calculated to promote the interests of the same ;

To subscribe for, purchase or otherwise acquire the shares, bonds, debentures or other securities of any other company or corporation, and to pay for the same in shares, bonds, debentures or other securities of this company, and to hold, sell, with or without guarantee, or otherwise deal in the shares, bonds, debentures or other securities so purchased ;

To consolidate or amalgamate with any other company or corporation having objects similar in whole or in part to those of this company ;

To acquire and take over the whole or any part of the business, property, rights, powers, privileges and liabilities of any person or persons, firm or corporation carrying on any business which this

compagnie est autorisée à faire ou possédant des biens ou droits utiles aux fins de cette compagnie et les payer en tout ou en partie en argent ou en tout ou en partie en actions acquittées de cette compagnie ou autrement ;

Vendre, louer, échanger, mettre à profit la totalité ou toute partie des biens, droits et entreprises de la compagnie, en disposer ou autrement en faire le commerce pour telle considération que la compagnie jugera à propos et en particulier pour des actions, obligations, débetures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie ;

Distribuer en espèces ou autrement comme il sera résolu, tous biens de la compagnie parmi les membres et particulièrement des actions, obligations, débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie qui peut assumer la totalité ou partie des biens ou engagements de cette compagnie ;

Faire toutes autres choses en rapport ou avantageuses à l'accomplissement des objets ci-dessus et les faire toutes ou aucunes comme patrons, agents ou procureurs ;

Le but ou les fins de la compagnie est de temps en temps de faire aucun ou plusieurs des actes et choses spécifiées aux présentes et tout pouvoir accordé dans aucun paragraphe des présentes ne sera limité ou restreint par induction ou déduction des termes de tout autre paragraphe, sous le nom de "Natashquan Fisheries, Limited", avec un capital de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour d'avril 1913.

1551.2 C. J. SIMARD,
Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuvième jour d'avril 1913, constituant en corporation MM. Alfred Bélanger, contracteur, A. O. Bélanger, hôtelier, L. N. Desjardins, fondateur, tous trois du village de Papineauville, et de Louis Bourdon, cultivateur, et L. Gauthier, mesureur de bois, ces deux derniers, de Fassett, dans le comté de Labelle, dans les buts suivants :

Faire le commerce de bois de sciage et acheter, vendre et manufacturer le bois sous toute forme quelconque ;

Acquérir, posséder, aliéner et transporter tous les immeubles nécessaires à la poursuite de son entreprise, ainsi que tous les pouvoirs d'eau qu'elle pourra avoir besoin ;

Acquérir et posséder dans l'intérêt de la compagnie, des actions dans d'autres corporations, sous le nom de "National Lumber Company Limited", avec un capital de quatre-vingt-dix-neuf mille piastres (\$99,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix (990) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera à Papineauville.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour d'avril 1913.

1521.2 C. J. SIMARD,
Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuvième jour d'avril 1913, constituant en corporation MM. Charles Edouard Boucher, marchand, Adolphe Boucher, courtier, J. A. Bourbeau agent-financier, Wilfrid Boucher, cultivateur, Joseph Giguère, commerçant, tous de Saint-Paulin, dans les buts suivants :

Faire affaires comme électriciens, ingénieurs-mécaniciens et manufacturiers ;

company is authorized to carry on, or possessed of any property or rights suitable for the purposes of this company and to pay for the same wholly or partly in cash or wholly or partly in paid up shares of this company, or otherwise ;

To sell, lease, exchange, dispose of, turn to account, or otherwise deal with the property, rights and undertaking of the company, or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, bonds, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company ;

To distribute in specie or otherwise as may be resolved, any assets of the company among its members and particularly the shares, bonds, debentures or other securities of any other company that may take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company ;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects and to do all or any of the above things as principal, agents or attorneys ;

The business or purposes of the company is from time to time to do any one or more of the acts and things herein set forth and any power granted in any paragraph hereof shall not be limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph, under the name of "Natashquan Fisheries Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00) divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventh day of April, 1913.

1552 C. J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Québec, bearing date the ninth day of April, 1913, incorporating Messrs. Alfred Belanger, contractor, A. O. Belanger, hotelkeeper, L. N. Desjardins, foundryman, all three of the village of Papineauville, Louis Bourdon, farmer, and L. Gauthier, lumber culler, of Fassett, in the county of Labelle, for the following purposes :

To carry on a lumber business and purchase, sell and manufacture lumber under any form whatsoever ;

To acquire, hold, alienate and convey any immovable necessary for the carrying on of its undertaking as well as any water-powers it may require ;

To acquire and hold in the interest of the company, shares in other corporations, under the name of "National Lumber Company, Limited", with a capital stock of ninety-nine thousand dollars (\$99,000.00), divided into nine hundred and ninety (990) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of business of the corporation, will be at Papineauville.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this ninth day of April, 1913.

1522 C. J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Québec, bearing date the ninth day of April, 1913, incorporating Messrs Charles Edward Boucher, merchant, Adolphe Boucher, broker, J. A. Bourbeau, financial agent, Wilfrid Boucher, farmer, Joseph Giguère, trader, all of Saint Paulin, for the following purposes :

To carry on the business of electricians, mechanical engineers and manufacturers

Acquérir, posséder, aliéner et exploiter dans les limites de la paroisse de Saint-Paulin, district de Trois-Rivières un ou plusieurs pouvoirs d'eau dans le but de produire l'énergie électrique suffisante aux susdites opérations ;

Passer avec tout individu, compagnie ou corporation, des contrats relatifs à un service d'éclairage ou de pouvoir électrique dans le district de Trois-Rivières ;

Faire tous les actes, exercer tous les pouvoirs et faire toutes les opérations propres à atteindre les fins pour lesquelles la compagnie est constituée ;

Aussi faire le commerce de fleur, grain, provision, et aussi faire fabriquer et exploiter le commerce de bois sous toutes ses formes, sous le nom de "La Compagnie Hydraulique de Saint-Paulin, Limitée", avec un capital de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00) divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Saint-Paulin.

Daté du bureau (du secrétaire de la province, ce neuvième jour d'avril 1913.

C. J. SIMARD.

1541.2

Sous secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour d'avril 1913, constituant en corporation M. Charles Hébert Garner Short, comptable, John Wesley Blair, avocat, Francis Joseph Laverty, conseil en loi du Roi, Charles Albert Hale, avocat, et Jean Trudel, étudiant en droit, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Faire les affaires d'agence d'annonces en général, et annoncer dans toutes ses branches, y compris les annonces dans les journaux, pamphlets et toutes autres publications, annonces dans les tramways, affichages ruraux, peintures de clôture et enseignes ;

Imprimer, publier, circuler, relier et vendre des journaux, brochures, pamphlets, livres, et en général faire les affaires d'impression, publication, reliure, gravure, lithographie, électrotypie et stéréotypie ;

Agir comme agent pour toute personne, société ou corporation ayant des espaces pour annonces, droits, privilèges, franchises ou autres affaires à faire, louer, entreprendre ou en disposer, et faire tous les actes et exercer tous les pouvoirs et faire toutes les affaires, manufacturées ou autrement, en rapport à la propre exécution des objets pour lesquels la compagnie est incorporée, ou qui peuvent paraître semblables aux fins et objets ci-dessus mentionnés ou qui peuvent paraître à la compagnie capables d'être convenablement conduits par icelle, ou calculés, directement ou indirectement, pour augmenter la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables ;

Acheter, louer ou acquérir autrement en tout ou en partie les affaires, biens, actifs, franchises, clientèle, droits et privilèges, avec ou sans assumer les obligations de toute personne, société ou corporation faisant toutes affaires que la compagnie est autorisée à faire, ou possédant des biens convenables pour les fins de la compagnie, et payer pour iceux soit en tout ou en partie en argent ou en tout ou en partie en actions, obligations, débetures ou autres garanties de la compagnie, ou autrement ;

Entrer en société ou en aucun arrangement pour le partage des profits, union d'intérêts, coopération, risque conjoint, concession réciproque ou autrement avec toute compagnie faisant ou engagée dans toutes affaires ou transactions capables d'être conduites, directement ou indirectement, pour le bénéfice de cette compagnie, et prêter de l'argent à toute telle compagnie, garantir ses contrats et l'aider autrement ;

S'amalgamer avec toute compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie ;

To acquire, hold, alienate and exploit within the limits of the parish of Saint Paulin, district of Three Rivers, one or several water powers for the purpose of generating electric energy sufficient for the above undertakings ;

To enter into any contracts, with any individual, company or corporation, respecting electric lighting and power within the district of Three Rivers ;

To do all the acts, exercise all the powers and carry on any operations suitable for the attainment of the purposes for which the company is incorporated ;

Also to deal in flour, grain, provisions and manufacture and deal in lumber under all its form, under the name of "La Compagnie Hydraulique de Saint-Paulin, Limitée", with a capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Saint Paulin.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this ninth day of April, 1913.

C. J. SIMARD,

1542

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the tenth day of April, 1913, incorporating Messrs. Charles Hébert Garner Short, accountant, John Wesley Blair, advocate, Francis Joseph Laverty, King's Counsel, Charles Albert Hale, advocate and Jean Trudel, student-at-law, all of the city of Montreal, for the following purposes :

To carry on the business of a general advertising agency and advertising in all its branches, including advertising in newspapers, magazines and all other publications, streets cars, rurals bill posting, fence painting and sign advertising ;

To print, publish, circulate, bind and sell newspapers, magazines, pamphlets, books and generally to do a printing, publishing, binding, engraving, lithographing, electrotyping and stereotyping business ;

To act as agent for any individual, firm or corporation having advertising space, rights, privileges, franchises or other business to be done, leased, disposed of or undertaken, and to do all acts, and to exercise all powers and to carry on all business, manufacturing or otherwise, incidental to the proper fulfillment of the objects for which the company is incorporated, or which may seem germane to the purposes and objects herein set forth, or which may seem to the company capable of being conveniently carried on by it or calculated directly or indirectly to enhance the value or render profitable any of its property or rights ;

To purchase, lease, or otherwise acquire the whole or any part of the business, property, assets, franchises, good-will, rights and privileges with or without assuming the liabilities of any person, firm or corporation carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purpose of the company, and to pay therefor either wholly or partly in cash or wholly or partly in shares, bonds, debentures or other securities of the company or otherwise ;

To enter into partnership or any arrangement for sharing profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any company carrying on or engaged in any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company, and to lend money to, guarantee the contracts of and otherwise assist any such company ;

To amalgamate with any company having objects altogether or in part similar to those of this company ;

Vendre en tout ou en partie les biens, actifs et entreprise de la compagnie, comme une affaire en opération ou en disposer autrement, pour telle considération que la compagnie peut juger à propos et en particulier, en tout ou en partie, pour argent, actions acquittées, stock, obligations, débetures ou autres garanties de toute autre compagnie ayant des objets, en tout ou en partie, semblables à ceux de cette compagnie, sous le nom de "The British American Fashion Company, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour d'avril 1913.

1575.2 C. J. SIMARD,
Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour d'avril 1913, constituant en corporation MM. Omer Parent, voiturier, Joseph A. Drolet, boucher, Ulderic Gauvin, commerçant, Wilbrod Bouchard, entrepreneur, Jean Marie Landry, marchand d'automobile, Josaphat Robitaille, marchand de piano, tous de Québec, dans les buts suivants :

Développer, chez le peuple, et encourager, par tous les moyens possibles, l'amour des spectacles honnêtes et du "sport" favoriser le développement physique et moral du peuple, l'amélioration et le perfectionnement de la race chez les animaux ;

A cette fin ;
Organiser, faire organiser, encourager ou subventionner, dans la province de Québec ou dans toute partie d'icelle, des courses de chevaux, d'automobiles, de bicyclettes, d'aéroplanes ou autres ;

Acheter, louer, vendre et posséder des terrains de courses et hippodromes en un ou plusieurs endroits de la province de Québec ; acheter, louer, vendre, posséder et construire des champs de courses, des garages, des écuries, des estrades, des restaurants ;

Acheter, louer, vendre et posséder des chevaux, ou autres animaux de course, des automobiles, des bicyclettes, des aéroplanes et ballons dirigeables, des yachts, canots à gazoline et autres ;

Faire le commerce et l'élevage des chevaux et autres animaux de race ;

Posséder et exploiter des théâtres, salles de spectacles, d'exercices physiques et de gymnastique ; donner des représentations théâtrales, de vaudevilles, des vues animées, de musique ou autres du même genre ;

Organiser et faire toutes espèces de concours et de tournois ;

Faire payer des prix d'admission sur les terrains ou dans les immeubles de la compagnie, et des prix d'entrée par les concurrents dans les courses, tournois et autres ; donner des bourses, sommes d'argent, trophées ou autres choses quelconques comme prix, récompenses et encouragements ;

Posséder, louer, acheter, vendre ou construire des immeubles pour remplir les fins de la compagnie ;

Et généralement faire le nécessaire pour faire prospérer la compagnie et atteindre le but pour lequel elle a été fondée, sous le nom de "L'Association des courses de Québec, Limitée", avec un capital de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en quatre cents (400) actions de vingt-cinq dollars (\$25.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour d'avril 1913.

1591.2 C. J. SIMARD,
Sous-secrétaire de la province.

To sell or otherwise dispose of the whole or any part of the property, assets and undertaking of the company, as a going concern or otherwise, for such consideration as the company may think fit and is particular in whole or in part for cash, paid-up shares, stock, bonds, debentures or other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company, under the name of "The British American Fashion Company, Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventh day of April, 1913.

1576 C. J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the tenth [day of April, 1913, incorporating Messrs. Omer Parent, carriage-maker, Joseph A. Drolet, butcher, Ulderic Gauvin, trader, Wilbrod Bouchard, contractor, Jean Marie Landry, automobile merchant, Josaphat Robitaille, piano merchant, all of Quebec, for the following purposes :

To develop in the public, and encourage by all means possible the love of moral plays and sport, promote the physical and moral development of the people, the betterment and improvement of stock breeding ;

And for that purpose ;
To organize, cause to be organized, encourage or subsidize in the province of Quebec or any part thereof, horse, automobile, bicycle, aeroplane or other races ;

To purchase, lease, sell and hold race tracks and hippodrome in one or more places of the province of Quebec, purchase, lease, sell, hold and construct race tracks, garages, stables, stands and restaurants.

To purchase, lease, sell and hold horses or other racing animals, automobiles, bicycles, aeroplanes and dirigible balloons, yachts, gasoline and other canoes.

To deal in and breed horses and other pure breed animals ;

To hold and exploit theatres, play-houses, rooms for physical culture and gymnasiums, to give theatrical, vaudeville, moving picture, musical or other shows of the same kind ;

To organize and hold all kinds of meets and tournaments ;

To collect fees for admission to the lands or in the immovables of the company, and entrance fees from the competitors in the races, tournaments and other meets ; gives purses, sums of money, trophies or other things whatsoever as prizes, rewards and encouragement ;

To hold, lease, purchase, sell or construct immovables to attain the company's purposes ;

Generally, to do all things necessary for the success of the company and the attainment of the purposes for which it was formed, under the name of "L'Association des Courses de Québec, Limitée", with a capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into four hundred (400) shares of twenty five dollars (\$25.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Quebec.

Dated at the office of the secretary of the province, this tenth day of April, 1913.

1592 C. J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuvième jour d'avril 1913, constituant en corporation MM. Richard Tuson, conseil en loi du Roi, Walter Seely Johnson, avocat, Edward J. Waterson, avocat, Hugh Wylie, comptable, Mabel Hyndman, sténographe, tous de Montréal, dans les buts suivants :

Acheter, louer ou acquérir autrement et posséder des immeubles, vendre, louer, transporter, échanger, en disposer ou faire le commerce autrement avec les dits immeubles ou toute partie d'iceux, et développer, mettre à profit, améliorer et tracer, toute telle propriété en lots à bâtir, rues, ruelles, carrés ou autrement et en particulier en construisant, améliorant, démolissant, décorant, entretenant, fournissant, meublant et améliorant toutes sortes de bâtisses pour toutes fins ;

Agir comme agent ou procureurs pour la vente de propriété, placement, administration, prêt, paiement, transmission d'hypothèques, obligations et autres garanties, et l'entreprise de recherches, évaluations, ventes, échanges, subdivisions et autres semblables, et en général faire les affaires d'agents d'immeubles à commission ou autrement ;

Prendre et détenir des hypothèques, garanties ou charges pour garantir le paiement du prix d'achat de toute propriété vendue par la compagnie aux acquéreurs ou autres ;

Acquérir par achat, bail ou autrement, ou entreprendre toutes ou aucune partie des affaires, franchises, biens, droits ou obligations de toute personne ou compagnie faisant toutes affaires que cette compagnie est autorisée à faire ou possédant des biens convenables pour les fins de cette compagnie et les payer ou partie d'iceux avec le stock acquitté et non sujet à appel de la compagnie ;

Entrer en aucun arrangement pour le partage des profits, union d'intérêts, coopération, risque conjoint, concession réciproque ou autrement avec tout gouvernement, autorité municipale ou locale, ou avec toute personne ou compagnie faisant ou engagée, ou sur le point de faire ou être engagée dans toutes affaires ou transactions que cette compagnie est autorisée à faire ou engagée, ou dans toutes affaires ou transactions capables d'être conduites, directement ou indirectement, pour le bénéfice de cette compagnie, et garantir leurs contrats, soit avec ou sans garantie, et leurs prêter de l'argent, ou aider autrement toute telle personne ou compagnie entreprenant la construction ou l'amélioration de toute propriété dans laquelle la compagnie est intéressée, et en général à telles personnes ou compagnies et aux termes et conditions que la compagnie peut juger à propos, et en particulier aux locataires, constructeurs et entrepreneurs ;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions dans toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, ou faisant toutes affaires capables d'être conduites, directement ou indirectement, pour le bénéfice de cette compagnie ;

Placer et faire le commerce avec les argents de la compagnie, non immédiatement requis, sur telles garanties et de telles manières qui pourront être déterminées de temps en temps ;

Faire toutes ou aucune des susdites choses comme patrons, agents, entrepreneurs, ou procureurs ;

Faire toutes telles autres choses en rapport ou utiles à l'acquisition d'aucun des susdits objets, sous le nom de "Lower Canada Realities Limited," avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en quatre cents (400) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour d'avril 1913.

1545.2

C. J. SIMARD,
Sous-secrétaire de la province.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the ninth day of April, 1913, incorporating Messrs. Richard Tuson, King's Counsel, Walter Seely Johnson, advocate, Edward J. Waterson, advocate, Hugh Wylie, accountant, Mabel Hyndman, stenographer, all of Montreal, for the following purposes :

To purchase, lease, or otherwise acquire and to own real estate, to sell, lease, convey, exchange, dispose of or otherwise deal with such real estate or any portion thereof, and to develop, turn to account, improve and lay out any such property in building lots, streets, lanes, squares or otherwise and in particular by constructing, altering, pulling down, decorating, maintaining, furnishing, fitting up and improving all kinds of buildings for any purposes ;

To act as agents or attorneys for the sale of property, the investment, handling, loan, payment, transmission of mortgages, bonds and other securities, and the undertaking of investigations, valuations, sales, exchanges, leases, subdivisions and the like, and generally to carry on the business of real estate agents, on commission or otherwise ;

To take and hold mortgages, hypothecs, liens or charges, to secure the payment of the purchase price of any property sold by the company to purchasers or others ;

To acquire by purchase, lease or otherwise, or undertake the whole or any part of the business, franchises, property, rights or liabilities of any person, firm or company carrying on any business which this company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of this company, and to pay for same or part thereof with fully paid up and non-assessable stock of the company ;

To enter into any arrangement for sharing profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any government, municipal or local authority, or with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company, and to guarantee the contracts of, either with or without security, and to lend money to or otherwise assist any such person or company undertaking to build on or improve any property in which the company is interested, and generally to such persons or companies and upon such terms and conditions as the company may think fit, and in particular to tenants, builders and contractors ;

To take or otherwise acquire and to hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of this company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company ;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required upon such securities, and in such manner as may from time to time be determined ;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or attorneys ;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of any of the above objects, under the name of "Lower Canada Realities, Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into four hundred (400) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The chief place of business of the company, will be at Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this ninth day of April, 1913

1546

C. J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary.

No 1644.12.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 14 avril 1913.

En conformité des dispositions de l'article 2591, des S. R. P. Q., 1909, le surintendant donne avis qu'une requête lui a été adressée demandant d'annexer la municipalité scolaire de Saint Roch Nord, comté de Québec, à la municipalité scolaire catholique de la cité de Québec. 1555.2

No 486.13.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 14 avril 1913.

En conformité des dispositions de l'article 2591 des S. R. P. Q., 1909, le surintendant donne avis qu'une requête lui a été adressée demandant de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Victor, comté de Beauce, le lot No 677, du sixième rang du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Victor de Tring et de l'annexer à celle de Saint-Ephrem, paroisse, même comté. 1557.2

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.*Relatifs aux avis de Bill Privés*

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, signe ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers pu pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54. — Avant d'adresser à la chambre aucune pétition mandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non — les dimensions de ce pont-tournant.

60. — Les dépenses et les frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou

No. 1644.12.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 14 April, 1913.

In conformity with the provisions of article 2591 of the R. S. P. Q., 1909, the superintendent gives notice that application has been made to him to annex the school municipality of Saint Roch Nord, county of Quebec, to the catholic school municipality of the city of Quebec. 1556

No. 486.13.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 14th April, 1913.

In conformity with the provisions of article 2591 of the R. S. P. Q., 1909, the superintendent gives notice that application has been made to him to detach from the school municipality of Saint Victor, county of Beauce, the lot No. 677, of the sixth range of the official cadastre of the parish of Saint Victor de Tring and to annex same to that of Saint Ephrem, parish, same county. 1558

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL*Relating to notices for Private Bills.*

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or alide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying as or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city town, village or other municipality, the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices; the regulation or any common the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or pecuniary rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one news paper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall up giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erected drawbridge or not and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending private bills giving an exclusive privilege or for any other

pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la Chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passage devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honorairé payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

R. CAMPBELL,
G. C. I.

753

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bill privés

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation de canton, soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la

object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended: and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same is paid in each house.

R. CAMPBELL,
C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY

Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the pervue of "The British North America Act 1867," whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction of improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment: the division of any Municipality or any County for purposes other than that of the representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or act in which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing

propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations instantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle* de Québec, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être republié sans interruption, pendant au moins un mois, sans intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération, de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention et ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer [ou de compagnies d'assurance], ne doivent contenir, en sus de clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer [ou à la loi des assurances de Québec], suivant la circonstance; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général dans laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre; les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges précieux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession à laquelle le requérant désire entrer. Et

Act.—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application

2 Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, [or of Insurance Companies], shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railway, [or the Quebec Insurance Act], as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Comm

omité des bills privés ne devra procéder à l'examen tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que a copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

" 5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen ; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre indiquant en quel il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelq'amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 per page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

" 2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

" 3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

" 3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. P. GEOFFRION,

Greffier de l'Assemblée Législative.

755

shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.

" 5a. All copies of Private Bills deposited to the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, fifteen days before the opening of the Session a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, at a rate of \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

" 2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

" 3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

" 3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. P. GEOFFRION,

Clerk of the Legislative Assembly

756

Avis Divers

Le 6e jour de juin 1913, à Montréal, "The Canadian, American and National Express Companies" vendront les effets non réclamés en leur possession depuis avant le 1er avril 1912, dans leurs divisions respectives.

1645 P. A. PATERSON,
Surintendant.

Avis public est par le présent donné, qu'en vertu de la loi des chemins de fer Canadiens, la Dominion Express Company vendra par encan public, dans la cité de Montréal, dans la province de Québec, mercredi, le 18e jour de juin 1913, tous les effets non réclamés qui sont en mains depuis avant le 1er juin 1912, aux bureaux dans la division Atlantique.

1643 W. S. STOUT,
Président et gérant général.

Canada,
Province de Québec,
District de Saint-François. }

Règlement décrétant l'augmentation du nombre des directeurs de la compagnie "J. M. Nault, Limitée".

Résolu :

Proposé par J. H. Poupard, et appuyé par J. E. Noël, qu'il est expédient d'augmenter le nombre des directeurs.

En conséquence la compagnie "J. M. Nault, Limitée", décrète ce qui suit :

Le nombre des directeurs de la compagnie "J. M. Nault, Limitée" est par le présent fixé à cinq.

Daté à Sherbrooke, ce dix-huitième jour de mars 1913.

(Signé) J. M. NAULT,
Président de la compagnie
"J. M. Nault, Limitée".

Je, soussigné, secrétaire de la compagnie "J. M. Nault, Limitée", certifie par les présentes que le règlement ci-dessus, augmentant le nombre des directeurs de la dite compagnie a été soumis le dix-huitième jour du mois de mars 1913, et approuvé par le vote des actionnaires représentant les deux tiers en valeur du capital, à une assemblée générale spéciale dûment convoquée à cet effet.

Daté à Sherbrooke, ce dix-huitième jour de mars 1913.

J. H. POUPART,
Secrétaire de la compagnie
"J. M. Nault, Limitée".

1677

Province de Québec,
District de Québec. } Cour Supérieure.
No 120.

Dame Rose Anna Champagne, de Saint-Camille de Bellechasse, épouse de Joseph Alfred Tanguay, marchand, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Joseph Alfred Tanguay, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, ce 18 avril 1913.

CHOQUETTE, GALIPEAULT,
ST. LAURENT & LAFERTÉ,
Procureurs de la demanderesse.

Québec, 18 avril 1913. 1653

Cour supérieure.—Québec.
No 2150.

Dame Marie Félixine Shink, de Lauzon, épouse commune en biens de Joseph Roy, autrefois de Saint-Etienne de Beaumont, dernier domicile connu des dits époux, spécialement autorisée à ester en justice, aux fins des présentes, par une ordonnance de l'un des honorables juges de la cour supérieure, pour le district de Québec, Demanderesse ; vs Joseph Roy, ci-devant de Saint-Etienne de Beaumont, maintenant de lieux in-
deur.

Miscellaneous Notices

On 6th June, 1913, at Montreal, the Canadian, American and National Express Companies will sell unclaimed shipments which have been on hand since previous to 1st April, 1912, in their respective divisions.

1646 P. A. PATERSON,
Superintendent.

Public notice is hereby given that under authority of Canadian Railway Act, the Dominion Express Company will sell at public auction in the city of Montreal, in the province of Quebec, on Wednesday, 18th June, 1913, all unclaimed shipments that have been on hand since previous to 1st June, 1912, at offices in the Atlantic division.

1644 W. S. STOUT,
President and general manager.

Canada,
Province of Quebec,
District of Saint Francis. }

By-law enacting the increase of the number of directors of the company "J. M. Nault, Limitée."

Resolved :

Proposed by J. H. Poupard, and seconded by J. E. Noël, that it is expedient to increase the number of the directors.

Consequently the company "J. M. Nault, Limitée" enacts as follows :

The number of the directors of the company "J. M. Nault, Limitée" is hereby fixed at five.

Dated at Sherbrooke, this eighteenth day of March, 1913.

(Signed) J. M. NAULT,
President of the company
"J. M. Nault, Limitée".

I, the undersigned, secretary of the company "J. M. Nault, Limitée" as hereby certify that the above by-law increasing the number of the directors of the said company was submitted on the eighteenth day of March, 1913, and approved by the vote of the shareholders representing two thirds in value of the capital, at a general special meeting duly called for that purpose.

Dated at Sherbrooke, this eighteenth day of March, 1913.

J. M. POUPART,
Secretary of the company
"J. M. Nault, Limitée".

1678

Province of Quebec,
District of Québec. } Superior Court
No. 120.

Dame Rose Anna Champagne, of Saint Camille de Bellechasse, wife of Joseph Alfred Tanguay, merchant, of the same place, duly authorized to "ester en justice", Plaintiff ;

vs

The said Alfred Tanguay, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 18th day of April, 1913.

CHOQUETTE, GALIPEAULT,
ST. LAURENT & LAFERTÉ,
Attorneys for the plaintiff.

Quebec, 18th April, 1913. 1654

Superior Court.—Quebec.
No. 2150.

Dame Marie Félixine Shink, of Lauzon, wife common as to property of Joseph Roy, formerly of Saint Etienne de Beaumont, last known domicile of the said consorts, especially authorized "à ester en justice", for the purposes hereof, by an order of one of the Honourable judge of the superior court for the district of Quebec, Plaintiff ; vs Joseph Roy, heretofore of Saint Etienne de Beaumont, presently of parts unknown, Defendant.

Une action en séparation de corps et de biens a été instituée en cette cause, le vingt-cinquième jour de mars 1913.

FRANCEUR & VIEN,
Procureurs de la demanderesse.

72¹/₂, rue Saint-Pierre.
Québec, 23 avril 1913. 1663

Province de Québec, }
District de Joliette. } *Cour Supérieure*
No 6441.

Dame Léontine Caillé, de la ville de Joliette, dans le district de Joliette, épouse commune en biens de Alfred Beaudry, charretier, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice par un des honorables juges de cette cour, Demanderesse ; vs le dit Alfred Beaudry, charretier, de la ville de Joliette, dans le district de Joliette, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le quinzième jour de mars mil neuf cent treize.

HECTOR TRUDEAU,

Avocat et procureur de la demanderesse.
Joliette, 15 mars 1913. 1681

Province de Québec, }
District de Joliette. } *Cour Supérieure.*
No 6461.

Madame Maria Gariepy, de la ville de Joliette, dans le district de Joliette, épouse commune en biens de Théophile Horace Boulanger, mécanicien, de la ville de Joliette dans le district de Joliette, et dûment autorisée à ester en justice par un des juges de cette honorable cour, Demanderesse ; vs le dit Théophile Horace Boulanger, mécanicien de la ville de Joliette, dans le district de Joliette, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le vingt-huitième jour de mars mil neuf cent treize.

HECTOR TRUDEAU,

Avocat et procureur de la demanderesse.
Joliette, 29 mars 1913. 1683

Province de Québec, }
District de Joliette. } *Cour Supérieure.*

Dame Anna Jalette, de la paroisse de Saint-Didace, dans le district de Trois-Rivières, épouse commune en biens de Joseph Barrette, commerçant, du même lieu, et dûment autorisée par un juge à ester en justice aux fins des présentes, Demanderesse ; vs le dit Joseph Barrette, commerçant, de la paroisse de Saint-Didace, dans le district de Trois-Rivières, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le onzième jour de juin 1912.

HECTOR TRUDEAU,

Avocat et procureur de la demanderesse.
Trois-Rivières, 11 juin 1912. 1685

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dame Adèle Dorilda Gonnevillle, épouse commune en biens de Maxime Lavallée, entrepreneur, tous deux de la ville d'Outremont, district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Maxime Lavallée, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens contre le défendeur a été, ce jour, instituée en cette cause.

BESSETTE & DUTAUD,

Avocats de la demanderesse.
Montréal, 23 avril 1913. 1687

An action for separation as to property and bed and board has been instituted in this cause, on the twenty fifth day of March, 1913.

FRANCEUR & VIEN,

Attorneys for plaintiff.

72¹/₂, Saint Peter street.
Quebec, 23rd April, 1913. 1664

Province of Quebec, }
District of Joliette. } *Superior Court.*
No 6441.

Dame Leontine Caillé, of the town of Joliette, district of Joliette, wife common as to property of Alfred Beaudry, carter, of the same place, and by judgement of this court, duly authorized to "ester en justice", Plaintiff ; vs the said Alfred Beaudry, carter, of the town of Joliette, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case, on the 15th of March, 1913.

HECTOR TRUDEAU,

Attorney for plaintiff.
Joliette, 15th March, 1913. 1682

Province of Quebec, }
District of Joliette. } *Superior Court.*
No. 6461.

Dame Maria Gariepy, of the town of Joliette, district of Joliette, wife common as to property of Theophile Horace Boulanger, mechanic, of the town of Joliette, district of Joliette, and by judgment of this court, duly authorized "à ester en justice", Plaintiff ; vs the said Theophile Horace Boulanger, mechanic, of the town of Joliette, district of Joliette, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case, on the 28th of March 1913.

HECTOR TRUDEAU,

Attorney for plaintiff.
Joliette, 29th march, 1913. 1684

Province of Quebec, }
District of Joliette. } *Superior Court.*

Dame Anna Jalette, of the parish of Saint Didace, district of Three Rivers, wife common as to property of Joseph Barrette, trader, of the same place, and by judgment of this court, duly authorized "à ester en justice", Plaintiff ; vs the said Joseph Barrette, trader, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case, on the eleventh day of June, 1912.

HECTOR TRUDEAU,

Attorney for the plaintiff.
Three Rivers, 11th June, 1912. 1686

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*

Dame Adèle Dorilda Gonnevillle, wife common as to property of Maxime Lavallée, contractor, both of the town of Outremont, district of Montreal, duly authorized "à ester en justice," Plaintiff ;

vs

Maxime Lavallée, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted, this day, in this case.

BESSETTE & DUTAUD,

Attorneys for plaintiff.
Montreal, 23rd April, 1913. 1688

Province de Québec, } Cour Supérieure.
District de Québec. } No 2586.
Dame Delvina Bilodeau, de Québec, épouse de
Joseph Anaclel Pouliot, de Québec, menuisier,
dûment autorisé à ester en justice, Demanderesse ;
vs le dit Joseph Anaclel Pouliot, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée
en cette cause, le septième jour d'avril 1913.

CIMON & PARENT,

Procureurs de la demanderesse.

Québec, 15 avril 1913 1559.2

Province de Québec, } Cour Supérieure
District de Montréal. } No 509.

Dame Albina Gauthier, épouse commune en biens
de Joseph Henri Achille Turmel, ouvrier, dûment
autorisée à ester en justice, des cité et district de
Montréal, Demanderesse ;

vs
Joseph Henri Achille Turmel, des mêmes lieux,
Défendeur.

Une action en séparation de biens contre la
défendeur, a été instituée ce jour, en cette cause.

BERNARD & GADBOIS,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 8 avril 1913. 1513.2

Province de Québec—Cour Supérieure—No 2349
District de Beauharnois.—Dame Philomène Couil-
lard, de Valleyfield, dûment autorisée, a pris une
action en séparation de biens contre son époux,
Médard Bourcier, du même lieu, le 4 avril 1913.

ARTHUR PLANTE,

Procureur de la demanderesse.

Valleyfield, 13 avril 1913. 1579.2

Province de Québec, } Cour Supérieure.
District de Montréal. } No 3658.

Dame Elizabeth Thibodeau, épouse commune en
biens de James Duff, tous deux de la ville de Mai-
sonneuve, district de Montréal, en ce jour, a intenté
une action en séparation de biens contre son mari.

FONTAINE & LABELLE,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 16 avril 1913. 1581.2

Cour Supérieure.—Bedford.—No 9031.

Dame Hermelia Berthiaume, du village de Roxton
Falls, dans le district de Bedford, épouse de
Uldéric Hébert, du même lieu, et dûment auto-
risée à ester en justice, Demanderesse ;

vs
Uldéric Hébert, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée
en cette cause, le 1er avril 1913.

C. A. NUTTING,

Procureur de la demanderesse.

Sweetsburg, 7 avril 1913. 1437.3

Lucie Poulin, épouse de Louis Denis, menuisier,
de Québec, a, le 28 mars courant, intenté une action
en séparation de biens.

DROUIN, DROUIN, SEVIGNY,

DROUIN & GRENIER,

1317.4 Procureurs de la demanderesse.

Province de Québec, } Cour Supérieure.
District de Montréal. } No 2596.

Dame Ernestine Bélanger, des cité et district de
Montréal, épouse commune en biens de Samuel
Laliberté, du même lieu, a, le 4ème jour de mars
1913, institué une action en séparation de biens
contre son mari, Samuel Laliberté.

BECEY BENOIT,

Procureur de la demanderesse.

Montréal, 5 mars 1913. 1335.4

Province of Quebec, } Superior Court
District of Quebec } No 2586
Dame Delvina Bilodeau, of Quebec, wife of
Joseph Anaclel Pouliot, of Quebec, joiner, duly
authorized to "ester en justice", Plaintiff; vs the
said Joseph Anaclel Pouliot, Defendant.

An action for separation as to property has been
instituted in this cause, on the seventh day of
April, 1913.

CIMON & PARENT,

Attorneys for plaintiff.

Quebec, 15th April, 1913. 1560

Province of Quebec, } Superior Court.
District of Montreal. } No. 509.

Dame Albina Gauthier, wife common as to property
of Joseph Henri Achille Turmel, laborer, duly
authorized "a ester en justice", of the city and
district of Montreal, Plaintiff ;

vs
Joseph Henri Achille Turmel, of the same place,
Defendant.

An action for separation as to property has been
instructed, this day, in this cause.

BERNARD & GADBOIS,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 8th April, 1913. 1514

Province of Quebec—Superior Court—No. 2349.
—District of Beauharnois—Dame Philomène Couil-
lard, of Valleyfield, duly authorized, have instituted
an action as to property against her husband,
Medard Bourcier, of the same place, the 4th April,
1913.

ARTHUR PLANTE,

Attorney for plaintiff.

Valleyfield, 13th April, 1913. 1580

Province of Quebec, } Superior Court.
District of Montreal. } No. 3658.

Dame Elizabeth Thibodeau, wife common as to
property of James Duff, both of the town of Mai-
sonneuve, district of Montreal, has, this day, insti-
tuted an action for separation as to property against
her said husband.

FONTAINE & LABELLE,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 16th April, 1913. 1582

Superior Court.—Bedford.—No. 9031.

Dame Hermelia Berthiaume, of the village of
Roxton Falls, in the district of Bedford, wife of
Uldéric Hébert, of the same place, judicially au-
thorized to "ester en justice", Plaintiff ;

vs
Uldéric Hébert, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been
instituted in this cause, on the first April, 1913.

C. A. NUTTING,

Attorney for plaintiff.

Sweetsburg, 7th April, 1913. 1438

Lucie Poulin, wife of Louis Denis, joiner, of
Quebec, has, the 28th March instant, instituted an
action for separation as to property.

DROUIN, DROUIN, SEVIGNY,

DROUIN & GRENIER,

1318 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, } Superior Court.
District of Montreal. } No 2596

Dame Ernestine Bélanger, of the city and district
of Montreal, wife common as to property of Samuel
Laliberté, of the same place, has, on the 4th day of
March, 1913, instituted an action for separation as
to property against her husband, Samuel Laliberté.

BECEY BENOIT,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 5th March, 1913. 1336

Province de Québec, }
 District de François. } *Cour Supérieure.*
 No 638.
 Georgiana Dufresne, du canton de Windsor, dans le
 district de Saint-François, épouse de Hormisdas
 Deguire, cultivateur, du même lieu,
 Demanderesse ;

vs
 Le dit Hormisdas Deguire, *Défendeur.*
 Une action en séparation de biens a été, ce jour,
 instituée contre le défendeur.
 O'BREADY & PANNETON,
 Procureurs de la demanderesse.
 Sherbrooke, 19 mars 1913. 1319.4

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 325.
 Dame Louisiana Boulais, des cité et district de
 Montréal, épouse commune en biens de Edmond
 Hamel, laitier, du même lieu, dûment autorisé
 à ester en justice, Demanderesse ;

vs
 Le dit Edmond Hamel, *Défendeur.*
 Une action en séparation de biens a été instituée
 en cette cause, ce jour.
 PELLETIER, LETOURNEAU,
 & BEAULIEU,
 Avocats de la demanderesse.
 Montréal, 19 mars 1913. 1313.4

No 657. *Cour Supérieure.* District de Saint-
 François.— Dame Marguerite Donahue, épouse
 commune en biens de Patrick G. Redmond, culti-
 vateur, du canton de New Port, dit district, dû-
 ment autorisée à ester en justice aux fins des pré-
 sentes, Demanderesse ; contre le dit P. G. Red-
 mond, Défendeur. Une action en séparation de
 biens a été instituée ce jour, Sherbrooke, 31 mars
 1913.

LIONEL FOREST
 1363.4 Procureur de la demanderesse.

Province de Québec, }
 District d'Iberville. } *Cour Supérieure.*
 No 12.
 Dame Marie Louise Robidoux, de la paroisse de
 Saint-Jean, dans le district d'Iberville, épouse
 de Victor Blais, journalier, du même lieu, dûment
 autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs
 Le dit Victor Blais, *Défendeur.*
 Une action en séparation de biens a été instituée
 en cette cause, le 19^{ème} jour de mars 1913.

JACQUES CARTIER,
 Avocat de la demanderesse.
 Saint-Jean, 19 mars 1913. 1253.5

District de Beauce. *Cour Supérieure.* No 1042.
 Georgianna Lemelin, épouse commune en biens de
 Anselme Labrecque, marchand, de Morissette Sta-
 tion, dûment autorisée à ester en justice, Deman-
 deresse ; vs le dit Anselme Labrecque Une action
 en séparation de biens a été instituée en cette
 cause, le 24 janvier 1913. REMI BOLDUC, procu-
 reur de la demanderesse. Saint-Joseph, Beauce,
 1^{er} février 1913. 1251.5

Province de Québec.—District des Trois-Rivières.—No 422.—*Cour Supérieure.*— Dame Alma
 Dufour, de la cité des Trois-Rivières, épouse de
 Albert Vadeboncoeur, journalier, de la cité des
 Trois-Rivières, étant dûment autorisé à ester en
 justice, Demanderesse ; vs le dit Albert Vadebon-
 coeur, Défendeur. Une action en séparation de
 corps et de biens a été instituée en cette cause, ce
 troisième jour d'avril 1913.

DESILETS & DESILETS,
 1399.4 Procureurs de la demanderesse.

Province of Quebec, }
 District of Saint Francis. } *Superior Court.*
 No. 638.
 Georgiana Dufresne, of Windsor township, in the
 district of Saint Francis, wife of Hormisdas
 Deguire, farmer, of the same place,
 Plaintiff ;

vs
 The said Hormisdas Deguire, *Defendant.*
 An action for separation as to property has been
 instituted, this day, against the defendant.
 O'BREADY & PANNETON,
 Attorneys for plaintiff.
 Sherbrooke, 19th March, 1913. 1320

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court*
 No. 325.
 Dame Louisiana Boulais, of the city and district of
 Montreal, wife common as to property of Edmond
 Hamel, milkman, of the same place, duly au-
 thorized "à ester en justice", Plaintiff ;

vs
 The said Edmond Hamel, *Defendant.*
 An action for separation as to property has been
 instituted in this cause, this day.
 PELLETIER, LETOURNEAU
 & BEAULIEU,
 Attorneys for the plaintiff.
 Montreal, 19th March, 1913. 1314

No. 657. *Superior Court.* District of Sain
 Francis.— Dame Marguerite Donahue, duly au-
 thorize to "ester en justice aux fins des présentes",
 wife common as to property of Patrick G. Red-
 mond, farmer, of the township of New Port,
 Plaintiff ; against the said P. G. Redmond, De-
 fendant. An action for separation as to property
 has been instituted this day, Sherbrooke, 31st
 March, 1913.

LIONEL FOREST,
 1364 Attorney for plaintiff.

"Province of Quebec, }
 District of Iberville. } *Superior Court.*
 No. 12.
 Dame Marie Louise Robidoux, of the parish of
 Saint Jean, in the district of Iberville, wife of
 Victor Blais, of the same place, being duly
 authorized to "ester en justice", Plaintiff ;

vs
 The said Victor Blais, *Defendant.*
 An action for separation as to property against
 the defendant has been instituted in this case, on
 the 19th of March, 1913.

JACQUES CARTIER,
 Attorney for plaintiff.
 Saint-Jean, 19th March, 1913. 1254

District of Beauce. *Superior Court.* No. 1042.
 Georgianna Lemelin, wife common as to property
 of Anselme Labrecque, merchant, of Morissette
 Station, duly authorized "à ester en justice",
 Plaintiff ; vs the said Anselme Labrecque. An
 action for separation as to property has been in-
 stituted in this case, on the 24th of January, 1913.
 REMI BOLDUC, attorney for plaintiff. Saint
 Joseph, Beauce, 1st February, 1913. 1252

Province of Quebec.—District of Three Rivers.—
 No. 422.—*Superior Court.*— Dame Alma Dufour,
 wife of Albert Vadeboncoeur, workman, of the city
 of Three Rivers, duly authorized "à ester en jus-
 tice", Plaintiff ; vs the said Albert Vadeboncoeur.
 Defendant. An action for separation as to bed and
 property has been instituted in this cause, this
 third day of April, 1913.

DESILETS & DESILETS,
 1400 Attorneys for plaintiff.

Province de Québec, }
 District de Joliette. } *Cour Supérieure.*
 No 6481.

Dame Herméline Perreault, de la paroisse de Saint-Paul, épouse de Léon Desrosiers, boucher, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Léon Desrosiers, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été intentée ce jour.

J. A. DUBEAU,
 Avocat de la demanderesse.
 Joliette, 16 avril 1913. 1605.2

Province of Quebec, }
 District of Joliette. } *Superior Court*
 No. 6481.

Dame Herméline Perreault, of the parish of Saint Paul, wife of Léon Desrosiers, butcher, of the same place, duly authorized to "ester en justice", Plaintiff ;

vs

The said Léon Desrosiers, Defendant.
 An action for separation as to property has been instituted this day.

J. A. DUBEAU,
 Attorney for plaintiff.
 Joliette, 16th April, 1913. 1606

Résolution

Province de Québec.

MUNICIPALITE DU COMTE DE QUEBEC.

Avis public est par le présent donné par le sousigné, Amédée Dorion, secrétaire-trésorier du conseil municipal du comté de Québec, résidant en la paroisse de Charlesbourg, qu'à une assemblée du dit conseil de comté, tenue le 12 mars dernier, sur la requête de J. A. Lortie et autres, contribuables du village de Montmorency, une résolution a été adoptée par le dit conseil de comté, à l'effet que "la partie sud des lots Nos 226, 232, 233, 234 et 235, du cadastre officiel de Beauport, depuis la cime de la côte de la grève (étant la limite sud de la municipalité du village de Saint-Louis de Courville) jusqu'au fleuve Saint-Laurent, formant ci-devant partie de la municipalité de la paroisse de Beauport, soit annexée à la municipalité du village Montmorency, adjacente au dit territoire à l'est, et en forme à l'avenir partie pour toutes fins municipales, comme elle fait déjà partie de la paroisse canonique de Saint-Grégoire de Montmorency, pour les fins religieuses", a été approuvée par arrêté ministériel, en date du 5 avril courant, avis de laquelle approbation m'a été donné le 7 du même mois, en vertu des articles 72 et 41 du code municipal.

AMEDEE DORION,
 Secrétaire-trésorier.
 Conseil du comté de Québec.
 Charlesbourg, 10 avril 1913. 1527.2

Resolution

Province of Quebec.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF QUEBEC.

Public notice is hereby given by the undersigned, Amédée Dorion, secretary treasurer of the municipal council of the county of Quebec, residing in the parish of Charlesbourg, that a meeting of said county council, held on the 12th day of March last, upon the petition of J. A. Lortie and others, rate payers of Montmorency village, a resolution has been passed by the said county council, that "the south part of lots Nos. 226, 232, 233, 234 and 235, of the official cadastre of Beauport, from the top of the beach hill (being the southern limit of the municipality of the village of Saint Louis de Courville) to the river Saint Lawrence, heretofore forming part of the municipality of the parish of Beauport, be annexed to the municipality of Montmorency village, contiguous to the said territory to the east, and forms part hereafter thereof for all municipal purposes, as it forms already part of the canonical parish of Saint Grégoire de Montmorency, has been approved by an order in council, dated the 5th April instant, a notice of which approval has been given to me on the 7th of the same month, pursuant to articles 72 and 41 of the municipal code.

AMEDEE DORION,
 Secretary treasurer,
 Council Quebec county.
 Charlesbourg, 10th April, 1913. 1528

Avis de Faillites

Province de Québec, }
 District de Beauce. } *Cour Supérieure.*
 No 1004.

Re The National Knitting Co., Ltd, Beauce Junction, En liquidation.

Avis est par les présentes donné en vertu d'un jugement rendu le 17 avril 1913, par l'honorable juge Ernest Cimon, nous avons été nommés liquidateurs, et MM. Joseph Asselin, J. T. Cliche, Gédéon Pomerleau, de la paroisse de l'Enfant-Jésus de Beauce ; Robert Doods, de The Guelph Worsted Spinning Co., de Guelph, Ont. ; J. A. Turmel, gérant de la Banque Nationale, à Sainte-Marie, inspecteurs aux biens de la dite liquidation.

Toutes personnes ayant des réclamations contre la dite compagnie sont requises de les produire, dûment attestées sous serment, sous trente jours de cette date.

LARUE & TRUDEL,
 Liquidateurs.
 Bureau : 93, rue Saint-Pierre, Québec.
 Québec, 18 avril 1913, 1617

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
 District of Beauce. } *Superior Court.*
 No. 1004.

Re The National Knitting Co., Ltd, Beauce Junction, P. Q., In liquidation.

Notice is hereby given that pursuant a judgment rendered on 17th April, 1913, by Honorable judge Ernest Cimon, we have been appointed liquidators, and Messrs. Joseph Asselin, J. T. Cliche, Gédéon Pomerleau, of the parish l'Enfant Jésus de Beauce ; Robert Doods, of The Guelph Worsted Spinning Co., of Guelph, Ont.. J. A. Turmel, manager of La Banque Nationale, at Sainte Marie, inspectors to the said liquidation.

All parties having claims against the above company in liquidation are requested to file same, duly attested under oath, within thirty days from this date.

LARUE & TRUDEL,
 Liquidators.
 Office : 93, Saint Peter street, Quebec.
 Quebec, 18th April, 1913. 1618

Province de Québec, }
 District de Québec. } *Cour Supérieure.*
 No 1246.
 Dans l'affaire de J. A. Godbout, hôtelier, Québec,
 Insolvable.
 Avis est par les présentes donné qu'un premier
 et dernier bordereau de dividende a été préparé en
 cette affaire, qu'il sera sujet à objection jusqu'au
 12 mai 1913, alors qu'il sera payable à nos bureaux.
 LARUE & TRUDEL,
 Curateurs.
 Bureau : 93, rue Saint-Pierre, Québec.
 Québec, 21 avril 1913. 1641

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de Henry Thomson, absent,
 Failli.
 Avis est par le présent donné que, le 18e jour
 d'avril 1913, nous avons été nommés curateurs
 conjoints des biens du susdit failli.
 Toutes réclamations dûment attestées doivent
 être déposées devant nous sous 30 jours de cette
 date.
 ARTHUR W. WILKS,
 ALEXANDER BURNETT,
 Curateurs.
 Bureau de Wilks & Burdett.
 Montréal, 26 avril 1913. 1689

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de A. E. Marcil, Chambly Canton,
 Insolvable.
 Avis est par les présentes donné qu'un premier
 et dernier dividend ea été préparé en cette affaire,
 et sera payable à nos bureaux, le ou après le 15
 mai 1913.
 Toute contestation à ce dividende devra nous
 être filée avant cette date.
 P. J. CHARTRAND,
 P. L. TURGEON,
 Curateurs conjoints.
 55, Saint François-Xavier, Montréal, 1695

Province de Québec. }
 District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
 No 229.
 Dans l'affaire de Dame Malvina [Charbonneau, et
 vir,
 Créancière requérant-cession ;
 vs
 Anselme H. Brun, hôtelier, du village de Sainte-
 Pudentienne,
 Débiteur défendant, Insolvable.
 Avis est par le présent donné que le dit débiteur
 a fait, le vingt et unième jour du mois d'avril cou-
 rant (1913), un abandon judiciaire de ses biens pour
 le bénéfice de ses créanciers, au bureau du proto-
 notaire pour le dit district de Bedford, à Sweets-
 burg.
 JOS. H. MARCOUX, N. P.,
 Gardien provisoire.
 Roxton Pond, village de Sainte-Pudentienne,
 22 avril 1913. 1697

Province de Québec, }
 District de Québec. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de T. Lafrance, marchand tailleur,
 de Québec
 Avis est par le présent donné que, par jugement
 de la cour supérieure, en date du 26e jour d'avril
 1913, par ordre de la cour, nous, soussignés, avons
 été nommés curateurs conjoints des biens du susdit
 failli.
 Toutes personnes ayant des réclamations contre
 le dit failli sont requises de les produire, dûment
 attestées sous serment, sous 30 jours de cette date.
 PAUL J. VALENTINE,
 ROBERT STEWART,
 Curateurs conjoints.
 Bureau de Robert Stewart,
 92, rue Saint Pierre,
 Québec, 21 avril 1913. 1679

Province of Quebec, }
 District of Québec. } *Superior Court.*
 No. 1246.
 In the matter of J. A. Godbout, hotelkeeper,
 Quebec,
 Insolvent.
 Notice is hereby given that a first and final
 dividend sheet has been prepared in this matter,
 that it will remain opened to objection till 12th
 May, 1913, when it will be payable at our offices.
 LARUE & TRUDEL,
 Curators.
 Office : 93, Saint Peter street, Quebec.
 Quebec, 21st April, 1913. 1642

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 In the matter of Henry Thomson, absentee,
 Insolvent.
 Notice is hereby given, that on 18th April, 1913,
 we were appointed joint curators to the estate of
 the above.
 All claims duly attested must be fyled with us
 within 30 days from this date.
 ARTHUR W. WILKS,
 ALEXANDER BURNETT,
 Curators.
 Office of Wilks & Burdett.
 Montreal, 26th April, 1913. 1690

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 In the matter of A. E. Marcil, Chambly Canton,
 Insolvent.
 Notice is hereby given that a first and final divi-
 dend has been prepared in this matter, and will be
 payable at our offices, on or after the 15th of May,
 1913.
 All contestation to said dividend must be filed
 with us within that date.
 P. J. CHARTRAND,
 P. L. TURGEON,
 Joint curators.
 55, Saint François Xavier street, Montreal 1696

Province of Quebec, }
 District of Bedford. } *Superior Court.*
 No. 229.
 In the matter of Dame Malvina Charbonneau et vir,
 Petitioners for assignment, Creditors plaintiffs ;
 vs
 Anselme H. Brun, hotelkeeper, of the village of
 Sainte Pudentienne,
 Debtor-defendant, Insolvable.
 Notice is hereby given that the said debtor has,
 on the twenty first day of the present month April,
 (1913), made a judicial abandonment of his pro-
 perty for the benefit of his creditors, at the office
 of the prothonotary of the superior court for the
 said district of Bedford, at Sweetsburg
 JOS. H. MARCOUX, N. P.,
 Provisional guardian.
 Roxton Pond, village of Sainte Pudentienne,
 22nd April, 1913. 1698

Province of Quebec, }
 District of Québec. } *Superior Court.*
 In the matter of T. Lafrance, merchant tailors of
 Québec.
 Notice is hereby given that, by a judgement of
 the superior court, dated the 16th of April 1913,
 we, the undersigned, were appointed joint curators
 to the estate of the above named.
 All persons having claims against the said
 insolvent are requested to fyle same, duly attested
 under oath, within 30 days from this date.
 PAUL J. VALENTINE
 ROBERT STEWART,
 Joint curators.
 Office of Robert Stewart,
 92, Saint Peter street.
 Quebec, 21st April, 1913. 1680

District de Chicoutimi.

Re Nil Boily, Métabetchouan, Insolvable.
 Un deuxième et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 12 mai 1913, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.
 J. P. E. GAGNON,
 Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
 Bâtisse de la Cie du Richelieu.
 Québec, 23 avril 1913. 1691

District de Saguenay.

Re Ant. Langevin Frères, Malbaie, Insolvable.
 Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 12 mai 1913, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.
 J. P. E. GAGNON,
 Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
 Bâtisse de la Cie du Richelieu.
 Québec, 23 avril 1913. 1693

Dans l'affaire de Dame Alphonse Robert, 220, Saint-Maurice, Faillie.
 Avis est par le présent donné que la susdite a fait cession volontaire de ses biens entre mes mains pour le bénéfice de ses créanciers.
 Les créanciers sont priés de me produire leurs réclamations dans les quinze jours de cet avis, afin d'être colloqué sur le produit de la vente.
 S. DUGAL,
 Cessionnaire.
 Trois-rivières, 22 avril 1913. 1661

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de Asbestos Products Co. of Canada, (James Cunningham).
 Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividendes aux créanciers privilégiés seulement a été déclaré, et sera sujet à objection jusqu'au 13e jour de mai 1913, après laquelle date les dividendes seront payables.
 ARTHUR W. WILKS,
 ALEXANDER BURNETT,
 Curateurs.
 Montréal, 26 avril 1913. 1655

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No. 205.
 Dans l'affaire de W. Walker, Montréal, Failli.
 Un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au treizième jour de mai 1913, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau.
 J. G. DUHAMEL,
 Curateur.
 Bureau de Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
 3, Notre-Dame Est, Montréal.
 Montréal, 21 avril 1913. 1657

District of Chicoutimi.

Re Nil Boily, Metabetchouan, Insolvent.
 A second and final dividend has been prepared in this matter, and will be opened to objection until 12th May, 1913, after which date this dividend will be payable at my office.
 J. P. E. GAGNON,
 Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
 Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
 Québec, 23rd April, 1913. 1692

District of Saguenay.

Re Ant. Langevin Frères, Murray Bay, Insolvent.
 A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 12th April, 1913, after which date this dividend will be payable at my office.
 J. P. E. GAGNON,
 Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
 Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
 Québec, 23rd April, 1913. 1694

In the matter of Dame Alphonse Robert, 220, Saint Maurice, Insolvent.
 Notice is hereby given that the above named has made a voluntary assignment of her property with me for the benefit of her creditors.
 The creditors are requested to file their claims within fifteen days from this notice, so as to collocated on the dividend sheet.
 S. DUGAL,
 Curator.
 Three Rivers, 22nd April, 1913. 1662

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court*
 In the matter of Asbestos Products Co. of Canada, (James Cunningham).
 Notice is hereby given that a first and final dividend to privileged creditors only has been declared, which will be open to objection to 13th May, 1913, after which date said dividends will be payable.
 ARTHUR W. WILKS,
 ALEXANDER BURNETT,
 Curators.
 Montreal, 26th April, 1913. 1656

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 205.
 In the matter of W. Walker, Montréal, Insolvent.
 A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, which will be opened to objection until the thirteenth day of May, 1913, after which date the dividends will be payable at my office.
 J. G. DUHAMEL,
 Curator.
 Office of Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
 3, Notre Dame East, Montréal.
 Montreal, 21st April, 1913. 1658

Ordre de Cour

Province de Québec, }
District de Joliette. } *Cour de Circuit.*
No 1686.

Le jeudi, 10 avril 1913.

Présent : l'honorable F. O. Dugas, J. S. C.
J. S. Fry & Sons, Limited, Demandeurs

vs
Dame Flore Magnan et vir, Défendeurs
et

Alfred Boucher, Opposant.

Vu la motion de Alfred Boucher, l'opposant ci-dessus, et allégation d'insolvabilité de la défenderesse, il est ordonné que les créanciers de la dite défenderesse soient appelés par un avis à être publié deux fois en langue française et deux fois en langue anglaise, dans la "Gazette Officielle de Québec", à produire leurs réclamations contre la dite défenderesse, dans les quinze jours de la première insertion du présent avis dans la dite "Gazette Officielle de Québec".

(Par le juge).

(Vrai copie) DUCHARME & RIVEST,
1511.2 G. C. C.

Order of the Court

Province of Quebec, }
District of Joliette. } *Circuit Court.*
No. 1686.

Thursday, the 10th April, 1913.

Present : The Honorable F. O. Dugas, J. S. C.
J. S. Fry & Sons Limited, Plaintiffs ;

vs
Dame Flore Magnan, et vir, Defendants ;
and

Alfred Boucher, Opposant.

Seeing the petition of Alfred Boucher, and the alleged insolvency of the said defendant, it is ordered that the creditors of said defendant be called in by two publications in the french and english languages, in the Quebec Official Gazette, and that the creditors do file their claims herein within fifteen days from the date of the first insertion of the present order in the said "Quebec Official Gazette".

(By the judge).

(True copy) DUCHARME & RIVEST,
1512 C. C. C.

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } DAME MELINA CAM-
No 964. } DEAU ET VIR, Demande-
resse ; contre MAGLOIRE HALLE, Défendeur.

Le lot numéro trente-deux (32), en le rang cinq, du canton de Forsyth, aux plan et livre de renvoi officiels pour le susdit canton de Forsyth—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Evariste, le VINGT-SEPTIEME jour de MAI prochain, 1913, à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Joseph, Beauce, 22 avril 1913. 1659
[Première publication, 26 avril 1912.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } HUBERT COUTURE, De-
No 1085. } mandeur ; vs PIERRE
GOSSELIN, Défendeur.

Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Maxime de Dorchester, contenant trente-six pieds de largeur au chemin de front sur quarante-neuf pieds et demi de largeur, au bout de la profondeur au terrain du chemin de fer Québec Central, mesure anglaise, le tout plus ou moins, et borné au nord-ouest à Joseph Gagnon, au sud-est à Bénoni Corriveau, en front au chemin royal et en profondeur au Québec Central, connu et désigné aux plan et livre officiels de renvoi du cadastre pour la paroisse de Sainte-Marie de la Beauce, comme faisant partie du numéro sept cent trente-cinq B (735 B)—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Maxime, le SIXIEME jour de MAI prochain (1913), à UNE heure de l'après-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Joseph Beauce, 31 mars 1913. 1337.2
[Première publication, 5 avril 1913.]

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit : } DAME MELINA CAMPEAU
No. 964. } ET VIR, Plaintiff ; against
MAGLOIRE HALLE, Defendant.

The lot number thirty two (32), in the fifth range of the township of Forsyth, of the official plan and book of reference for the aforesaid township of Forsyth—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Evariste, on the TWENTY SEVENTH day of MAY next, 1913, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's office, Sheriff.
Saint Joseph Beauce, 22nd April, 1913. 1660
[First published, 26th April, 1913]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit : } HUBERT COUTURE, Plain-
No. 1085. } tiff ; vs PIERRE GOSSELIN,
Defendant.

An emplacement situate in the parish of Saint Maxime de Dorchester, containing thirty six feet in width on the public road by forty nine feet and a half in width, at the end of the depth on the land of the Quebec Central Railway, english measure, the whole more or less, and bounded to the north west by Joseph Gagnon, to the south east by Benoni Corriveau, in front by the King's highway, and in depth by the Quebec Central Railway, known and designated on the official plan and in the official book of reference of the cadastre for the parish of Sainte Marie de la Beauce, as being part of lot number seven hundred and thirty-five B (135 B)—with buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Maxime, on the SIXTH day of MAY next, (1913), at ONE o'clock in the afternoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Joseph de Beauce, 31st March, 1913. 1338
[First publication, 5th April, 1913.]

Ventes par le Shérif—Joliette

A VIS PUBLICO est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Joliette, à savoir : } **A** LPHONSE GRATTON,
No 1723. } Demandeur ; contre DEL-
PHIS GAUDREAU, Défendeur.

Une terre située dans la province de Lachenaie, contenant deux arpents et un quart de longueur, par une profondeur de quarante arpents, à prenant trois arpents de largeur sur une profondeur de huit arpents et de là prenant un arpent et un quart de longueur par une profondeur de vingt arpents, plus ou moins, tenant d'un bout à la rivière Ottawa, à l'autre bout à Moïse Payette ou représentant et autres, d'un côté au lot officiel quarante-deux, de la dite paroisse de Lachenaie, et de l'autre côté à Madame Etienne Mathieu ou représentant et autres, cette dite terre est connue et désignée sous le numéro quarante (40), des plan et livre de renvoi officiel de la dite paroisse de Lachenaie—avec les maisons et bâtisses dessus érigées et les servitudes s'y rattachant.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Lachenaie, le VINGT-SEPTIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

A. M. RIVARD,

Bureau du shérif, Shérif.
Joliette, 21 avril 1913. 1651

[Première publication, 26 avril 1913.]

MANDAT DE CURATEUR.
FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Joliette.

Joliette, à savoir : } **J** JEREMIE SOUMIS,
No 4185. } Demandeur ; contre
CUTHBERT FISETTE, Défendeur, failli.

Un terrain ou emplacement sis et situé en la paroisse de Saint-Cuthbert, dans le district de Joliette, contenant environ trente-deux perches et quatorze pieds en superficie, sans garantie de mesure précise, —bâti de maison avec une rallonge y attenant servant de magasin et autres bâtisses dessus construites, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse, sous le numéro huit cent quarante-six (846).

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Cuthbert, le VINGT-NEUVIEME jour de MAI prochain, à UNE heure de l'après-midi.

A. M. RIVARD,

Bureau du shérif, Shérif.
Joliette, 22 avril 1912. 1705

[Première publication, 26 avril 1913.]

Ventes par le Shérif—Kamouraska

A VIS PUBLICO est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Kamouraska. } **P**IERRE MICHAUD,
No 5149. } Demandeur ; contre
DAME ALICE DUMONT ET AL, Défendeurs.

Un emplacement situé au premier rang du canton Viger, dans la paroisse de Saint-Epiphan, de trois quarts d'arpent de front sur un arpent de profon-

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Joliette, to wit : } **A** LPHONSE GRATTON,
No. 1723. } Plaintiff ; against DEL-
PHIS GAUDREAU, Defendant.

A farm situate in the parish of Lachenaie, containing two arpents and a quarter in width to a depth of forty arpents, thence three arpents in width for a depth of eight arpents and from thence one arpent and a quarter in width by twenty arpents in depth, more or less, adjoining on one end to the Ottawa river, on the other end to Moïse Payette or representative and others, on one side to lot official number forty two, of the said parish of Lachenaie, and on the other side to Dame Etienne Mathieu or representatives and others, the said farm being known and designated under number forty (40), of the official plan and book of reference of the said parish of Lachenaie—with the houses and buildings erected thereon and servitudes attached thereto.

To be sold at the church door of the parish of Lachenaie, on the TWENTY SEVENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

A. M. RIVARD,

Sheriff's Office, Shérif.
Joliette, 21st April, 1913. 1652

[First published, 26th April, 1913.]

CURATOR'S WARRANT.
FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Joliette.

Joliette, to wit : } **J** JEREMIE SOUMIS,
No. 4185. } Plaintiff ; against CUTH-
BERT FISETTE, Defendant, insolvent.

A lot of land or emplacement being and situate in the parish of Saint Cuthbert, in the district of Joliette, containing about thirty two perches and fourteen feet in superficies, without guarantee as to exact measure—with a house and wing used as a store adjoining thereto and other buildings erected thereon, known and designated on the official plan and in the official book of reference of the cadastre of the said parish, under number eight hundred and forty six (846).

To be sold at the church door of the parish of Saint Cuthbert, on the TWENTY NINTH day of MAY next, at ONE o'clock in the afternoon.

A. M. RIVARD,

Sheriff's office, Shérif.
Joliette, 22nd April, 1913. 1706

[First published, 26th April, 1913.]

Sheriff's Sales—Kamouraska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Kamouraska. } **P**IERRE MICHAUD,
No. 5149. } Plaintiff ; against
DAME ALICE DUMONT ET AL, Defendants.

An emplacement situate in the first range of township Viger, in the parish of Saint Epiphane, of three quarters of one arpent in front by one

deur, le tout plus ou moins, et tel qu'actuellement renclous dans les bornes suivantes, savoir : borné au nord et à l'ouest à Joseph Lajoie, au sud au chemin public, à l'est partie à Joseph Pelletier et partie à Arthur Marquis, et connu et désigné, le dit emplacement, sous le numéro vingt B (20 b), du cadastre officiel du comté de Temiscouata—avec bâtiesse dessus construites, circonstances et dépendances ; à distraire cependant du dit emplacement celui de l'école de l'église de la dite paroisse, tel que enclous actuellement, avec bâtiesse dessus construites, la dite école convertie aujourd'hui en maison privée.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Epiphanie, le SEPTIEME jour de MAI 1913, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. EUG. MARTIN,

Bureau du shérif, Shérif.
Fraserville, 2 avril 1913. 1377.2
[Première publication, 5 avril 1913].

arpen in depth, the whole more or less, and such as actually fenced within the following boundaries, to wit : bounded on the north and west by Joseph Lajoie, on the south by the public road, on the east partly by Joseph Pelletier, and partly by Arthur Marquis, and known and designated, the said emplacement, under number twenty B (20 B), of the official cadastre of the county of Temiscouata—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies; to be taken from the said emplacement the emplacement of the church school of the said parish such as actually fenced, with buildings erected thereon, the said school being the day used as a private house.

To be sold at the church door of the parish of Saint Epiphane, on the SEVENTH day of MAY, 1913, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. EUG. MARTIN,

Sheriff's office, Shérif.
Fraserville, 2nd April, 1913. 1378
[First published, 5th April, 1913].

Ventes par le Shérif—Montmagny

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montmagny.

Montmagny, à savoir : } GAUDIAS COULOMBE
No 156. } G ET AL, de la ville de
Montmagny, Demandeur en garantie, dans cette présente cause de L'ÉQUITABLE contre les demandeurs en garantie ; contre DELPHIN BERNIER, Défendeur en garantie.

1° Un terrain connu et désigné au cadastre officiel de la paroisse du Cap Saint-Ignace, comme faisant partie du numéro quatre cent cinquante-cinq ; borné nord au No 454, est à Prospère Emond, sud à Phidolème Ouellet, ouest partie à la route et partie à Edmond Bernier.

2° Un terrain à bois connu et désigné au cadastre officiel du dit Cap Saint-Ignace, comme faisant partie du numéro sept cent soixante-douze, contenant un arpent de front sur environ six arpents de profondeur ; borné nord à Napoléon Fournier, à une ligne courant à un arpent et demi du camp, à l'est à Désiré Fortin, sud au trait carré du quatrième rang, ouest à Albanie Bernier—avec un moulin à scie et toutes ses accessoires dessus construits.

3° Un terrain situé dans le deuxième rang de la paroisse du Cap Saint-Ignace, connu et désigné au cadastre officiel de la susdite paroisse, comme étant le numéro quatre cent cinquante-six A—avec bâtiesse dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse du Cap Saint-Ignace, le SIXIEME jour de MAI prochain, 1913, à DIX heures du matin.

GEO. ROY,

Bureau du shérif, Shérif.
Montmagny, 2 avril 1913. 1367.2
[Première publication, 5 avril 1913]

Sheriff's Sales—Montmagny

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Montmagny.

Montmagny, to wit : } GAUDIAS COULOMBE
No 156. } G ET AL, of the town of
Montmagny, Plaintiff in warranty, in this present cause of the Equitable against the plaintiffs in warranty ; against DELPHIN BERNIER, Defendant in warranty.

1. A lot of land known and designated on the official cadastre of the parish of Cap Saint Ignace, as being part of number four hundred and fifty five: bounded on the north by No. 454, on the east by Prospère Emond, on the south by Phidolème Ouellet, on the west partly by the by-road and partly by Edmond Bernier.

2. A lot of timber land known and designated on the official cadastre of the said Cap Saint Ignace, as being part of number seven hundred and seventy two, containing one arpent in front by about six arpents in depths, bounded on the north by Napoléon Fournier, by a line running at one arpent and a half from the camp, on the east by Désiré Fortin, on the south by the division line of the 4th range, on the west by Albanie Bernier—with a saw mill and the whole of its accessories erected thereon.

3. A lot of land situate in the 2nd range of the parish of Cap Saint Ignace, known and designated on the official cadastre of the aforesaid parish, as being the No. four hundred and fifty six A—with buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Cap Saint Ignace, on the SIXTH day of MAY next, 1913, at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. ROY,

Sheriff's office, Shérif.
Montmagny, 2nd April, 1913. 1368
[First published, 5th April, 1913.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour de Circuit.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **MOISE BERTHIAUME**
No 17801. } **ET AL.** Demandeurs ;
contre **EMILE MAGNAN**, Défendeur.

Un emplacement situé à Sainte-Marthe, dans le comté de Vaudreuil, district de Montréal ; borné en front par le chemin public, connu et désigné comme étant le numéro deux cent quatre-vingt-huit (No 288), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Marthe—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Marthe, le **HUITIEME** jour de **MAI** prochain, à **ONZE** heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 2 avril 1913. 1375.2
[Première publication, 5 avril 1913.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **H. BROUILLET**, Deman-
No 2898. } **deur** ; vs **F. X. ROY**,
Défendeur.

Un emplacement situé sur la rue Lannes (ci-devant avenue Pacifique), en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro un, du lot numéro mille cinquante-neuf, de la subdivision officielle du lot numéro onze, aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis—avec les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le **HUITIEME** jour de **MAI** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 2 avril 1913. 1373.2
[Première publication, 5 avril 1913.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **EMOND, L. LA-**
No 2973. } **COMBE & J. CHAR-**
BONNEAU, faisant affaires comme plombiers, sous
la raison sociale de "Emond, Lacombe et Charbonneau", Demandeurs ; vs **DELPHIS MOREL**,
Défendeur.

Deux lots de terre ayant front sur la rue Parthenais, en la cité de Montréal, district de Montréal, et portant les Nos six et sept (6 et 7), de la subdivision officielle du lot No onze (11-6 et 11-7), sur les plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte Visitation, mesurant chacun des dits lots vingt-cinq pieds (25) de largeur par cent cinquante-cinq pieds (155) de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—avec le droit de passage en commun avec d'autres dans la ruelle en arrière, et avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le **HUITIEME** jour de **MAI** prochain, à **ONZE** heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 2 avril 1913. 1371.2
[Première publication, 5 mai 1913.]

Sheriff's Sales—Montréal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-dermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Circuit Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **MOISE BERTHIAUME** et
No. 17801. } **AL.** Plaintiffs ; against
EMILE MAGNAN, Defendant.

An emplacement situate at Sainte Marthe, in the county of Vaudreuil, district of Montreal ; bounded in front by the public road, known and designated as being the number two hundred and eighty eight (No. 288), of the official plan and book of reference of the parish of Sainte Marthe—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Marthe, on the **EIGHTH** day of **MAY** next, at **ELEVEN** o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 2nd April, 1913. 1376
[First published, 5th April, 1913.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **H. BROUILLET**, Plaintiff ;
No. 2898. } **H.** vs **F. X. ROY**, De-
fendant.

An emplacement situate on Lannes street (here-tofore Pacific Avenue), in the city of Montreal, known and designated under the number one, of lot number one thousand and fifty nine, of the official subdivision of lot number eleven, on the official plan and book of reference of the incorporated vil-lage of Côte Saint Louis—with the buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the **EIGHTH** day of **MAY** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 2nd April, 1913. 1374
[First published, 5th April, 1913.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **EMOND, L. LACOMBE**
No. 2973. } **H. & J. CHAR-**
BONNEAU, carrying on business as plumbers, under the firm,
name and style of "Emond, Lacombe and Charbon-
neau". Plaintiffs ; against **DELPHIS MOREL**,
Defendant.

Two lots of land fronting on Parthenais street, in the city of Montreal, district of Montreal, and bearing the Nos. six and seven (6 and 7), of the official subdivision of lot No. eleven (11-6 and 11-7), on the official plan and book of reference of the village of Côte Visitation, each of the said lots measuring twenty five feet (25) in width by one hundred and fifty five feet (155) in depth, english measurement, more or less—with the right of way in common with others in the lane in the rear, and with the buildings erected thereon.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the **EIGHTH** day of **MAY** next, at **ELEVEN** o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 2nd April, 1913. 1372
[First published, 5th April, 1913.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **A. LAURENDEAU**, De-
No 3635. } mandeur ; vs **EMMA-
NUEL PERSILLIER LACHAPELLE**, en sa qua-
lité de curateur à la substitution des biens de
Pascal Persillier dit Lachapelle, fils, Alphonse Per-
sillier dit Lachapelle, grevé de substitution, Emi-
lie Persillier Lachapelle, Marie Persillier Lacha-
pelle et Pauline Persillier Lachapelle, filles ma-
jeures et usant de leurs droits, tous de la cité et du
district de Montréal, et Dame Marguerite Persillier
Lachapelle, épouse séparée de biens de Jean J.
Melchers, tous deux de la ville de Berthierville,
district de Joliette, et le dit Jean J. Melchers, pour
autoriser son épouse aux fins des présentes, Défend-
eurs.

Un lot de terre sis et situé dans le quartier Saint-
Jacques, de la cité de Montréal—avec bâtieses y
érigées, circonstances et dépendances, étant la par-
tie sud-est du lot numéro dix-neuf, sur le plan de la
subdivision officielle du lot numéro huit cent
quarante-neuf (849 partie S.-E. 19), des plan et
livre de renvoi officiels du quartier Saint-Jacques,
contenant cette partie sud-est, dix-neuf pieds
et huit pouces et demie de front sur quatre-
vingt-cinq pieds de profondeur, plus ou moins ;
borné en front au sud-ouest par la rue Saint-Hubert,
en arrière par la ruelle numéro soixante et seize,
ci-après mentionné, d'un côté au sud-est par le lot
numéro vingt, de la subdivision du numéro huit
cent quarante-neuf, appartenant aux représentants
de Napoléon Granger, et d'autre côté, au nord-
ouest par le résidu du dit lot No 19, appartenant
à un nommé Lapointe ou représentants, avec
droit de mitoyenneté de chaque côté du dit lot et
droit de passage à perpétuité avec tous ceux qui
y auront droit dans la dite ruelle No 76, mesurant
quinze pieds de largeur, mesure anglaise, et dans
trois autres ruelles communiquant de la rue Saint-
Christophe à celle ci-dessus mentionnée, l'une des
dites ruelles étant marquée 41 A, une autre 56 A,
sur le dit plan de subdivision et mesurant douze
pieds de largeur. Sujet à la substitution créée par
le testament de feu Pascal Persillier dit Lachapelle,
fils, passé devant A. Magnan et D. E. Papineau,
notaires, le 9 janvier 1853, et codicille passé devant
D. E. Papineau et H. A. Sessiault, notaires, le 5
février 1853.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de
Montréal, le VINGT-NEUVIEME jour de MAI
prochain, à DIX heures de l'avant-midi

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif. Shérif.
Montréal, 23 avril 1913. 1715
[Première publication, 26 avril 1913.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLICO est par le présent donné que
les TERRES et HÉRITAGES sou-mention-
nés ont été saisis et seront vendus aux temps et
lieu : respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Circuit de Québec.

Québec, à savoir : } **JAMES BROWN**, de la cité
No 1013. } de Québec, marchand ; vs
DAME ELMIRE BONNEAU, de Stadacona, mar-
chande publique, épouse judiciairement séparée de
biens de Joseph Bédard, du même lieu, et le dit
Joseph Bédard mis en cause pour autoriser sa dite
épouse, à savoir :

1° Le lot No 20 (vingt), du cadastre officiel pour
le-quartier Saint-Roch Nord, de la cité de Québec,
étant un lot de terre situé deuxième avenue à Sta-
dacona—circonstances et dépendances.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **A. LAURENDEAU**, Plain-
No. 3635. } tiff ; vs **EMMANUEL
PERSILLIER LACHAPELLE**, in his quality of
curator, to the substitution of the property of Pascal
Persillier dit Lachapelle, junior, Alphonse Persillier
dit Lachapelle, institutes under substitution, Emilie
Persillier Lachapelle, Marie Persillier Lachapelle
and Pauline Persillier Lachapelle, spinsters, in the
enjoyment of their rights, all of the city and district
of Montreal, and Dame Marguerite Persillier Lacha-
pelle, wife separate as to property of Jean J.
Melchers, both of the town of Berthierville, dis-
trict of Joliette, and the said Jean J. Melchers, to
authorize his wife for the purposes hereof, Defend-
ants.

A lot of land being and situate in Saint James
ward of the city of Montreal—with buildings there-
on erected, circumstances and dependencies, being
the south east part of lot number nineteen, on the
plan of the official subdivision of lot number eight
hundred and forty nine (S. E. p 19, 849), of the
official plan and book of reference of Saint James
ward, the said south east part containing nine-
teen feet eight inches and a half in front by eighty
five feet in depth, more or less ; bounded in front
on the south west by Saint Hubert street, in the
rear by the lane number seventy six, hereinafter
mentioned, on one side to the south east by lot
number twenty, of the subdivision of number eight
hundred and forty nine, belonging to the repre-
sentatives of Napoléon Granger, and on the
other side to the north west by the residue
of the said lot No. 19, belonging to one La-
pointe or representatives, with right of "mi-
toyenneté" on each side of the said lot and right
of way in perpetuity with all those with right
therein in the said lane No. 76, measuring fifteen
feet in width, english measure, and in three other
lanes communicating from Saint Christopher street
with the one hereabove mentioned, one of the said
lanes being marked 41-A, another 56-A, on the said
subdivision plan, and measuring twelve feet in
width. Subject to the substitution created by the
will of the late Pascal Persillier dit Lachapelle,
junior, passed before A. Magnan and D. E. Papineau,
notaries, on the 9th January, 1853, and codicil
passed before D. E. Papineau & H. A. Sessiault,
notaries, on the 5th February, 1853.

To be sold at my office in the city of Montreal,
on the TWENTY NINTH day of MAY next, at
TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Shérif.
Montreal, 23rd April. 1913. 1716
[First published, 26th April, 1913.]

Sheriff's Sales—Québec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
dermentioned LANDS and TENEMENTS
have been seized, and will be sold at the respective
times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Circuit Court.—Québec.

Québec, to wit : } **JAMES BROWN**, of the city
No 1013. } of Québec, merchant ; vs
DAME ELMIRE BONNEAU, of Stadacona, pub-
lic trader, wife judicially separated as to property
of Joseph Bédard, of the same place, and the said
Joseph Bédard "mis en cause" to authorize his
said wife, to wit :

1. Lot No 20 (twenty), of the official cadastre of
Saint Roch Nord ward, of the city of Québec, being
a lot of land situate on second avenue, in Stadacona
—circumstances and dependencies.

2^e Le lot No 21 (vingt et un), du cadastre officiel pour le quartier Saint-Roch Nord, de la cité de Québec, étant un terrain situé sur la troisième rue à Stadacona—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Québec, le TRENTIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

CLEOPHAS BLOUIN,
Bureau du shérif, Shérif.
Québec, 24 avril 1913. 1703
[Première publication, 26 avril 1913].

Ventes par le Shérif—Roberval

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que plus bas mentionnés.

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.

District de Chicoutimi, } JOSEPH ST. PIERRE,
No. 2785, } de Saint-Henri de
Taillon, cultivateur, Demandeur; vs JOSEPH
LAROCHE, fils de Joseph, et T. GARNEAU,
de la Pointe de la Savanne, cultivateurs, Défendeurs.

Contre les biens immeubles du demaudeur en cette cause, à savoir :

Les lots de terre ou emplacements connus et désignés sous les numéros seize D (16d) et seize E (16e), du premier rang au plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Taillon, le premier étant d'une superficie d'environ 9216 pieds, et le deuxième d'une superficie d'environ deux acres et cinq-dixièmes—avec bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Henri de Taillon, le VINGT-HUITIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant midi.

GEO. LEVESQUE.

Bureau du shérif, Shérif.
Roberval, 21 avril, 1913. 1711
[Première publication, 26 avril, 1913].

Ventes par le Shérif—Saguenay

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Malbaie, à savoir : } SIR RODOLPHE FORGET,
No. 2064. } M. P., de la cité de Mont-
réal, Demandeur; contre ARTHUR FORGET,
commerçant, de la Baie Saint-Paul, et y faisant
affaires comme manufacturier de laine, sous le nom
de "Baie Saint Paul Woollen Mills Co., Défendeur.

1^{er} L'immeuble connu sous le nom de "Baie Saint Paul Woollen Mills Co.," avec un pouvoir d'eau décrit comme suit :

Un lopin de terre de figure irrégulière pouvant contenir un arpent en superficie, composé d'une partie de lot de terre portant le numéro mille soixante et dix-neuf (1079), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Baie Saint-Paul, côté du moulin, lequel immeuble généralement connu sous le nom d'emplacement de la manufacture, est borné vers l'est par le chemin public, vers l'ouest au pied de la première côte, vers le sud par la rivière du moulin, et vers le nord par l'emplacement de Louis St. Hilaire—avec une bâtisse

2. Lot No 21 (twenty one), of the official cadastre for Saint Roch Nord ward, of the city of Québec, being a lot of land situate on third street, in Stadacona—circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Québec, on the THIRTIETH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Québec, 24th April 1913. 1704
[First published, 26th April, 1913].

Sheriff's Sales—Roberval

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

superior Court.

District of Chicoutimi, } JOSEPH ST-PIERRE,
No 2785. } of Saint Henri de
Taillon, farmer, Plaintiff; vs JOSEPH LAROCHE,
son of Joseph, and T. GARNEAU, of
Pointe de la Savanne, farmers, Defendants.

Against the immoveable property of the plaintiff in this cause, to wit :

The lots of land or emplacements known and designated under the number sixteen D (16d) and sixteen E (16e), of the first range on the official plan and book of reference of the cadastre of the township Taillon, the first having a superficies of about 9216 feet, and the second a superficies of about two acres and five tenths—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Henri de Taillon, on the TWENTY-EIGHTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

GEO. LEVESQUE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Roberval, 21st April, 1913. 1712.
[First published, 26th April, 1913].

Sheriff's Sales—Saguenay

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Malbaie, to wit : } SIR RODOLPHE FORGET,
No. 2064. } M. P., of the city of Mont-
real, Plaintiff; against ARTHUR FORGET,
trader, of Baie Saint Paul, and carrying on business in the same place as woollen goods manufacturer, under the name of Baie Saint Paul Woollen Mills Co., Defendant.

1. The immoveable known under the name of Baie Saint Paul Woollen Mills Co, with a water power described as follows :

A small lot of land of irregular outline of about one arpent in superficies, being part of the lot of land bearing the number one thousand and seventy nine (1079), of the official plan and book of reference of the parish of Baie Saint Paul, mill side, which immoveable is generally known under the name of manufactory site, and bounded towards the east by the public road, towards the west at the foot of the first hill, towards the south by the Mill River, and towards the north by the emplacement of Louis St. Hilaire—with a two story stone build-

en pierre à deux étages de trente-cinq pieds de largeur sur soixante et cinq pieds de profondeur avec dépendances et tout ce qui se trouve contenu dans la dite bâtisse et dépendances, tel que machines, outils et accessoires.

2° La moitié nord ou à peu près d'une terre connue sous le nom de terre du moulin, contenant environ un arpent et demi de largeur sur vingt arpents de profondeur, étant une partie nord du dit lot de terre portant le numéro mille soixante et dix-neuf, des dits plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de la Baie Saint-Paul; bornée cette dite partie nord, comme suit: en front vers l'est par l'emplacement de la manufacture de lainage ci-dessus en premier lieu décrit, en profondeur vers l'ouest par la partie du dit lot numéro mille soixante et dix-neuf (1079), appartenant à Gédéon Dufour, au nord par le terrain de Ovide Tremblay, et au sud par une ligne passant à trente (30) pieds au sud de la rivière du Moulin en suivant ses sinuosités laquelle ligne sépare la terre de Joseph Simard Alexandre, néanmoins depuis le chemin public jusqu'au fleuve, la ligne de séparation des deux héritages est la rivière du Moulin elle-même, le dit Arthur Forget ne possédant pas sur ce parcours la dite lisière de trente pieds au sud de la dite rivière du moulin, sous la réserve en faveur du dit Joseph Simard, à perpétuité de la coupe de bois sur cette lisière de terrain de trente pieds au sud de la rivière du Moulin, ci-dessus mentionnée.

3° Le pouvoir d'eau existant sur ce dit numéro mille soixante et dix-neuf (1079), formé par la dite rivière du moulin, depuis son embouchure jusqu'à la profondeur de l'immeuble ci-dessus en deuxième lieu décrit.

4° Une partie de terre située au-dessous du chemin public et comprise entre le canal actuel de la dite rivière du moulin et l'ancien canal de la dite rivière, étant une partie sud du lot de terre portant le numéro mille soixante et douze (1072), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Baie Saint-Paul, sous réserve d'un chemin de voiture sur la dite pointe de terre pour l'utilité de la navigation.

Pour être vendus en un seul et même lot à la porte de l'église de la paroisse de la Baie Saint-Paul, le SIXIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

ELIE MALTAIS,

Bureau du shérif, Malbaie, 31 mars 1913. Shérif. 1351.2
[Première publication, 5 avril 1913.]

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Saint-Hyacinthe. Saint-Hyacinthe, à savoir: JOSEPH ADOLPHE LECLERC ET AL. Demandeurs; contre JOSEPH BOUSQUET, Défendeur.

L'immeuble portant les numéros cent quatre-vingt-dix-huit, cent quatre-vingt-dix-neuf et cent quatre-vingt-dix-sept (198-199 et 197), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Théodore d'Acton, comté de Bagot, contenant environ quatre-vingt-dix arpents en superficie—avec les bâtisses y érigées; à distraire du No 197, à savoir:

Une pointe de terre située sur la concession du septième rang, de forme triangulaire, contenant environ dix arpents de terre en superficie, plus ou moins; bornée au nord par le terrain de N. Chicoine, à l'est par le C. P. Railway, au sud et à l'ouest par les dits lots Nos. 198, 199.

ing of thirty five feet in width by sixty five feet in depth together with dependencies and every thing contained in the said building and dependencies, such as machinery, tools and accessories.

2. The north half or thereabouts of a piece of land known under the name mill land, containing about one arpent and a half in width by twenty arpents in depth, being the north half of the said lot of land bearing the number one thousand and seventy nine (1079), of the said official plan and book of reference of the said parish of Baie Saint Paul, the said north half being bounded as follows: in front towards the east by the emplacement of the woolen manufactory herebefore described, in depth towards the west by the part of the said lot number one thousand and seventy nine, belonging to Gedeon Dufour, on the north by the land of Ovide Tremblay, and on the south by a line passing at thirty feet, to the south of Mill River and following the sinuities thereof said line dividing the land of Joseph Simard Alexandre, nevertheless from the public road to the Saint Lawrence river, the division line of the two hereditaments is the Mill river itself, not being in this direction the owner of the said strip of land of thirty feet to the south of the said Mill river, subject to a reserve in favor of Joseph Simard, for ever of the cutting of the wood on the said strip of land of thirty feet to the south of the aforesaid Mill river.

3. The water power existing on the said lot number one thousand and seventy nine (1079), formed by the said Mill River, from its mouth to the depth of the immovable hereabove described in the second place.

4. A part of the lot of land situate below the public road and comprised between the new and the old canal of the said Mill River being the south portion of the lot of land bearing number one thousand and seventy two (1072), of the official plan and book of reference of the parish of Baie Saint Paul, subject to a reserve of a carriage way on the said point of land for navigation purposes.

To be sold as the one and same immovable, at the church door of the parish of Baie Saint Paul, on the SIXTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

ELIE MALTAIS,

Sheriff's office, Malbaie, 31st March, 1913. Sheriff. 1353
[First published, 5th April, 1913].

Sheriff's Sales—St. Hyacinth

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Saint Hyacinth. Saint Hyacinth, to wit: JOSEPH ADOLPHE LECLERC ET AL. Plaintiffs; against JOSEPH BOUSQUET, Defendant.

A farm being numbers one hundred and ninety eight, one hundred and ninety nine and one hundred and ninety seven (198-199 and 197) on the official cadastre of the parish of Saint Theodore d'Acton, county of Bagot, containing about ninety arpents in superficies—with buildings thereon erected; to withdraw from No. 197, to wit:

A piece of ground situated on the concession of the seventh range, on triangular form, containing about ten acres in superficies, more or less; bounded on the north by the land of N. Chicoine, on east by the C. P. Railway, on the south and west side by said lots Nos. 198, 199.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Théodore d'Acton, MARDI, le VINGT-SEPTIEME jour de MAI prochain, 1913, à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. L. CORMIER, Shérif.
Bureau du Shérif, Saint-Hyacinthe, 23 avril 1913. 1717
[Première publication, 26 avril 1913.]

Ventes par le Shérif—Terrebonne

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Terrebonne. } JOSEPH STEPHENS, Demandeur; vs DAME AMANDA MARY DUGGETT ET VIR, Défendeurs, à savoir :

1° Un terrain faisant partie du lot connu sous le numéro trois cent quarante-quatre (344), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Jérôme, comté et district de Terrebonne, la dite partie étant toute la partie située entre le chemin et la rivière, et contenant trois arpents de largeur.

2° Un autre terrain étant partie du numéro trois cent quarante-six (346), et situé au même lieu, connu et désigné aux mêmes plan et livre de renvoi officiels, et contenant trois arpents de front sur la profondeur comprise depuis le chemin à la rivière, moins deux emplacements de cinquante pieds de largeur sur cent pieds de profondeur chacun, et contigus l'un à l'autre; à déduire cependant des dits lots de terre la partie vendue au "Canadian Northern Quebec Railway", et vendue 14 février 1907, contrat de vente passé par M^{re} G. Petit, et enregistré le 8 mars 1907, sous le No 53450.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale, en la ville de Saint-Jérôme, dit district, le SIXIEME jour de MAI prochain, 1913, à MIDI.

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du shérif, Sainte-Scholastique, 2 avril 1913. Shérif. 1379.2
[Première publication, 5 avril 1913.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District des Trois Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } FRANK BLAIS, Demandeur; contre HENRI BOURASSA, Défendeur, à savoir :

Tous les droits qu'a ou peut avoir le dit défendeur, Henri Bourassa, père, sur un lot de terre, de figure irrégulière, contenant cent acres en superficie, plus ou moins, situé dans le premier rang Malhiot, dans le Bloc H, au Lac à Beauce, tel que le terrain est décrit au billet de location qu'en détient actuellement le défendeur—avec les améliorations; borné à son bout par le Lac à Beauce, d'un côté par Pierre Garand, et de l'autre côté par Roméo Bourassa, et l'autre bout par les lots de la compagnie Wayagamack, le dit lot connu et

To be sold at the church door of the parish of Saint Theodore d'Acton, on TUESDAY, the TWENTY SEVENTH day of MAY next, 1913, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. L. CORMIER, Sheriff.
Sheriff's office, Saint Hyacinthe, 23th April, 1913. 1718
[First published, 26 h April, 1913]

Sheriff's Sales—Terrebonne

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

District of Terrebonne. } JOSEPH STEPHENS, Plaintiff; vs DAME AMANDA MARY DUGGETT ET VIR, Defendants, to wit :

1. A lot of land being part of lot known under number three hundred and forty four (344), of the official plan and book of reference of the parish of Saint Jérôme, county and district of Terrebonne, the said part being the whole part situate between the road and the river, and containing three arpents in width.

2. Another lot of land being part of lot known and designated under number three hundred and forty six (346), of the same official plan and book of reference and situate at the same place and containing three arpents in front by the depth comprised from the road to the river, less two emplacements of each fifty feet in width by one hundred feet in depth and adjoining one and other; also to be reserved from the said lots of land the portion sold to the "Canadian Northern Quebec Railway" on the 14th February, 1907, as per deed of sale executed before G. Petit, and registered on the 8th March, 1907, under No. 53450.

To be sold at the parochial church door, in the town of Saint Jérôme, aforesaid district, on the SIXTH day of MAY next, 1913, at TWELVE o'clock (noon).

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's office, Sainte Scholastique, 2nd April, 1913. Sheriff. 1380
[First published, 5th April, 1913].

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } FRANK BLAIS, Plaintiff; against HENRI BOURASSA, Defendant, to wit :

All the rights which the said defendant, Henri Bourassa, senior, may have on a lot of land of irregular outline containing one hundred acres in superficie, more or less, situate in the first range of township Malhiot in Block H, at Lac à Beauce, as described in the location ticket, presently held, by the defendant—with all the improvements made thereon; bounded at one end by Lac à Beauce, on one side by Pierre Garand, and on the other side by Romeo Bourassa, and at the other end by the lots of land of the Wayagamack Company, the said

désigné sous la lettre A du bloc H. A la charge par l'adjudicataire de toutes les obligations qu'incombent au défendeur en vertu du dit billet de location.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Champlain, en la paroisse Sainte-Généviève de Batiscan, le VINGT-SEPTIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shé-if.
Trois-Rivières, 23 avril 1913. 1707
[Première publication, 26 avril 1913.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } ALBERIC VILLE-
No 320 } A NEUVE, Deman-
deur ; contre FRANÇOIS ARTHUR MAR-
COTTE, Défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, les immeubles suivants, savoir :

1° Un lot de terre situé en la paroisse de Sainte-Anne de la Pérade, dans le deuxième rang, village d'Orvilliers, connu et désigné sous le numéro quatre-vingt-un (81), du cadastre d'enregistrement du comté de Champlain, pour la paroisse de Sainte-Anne de la Pérade.

2° Un lot de terre situé en la dite paroisse, dans le deuxième rang, village d'Orvilliers, connu et désigné sous le numéro quatre-vingt-trois (83), du cadastre d'enregistrement du comté de Champlain, pour la dite paroisse de Sainte-Anne de la Pérade.

3° Un lot de terre situé en la dite paroisse, dans le deuxième rang, village d'Orvilliers, connu et désigné sous le numéro quatre-vingt-quatre (84), du cadastre d'enregistrement du comté de Champlain, pour la paroisse de Sainte-Anne de la Pérade.

4° Un lot de terre situé en la dite paroisse, dans le deuxième rang, village d'Orvilliers, connu et désigné sous le numéro quatre-vingt-cinq (85), du cadastre d'enregistrement du comté de Champlain, pour la paroisse de Sainte-Anne de la Pérade.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Anne de la Pérade, le VINGT-HUITIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif, Shérif.
Trois Rivières, 23 avril 1913. 1709
[Première publication, 26 avril 1913.]

Avis du Gouvernement

No 2937. 12.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 23 avril 1913.

En conformité des dispositions de l'article 2591 des S. R. P. Q., 1909, le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Saint-François, comté de Beauce, partie des biens-fonds portant au cadastre officiel de la paroisse de Saint-François, les Nos 1309, 1303, 1306 et 1312, situés le long du chemin public qui est la ligne de séparation entre la municipalité scolaire de Saint-François, comté de Beauce et (Saint-Odilon), Cranbourne, comté de Dorchester, et bornés, du côté opposé, par l'immeuble appartenant actuellement à M. Napoléon Maheux, et d'annoncer ce territoire à la municipalité scolaire de (Saint-Odilon), Cranbourne, comté de Dorchester.

1719

lot being known and designated under the letter A of Block H. The purchaser to be subject to all the obligations to which the defendant was subject to under the location ticket.

To be sold at the registry office of the county of Champlain, in the parish of Sainte-Geneviève-de-Batiscan, on the TWENTY SEVENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's office, Sheriff.
Three Rivers, 23rd April, 1913. 1708
[First published, 26th April, 1913.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } ALBERIC VILLE-
No. 320. } A NEUVE, Plaintiff ;
against FRANÇOIS ARTHUR MARCOTTE, De-
fendant.

As belonging to the said Defendant, the following immoveables, to wit :

1. A lot of land situate in the parish of Sainte-Anne de la Pérade, in the second range, village d'Orvilliers, known and designated under number eighty one (81), of the registry cadastre of the county of Champlain, for the parish of Sainte-Anne de la Pérade.

2. A lot of land situate in the said parish, in the second range, village d'Orvilliers, known and designated under number eighty three (83), of the registry cadastre of the county of Champlain, for the said parish of Sainte-Anne de la Pérade.

3. Another lot of land situate in the said parish in the second range, village d'Orvilliers, known and designated under number eighty four (84), of the registry cadastre of the county of Champlain, for the parish of Sainte-Anne de la Pérade.

4. Another lot of land situate in the said parish in the second range, village d'Orvilliers, known and designated under number eighty five (85), of the registry cadastre of the county of Champlain, for the parish of Sainte-Anne de la Pérade.

To be sold, at the church door of the parish of Sainte-Anne de la Pérade, on the TWENTY EIGHTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 23rd April, 1913. 1710
[First published, 26th April, 1913.]

Government Notice

No. 2937. 12.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Québec, 23rd April, 1913.

In conformity with the provisions of article 2591 of the R. S. P. Q., 1909, the superintendent gives notice that application has been made to him to detach from the school municipality of Saint-François, county of Beauce, part of the lots bearing on the official cadastre of the parish of Saint-François, the Nos 1309, 1303, 1306 and 1312, situate along the public road which is the division line between the school municipality of Saint-François, county of Beauce and (Saint-Odilon) Cranbourne, county of Dorchester, and bounded on the opposite side by the immovable presently belonging to Mr. Napoléon Maheux, and to annex this territory to the school municipality of (Saint-Odilon), Cranbourne, county of Dorchester.

1720

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour d'avril 1913, constituant en corporation MM. Julien Edouard Alfred Dubuc, industriel, François-Xavier Gosselin, avocat et protonotaire, Joseph E. Cloutier, courtier, Georges St. Pierre, notaire, et Raymond Belleau, notaire, tous de la ville de Chicoutimi, dans les buts suivants :

Faire des opérations et exercer les pouvoirs ci-après énumérés dans les districts de Roberval, Chicoutimi, Saguenay, Québec, Trois-Rivières, Montmagny, Kamouraska, Rimouski et Gaspé :

Faire les affaires d'une compagnie d'éclairage, chauffage et force motrice, dans toutes ses branches, au moyen de l'électricité et du gaz naturel ou artificiel, ou de l'un ou de l'autre, construire ou acquérir ou autrement posséder des aqueducs et systèmes d'égouts et les exploiter ;

Acquérir par achat, location, ou autrement posséder toutes propriétés mobilières et immobilières, privilèges, franchises, exemptions de taxes, licences, etc., et passer tous contrats avec les municipalités ;

Acheter, louer ou autrement acquérir et posséder, construire, poser, développer, ériger, établir, mettre en opération et exploiter, maintenir et faire tous travaux nécessaires ou utiles, usines, stations, prises d'eau et pouvoirs hydrauliques, et tous appareils et entreprises en rapport avec la fourniture, la distribution et l'usage ou emploi, dans toutes ses branches et sous toutes formes, de l'eau, de l'électricité et du gaz, pour fins industrielles ou autres, publiques ou privées ;

Fabriquer, acheter et vendre, en gros et en détail toutes espèces d'effets, marchandises, appareils et outils requis par la compagnie, sa clientèle, ses employés et ouvriers ;

Acquérir par achat, bail ou autrement, de toutes compagnies, sociétés ou personnes, faisant des affaires en tout ou en partie semblables à celles de la compagnie, les franchises, et quelques-unes ou la totalité des droits, privilèges et pouvoirs conférés à ou possédés par telles compagnies, sociétés ou personnes ainsi que leurs entreprises ou toutes parties d'icelles, pour tels prix et considérations et moyennant les termes et conditions dont les parties pourront convenir, et spécialement pour les actions, privilégiées ou ordinaires, les bons, obligations ou autres valeurs de la compagnie, ou détenue par elle.

Vendre, louer ou autrement aliéner les affaires, franchises, pouvoirs, propriétés et entreprises de la compagnie, en tout ou en partie, pour tels prix, considérations et conditions que la compagnie jugera à propos, et spécialement pour les actions privilégiées ou ordinaires, les bons, obligations ou autres valeurs de toute compagnie constituée en corporation ou détenues par elle ;

Souscrire et payer, ou autrement acquérir, détenir des actions privilégiées ou ordinaires, bons, obligations, débetures ou autres valeurs, d'une ou de plusieurs compagnies constituées en corporation ; nommer un procureur ou des représentants pour assister et voter pour et au nom de la compagnie aux assemblées de ces compagnies dont elle pourra détenir les actions, bons ou autres valeurs, pourvu que tels procureurs ou représentants soit lui-même ou soient eux-mêmes un ou des actionnaires de ces compagnies ;

Emprunter de l'argent de toute personne ou corporation, en émettant des billets, des débetures ou obligations ou des actions privilégiées, hypothéquer à la garantie de tous emprunts contractés, la totalité ou partie des biens de la compagnie, transporter en garantie de tous emprunts, toute hypothèque, ou autres droits et valeurs appartenant à la compagnie ;

Payer en actions entièrement acquittées, privilégiées ou autres, toutes obligations contractées par la compagnie, et spécialement en considération de biens ou de droits acquis ou reçus, le travail fait,

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the sixteenth day of April, 1913, incorporating Messrs. Julien Edouard Alfred Dubuc, manufacturer, François Xavier Gosselin, advocate and prothonotary, Joseph E. Cloutier, broker, Georges St. Pierre, notary, and Raymond Belleau, notary, all of the town of Chicoutimi, for the following purposes :

To carry on the operations and exercise all the powers hereunder enumerated within the districts of Roberval, Chicoutimi, Saguenay, Quebec, Three Rivers, Montmagny, Kamouraska, Rimouski and Gaspé ;

To carry on the business of a light, heat and power company, in all its branches, by means of natural or artificial gas, or either, construct, acquire or otherwise hold waterworks and sewer systems and exploit same ;

To acquire by purchase, location or otherwise hold any moveable or immovable property, privileges, franchises, exemption from taxes, licences and to enter into contracts with municipalities ;

To purchase, lease or otherwise acquire and hold, construct, install, develop, erect, establish, operate and exploit, maintain and erect any necessary or suitable works, power-houses, stations, water intakes and water powers and any apparatus and undertakings in connection with the supplying distribution using or employing, in all their branches and under all forms, of water, electricity and gas, for manufacturing, public, private or other purposes ;

To manufacture, purchase and sell wholesale and retail all kinds of goods, merchandise, apparatuses and implements required by the company, its clients, employees and workmen ;

To acquire by purchase, lease or otherwise from any companies, firms or persons carrying on any business in whole or in part similar to that of this company, franchises, and any or the whole of the rights, privileges and powers granted to or held by such companies, firms or persons as well as their undertakings or any part thereof for such prices and considerations and on such terms and conditions which the parties may determine and specially for preferred or common stock, bonds, debentures or other securities of or held by the company ;

To sell, lease or otherwise alienate the business, franchises, powers, property and undertakings of the company, in whole or in part, for such prices and considerations and on the conditions which the company may think proper and specially for preferred or common stock, bonds, debentures or other securities of or held by any incorporated company ;

To subscribe and pay for or otherwise acquire, and hold preferred or common stock, bonds, debentures or other securities of any incorporated company or companies ; to appoint an attorney or representatives to assist and vote, for and in the name of the company, at the meetings of such companies in which it may hold shares, bonds or other securities, provided that such attorneys or representatives be a shareholder or shareholders of such companies ;

To borrow money from any person or corporation by issuing notes, debentures, obligations or preferred stock hypothecate, for the security of any loans entered into the whole or part of the company's property, convey as security for any loans any hypothec, rights or powers held by the company ;

To pay in paid up, preferred or other stock, for any liabilities incurred by the company and specially in consideration of any property or rights acquired or received, work done, securities given,

garanties données ou promesses, ou de services rendus ou qui doivent être rendus dans le but d'atteindre les fins de la compagnie, y compris les services rendus par les promoteurs de la compagnie ;

Racheter ses propres actions privilégiées ou autres avec ses fonds de surplus, dans les cas et aux conditions pourvus par ses règlements ;

Adopter des règlements à l'effet de permettre à tout directeur absent de se faire représenter aux assemblées des directeurs, par procuration donnée à l'un de ses collègues ;

Faire tous les actes et opérations qui sont un accessoire de ceux ci-dessus énumérés ou qui peuvent faciliter la réalisation des fins de sa constitution en corporation, sous le nom de "La Société d'Éclairage et d'Énergie Électrique du Saguenay", avec un capital de un million de piastres (\$1,000,000.00), divisé en dix mille (10,000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Chicoutimi.

Daté au bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour d'avril 1913.

1675

C. J. SIMARD,
Sous secrétaire de la province.

Avis Divers

Cour Supérieure.—Quebec.

No 160.

Geneviève Fecteau, de la ville de Lévis, épouse commune en biens du dit Alcide Côté, dûment autorisée à ester en justice.

Demanderesse ;

vs

Alcide Côté, de la ville de Lévis, charpentier,

Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée le 21 avril 1913, dans cette cause.

PELLETIER, BELLEAU,

BAILLARGEON & BELLEAU,

Procs. demanderesse.

Québec, 24 avril 1913.

1721

Province de Québec,
District de Richelieu.

} *Cour Supérieure.*

No 5481.

Dame Marie-Louise Arpin, de la paroisse de Sainte-Victoire, dans le district de Richelieu, épouse commune en biens de Paul Plante, cultivateur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice.

Demanderesse ;

vs

Le dit Paul Plante,

Défendeur.

Une action en séparation de corps a été instituée en cette cause, le 31 mars 1913.

CARDIN & ALLARD,

Procureurs de la demanderesse.

Sorel, 18 avril 1913.

1731

Démembrement de la paroisse de l'Immaculée-Conception et érection de la nouvelle paroisse de Saint-Marc, évangéliste.

Avis public est par le présent donné que, par autorité de Monseigneur l'Archevêque de Montréal, le territoire ci-après désigné, savoir : Vers le nord-ouest, par les limites de la paroisse de Saint-Bernardin-de-Sienne ; vers le sud-ouest, par le centre de la ruelle qui sépare les rues Fullum et des Ecorres, à partir de la paroisse de Saint-Bernardin-de-Sienne jusqu'au centre du chemin de la Côte Visitation ; vers le sud-est, par le centre du chemin de la Côte Visitation, à partir de la ruelle qui sépare es rues Fullum et des Ecorres jusqu'au centre de la montée Saint-Michel ; vers le nord-est, par le centre de la montée Saint-Michel, à partir du centre

promises, services rendered or to be rendered for the attainment of the purposes of the company including services rendered by the promoters of the company ;

To redeem its own shares, preferred or otherwise, with its surplus funds in the manner and on the conditions provided by its by-laws ;

To adopt by-laws for the purpose of permitting any absent director to be represented at the director's meeting, by proxy given to any one of his colleagues ;

To do all such acts and carry on all operations as are incidental to those above enumerated or which may facilitate the attainment of the purposes for which the company is incorporated, under the name of "La Société d'Éclairage et d'Énergie Électrique du Saguenay", with a capital stock of one million dollars (\$1,000,000.00), divided into ten thousand (10,000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Chicoutimi.

Dated from the office of the Provincial Secretary this sixteenth day of April, 1913.

1676

C. J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary.

Miscellaneous Notices

Superior Court.—Quebec.

No. 160.

Geneviève Fecteau, of the town of Levis, wife common as to property of Alcide Côté, duly authorized "to ester en justice",

Plaintiff ;

vs

Alcide Côté, of the town of Levis, carpenter,

Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 21st April, 1913.

PELLETIER, BELLEAU,

BAILLARGEON & BELLEAU,

Attorneys for plaintiff.

Quebec, 24th April, 1913.

1722

Province of Quebec,
District of Richelieu.

} *Superior Court.*

No. 5481.

Dame Marie Louise Arpin, of the parish of Saint Victoire, district of Richelieu, wife common as to property of Paul Plante, farmer, of the same place, duly authorized à " ester en justice",

Plaintiff ;

vs

The said Paul Plante,

Defendant.

An action for separation as to bed and property has been instituted in this cause, the 31st day of March, 1913.

CARDIN & ALLARD,

Attorneys for plaintiff.

Sorel, 18th April, 1913.

1732

Dismemberment of the parish of the Immaculée-Conception and erection of the new parish of Saint Marc, Evangelist.

Public notice is hereby given that, under of the authority of His Grace, the Archbishop of Montreal, the hereafter designated territory, to wit :

Towards the north west, by the limits of the parish of Saint-Bernardin-de-Sienne ; towards the south west, by the center of the lane between Fullum and Des Ecorres streets, from the parish of Saint-Bernardin-de-Sienne to the center of the road of the " Côte Visitation " ; towards the south east, by the center of the road of the " Côte Visitation ", from the lane between Fullum and Des Ecorres streets to the center of the " Montée Saint Michel " ; towards the north east by the center of the " Montée

du chemin de la Côte Visitation jusqu'aux limites de la paroisse de Saint-Bernardin-de-Sienne. Le tout d'après un plan figuratif préparé spécialement à cet effet.

Pour être démembré le dit territoire ci-haut désigné de la paroisse de l'Immaculée-Conception et être érigé en titre de cure et de paroisse, sous l'invocation de Saint-Marc, évangéliste, dont la fête se célèbre le vingt-cinq avril et être les résidents sur ce dit territoire et les possesseurs des terrains ci-dessus indiqués desservis par les curés ou desservants de la dite paroisse de Saint-Marc, évangéliste, leur enjoignant de leur payer les dîmes et les obligations telles qu'usitées et autorisées dans ce diocèse, et de leur porter respect et obéissance dans toutes les choses qui appartiennent à la religion et qui intéressent leur salut.

1701 Mr. J. P. A. BELANGER,
2105, rue Poupart, Montréal.

Démembrement de la paroisse de l'Immaculée-Conception et annexion à la paroisse de Saint-Jean Berchmans.

Avis public est par le présent donné que, par autorité de Monseigneur l'Archevêque de Montréal, le territoire ci-après désigné, savoir :

Vers le nord-ouest, par les limites de la paroisse de Saint-Bernardin de Sienne ; vers le sud-ouest, par le centre de la rue Delorimier ; vers le sud-est, par le centre du chemin de fer du Pacifique Canadien ; vers le nord-est, partie par le centre des rues Fullum et des Ecorces, à partir de la paroisse de Saint-Bernardin de Sienne jusqu'au centre du chemin de la Côte Visitation, en allant vers le nord-est, jusqu'à la ligne limitative sud ouest du numéro six (6) du cadastre, et partie par la ligne limitative sud ouest des numéros six et sept (6 et 7) du cadastre, à partir du centre du chemin de la Côte Visitation jusqu'au chemin de fer du Pacifique Canadien, le tout d'après un plan figuratif préparé spécialement à cet effet.

Pour appartenir le dit territoire ci-haut désigné à la paroisse de Saint-Jean Berchmans, et être les résidents sur ce dit territoire et les possesseurs des terrains ci-dessus indiqués desservis par les curés ou desservants de la dite paroisse de Saint-Jean Berchmans, leur enjoignant de leur payer les dîmes et les obligations telles qu'usitées et autorisées dans ce diocèse, et de leur porter respect et obéissance dans toutes les choses qui appartiennent à la religion et qui intéressent leur salut.

1399 L'ABBÉ J. D. ARTHUR GUAY,
Curé de Saint-Jean Berchmans,
Montréal.

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
No. 66.

Frederick James Jago, faisant affaires à Montréal, sous le nom de "F. J. Jago & Co." a, ce jour, fait cession de ses biens, au greffe de cette cour, et j'ai été nommé gardien provisoire.

ALFRED E. BALFRAY.
Montréal, 19 avril 1913. 1713

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier dividende a été préparé dans l'affaire de N. E. Rousseau, marchand, de Québec, et sera payable à mon bureau le ou après le 12 mai 1913.

1723 R. ERNEST LEFAIVRE,
Curateur.

Saint-Michel", from the road of the "Côte Visitation" to the limits of the parish of Saint-Bernardin-de-Sienne. The whole according to a figurative plan specially prepared for that purpose.

The territory above designated to be dismembered from the parish of Immaculée-Conception and be erected into a cure and parish under the name of Saint Marc, Evangelist, whose feast is celebrated on the twenty fifth April, and the residents of the said territory, and the possessors of the lands hereabove indicated to be served by the cures or assistants of the said parish of Saint Marc, Evangelist, enjoining upon the farmer to pay them such titles and offerings as are usual and authorized in this diocese and to respect and obey them in all matters pertaining to religion and relating to their salvation.

1702 Rev. J. P. A. BELANGER,
2105, Poupart Street, Montreal.

Dismemberment of the parish of Immaculée-Conception and annexation to the parish of Saint-Jean Berchmans.

Public notice is hereby given that, under the authority of His Grace the Archbishop of Montreal, the hereafter designated territory, to wit :

Towards the north-west, by the limits of the parish of Saint-Bernardin-de-Sienne ; towards the south west, by the center of Delorimier street ; towards the south east, by the center of the Canadian Pacific Railway line ; towards the north east partly, by the center of the lane of Fullum and Des Ecorces streets, from the parish of Saint-Bernardin-de-Sienne to the center of the road of the Côte Visitation, thence by the center of the road Côte Visitation in a north easterly direction to the south west division line of lot number six (6), of the cadastre, and partly by the south west division line of lot numbers six and seven (6 and 7), of the cadastre from the center of the road of the Côte Visitation to the Canadian Pacific Railway, the whole according to a figurative plan specially prepared for that purpose.

The said territory hereinabove described to belong to the parish of Saint Jean Berchmans, and the residents of the said territory and the possessors of the lands hereinabove indicated to be served by the curés or assistants of the said parish of Saint Jean Berchmans, enjoining upon the former to pay them such titles and offerings as are usual and authorized in this diocese and to respect and obey them in all matters pertaining to religion and relating to their salvation.

1700 L'ABBÉ J. D. ARTHUR GUAY,
Curé de Saint-Jean Berchmans,
Montréal.

Bankrupt Notices

Province of Québec, }
District of Montreal } Superior Court.
No. 66.

Frederick James Jago, doing business at Montreal, under the name of "F. J. Jago & Co.", has, this day, made an abandonment of his property, and I have been appointed provisional guardian.

ALFRED E. BALFRAY.
Montreal, 19th April, 1913. 1714

Notice is hereby given that a first and final dividend has been prepared in the matter of N. E. Rousseau, merchant, of Québec, which will be payable at my office on or after the 12th May, 1913.

1724 R. ERNEST LEFAIVRE,
Curator.

Ordre de Cour

Province de Québec, }
 District de Joliette. } *Cour de Circuit.*
 No. 1720. }

Vendredi, le 18^e jour d'avril 1913.

Présent : L'honorable F. O. Dugas, J. C. S.
 Eugène Tellier, Demandeur ;

vs
 Ferdinand Villeneuve, Défendeur ;

et
 Adélaré Villeneuve, Tiers-Saisie ;

et
 Joseph Villeneuve *et al.*, Opposants.

Vu la requête du demandeur et l'allégation d'insolvabilité du défendeur, il est ordonné que les créanciers du dit défendeur soient appelés, par un avis à être publié deux fois en langue française et deux fois en langue anglaise, dans la "Gazette Officielle de Québec", à produire leurs réclamations contre le dit défendeur, sous quinze jours de la première insertion du présent avis dans la dite "Gazette officielle de Québec".

Par le juge,

(Vraie copie),

DUCHARME & RIVEST,
 G. C. C.

1725

Proclamations

Canada, }
 Province de } F. LANGELIER.
 Québec. }

[L. S.]

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi Empereur des Indes, A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'icelles pourront concerner, —SALUT.

PROCLAMATION.

ROBERT ROCHER, }
Assistant-Procureur-Général } ATTENDU que
suppléant. } des commissaires
 dûment nommés pour les fins du chapitre premier du titre neuf des statuts refondus de la Province de Québec, dans et pour le diocèse catholique romain de Montréal, dans Notre province de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, a, sous l'autorité des dits statuts, transmis au Lieutenant-Gouverneur de Notre dite province de Québec, son certificat constatant qu'il n'a été déposé à son bureau aucune opposition à la reconnaissance du décret canonique de l'autorité ecclésiastique du dit diocèse et aussi le dit décret canonique dans lequel sont décrites et déterminées les limites et bornes qu'ils croient le plus convenable d'assigner à la paroisse de Notre-Dame-de-Mont-Carmel, dans le comté de Saint-Jean, dans le dit diocèse susdit, comme suit, savoir :

La paroisse de Notre-Dame du Mont-Carmel, dans le comté de Saint-Jean, est détachée de la paroisse de Saint-Bernard de Lacolle, et comprend :

- 1° La première, la deuxième, la troisième concession sud du domaine.
- 2° La première, la deuxième, la troisième concession sur le domaine.
- 3° La troisième concession Nord, la quatrième concession Nord du domaine.
- 4° La quatrième concession Burtonville Road,
- 5° La cinquième concession de Léry.
- 6° La deuxième concession au Nord de la rivière Lacolle.

Order of the Court

Province of Quebec, }
 District of Joliette. } *In the Circuit Court.*
 No. 1720. }

Friday, the 18th day of April, 1913.

Present : The Honorable F. O. Dugas, J. S. C.
 Eugène Tellier, Plaintiff ;

vs
 Ferdinand Villeneuve, Defendant ;

and
 Adélaré Villeneuve, Garnisher ;

and
 Joseph Villeneuve *et al.*, Opposants.

Seeing the petition of the said plaintiff and the alleged insolvency of the said defendant, it is ordered that the creditors of the said defendant be called in by two publications in the french and english languages in the "Quebec Official Gazette", and that its creditors do file their claims herein, within fifteen days from the date of the first insertion of the present order in the said "Quebec Official Gazette".

By the judge,

(True copy),

DUCHARME & RIVEST,
 C. C. C.

1726

Proclamations

Canada, }
 Province of } F. LANGELIER.
 Quebec. }

[L. S.]

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India, To all to whom these presents shall come or whom the same may concern, —GREETING

PROCLAMATION.

ROBERT ROCHER, }
Acting Assistant Attorney } WHEREAS the
General. } secretary to the
 duly appointed commissioners for the purposes of chapter first of title nine of the Revised Statutes of the Province of Quebec, in and for the Roman Catholic diocese of Montreal, in Our Province of Quebec, canonically acknowledged and erected by the ecclesiastical authorities, has, under the authority of the said Statutes, transmitted to the Lieutenant-Governor of Our said province of Quebec, his certificate establishing that no opposition has been made to the civil recognition of the canonical decree of the Ecclesiastical authorities together with the canonical decree, by which they describe and declare the limits and boundaries which they think most expedient to be assigned to the parish of Notre-Dame-de-Mont-Carmel, in the county of Saint Jean, in the said roman catholic diocese of Montreal, to be as follows, that is to say :

The parish of Notre-Dame du Mont-Carmel, in the county of Saint-Jean to be detached from the parish of Saint Bernard de Lacolle, comprises :

1. The first, second and third concession south of the domain.
2. The first, second and third concession upon the domain.
3. The third concession north and the fourth concession north of the domain.
4. The fourth concession Burtonville Road,
5. The fifth concession de Léry.
6. The second concession on the north of the river Lacolle.

7° La partie de la rivière Lacolle comprise entre sa rive droite et son axe, depuis le prolongement de la ligne ouest de la paroisse de Saint-Valentin jusqu'à l'estuaire de la dite rivière Lacolle.

8° La partie de la rivière Richelieu, vis-à-vis la première concession sud du domaine et la première concession sur le domaine, comprise entre la rive gauche de la dite rivière et son axe.

A CES CAUSES, Nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes confirmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes de la paroisse de Notre-Dame-de-Mont-Carmel, ci-dessus décrites ;

Et Nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes ordonnons et déclarons que la paroisse de Notre-Dame de Mont-Carmel, décrite comme susdit, sera une paroisse pour toutes les fins civiles en conformité des dispositions des susdits statuts.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes, et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR FRANÇOIS LANGELIER, Chevalier, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de Québec, à Québec, ce VINGT-TROISIÈME jour d'AVRIL, en l'année mil neuf cent treize de l'ère chrétienne et de Notre règne la troisième année.

Par ordre,

C. J. SIMARD,

Sous-secrétaire de la province

1729

Canada,
Province de
Québec.

F. LANGELIER.

[L. S.]

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes,

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

ROBERT ROCHER,
Assistant-Procureur-Général
suppléant.

ATTENDU que sur présentation au conseil municipal du comté de Soulanges, d'une requête des deux-tiers des électeurs municipaux qui sont en même temps propriétaires, habitant un certain territoire y mentionné, situé dans la municipalité de la paroisse Saint-Zotique, dans le dit comté, dans Notre province de Québec, demandant l'érection de ce territoire en municipalité de village, le dit conseil du dit comté de Soulanges a nommé M. J. E. Dumenil, surintendant spécial, et l'a chargé de visiter le dit territoire, de constater le nombre de maisons y bâties et habitées, et de faire rapport sur la dite requête ;

ET ATTENDU que le dit surintendant spécial a fait au dit conseil un rapport mentionnant le nombre de maisons bâties et habitées sur le dit territoire, et la désignation des limites qui, dans son opinion, doivent être données au territoire ci-après plus particulièrement décrit, contenant au moins quarante maisons habitées dans une étendue n'excédant pas soixante arpents en superficie ;

ET ATTENDU que le dit rapport du dit surintendant spécial a été homologué sans amendements par le conseil du susdit comté ;

ET ATTENDU que le Lieutenant-Gouverneur de

7. The part of the river Lacolle comprised between its right bank and its axis from the prolongation of the western line of the parish of Saint-Valentin to the estuary of the said river Lacolle.

8. The part of the river Richelieu opposite the first concession south of the domain and the first concession upon the domain comprised between the left bank of the said river and its axis.

NOW KNOW YE, that We have confirmed, established and recognised, and by these presents do confirm, establish and recognise the aforesaid limits and boundaries of the parish of Notre-Dame-de-Mont-Carmel aforesaid ;

And We have erected and declared, and by these presents erect and declare the said parish of Notre-Dame-de-Mont-Carmel, to be a parish for all civil purposes, agreeably to the provisions of the aforesaid Statutes.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our Province of Québec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable SIR FRANÇOIS LANGELIER, Knight, Lieutenant Governor of Our Province of Québec.

At Our Government House of the Province of Québec, in Québec, this TWENTY THIRD day of APRIL, in the year one thousand nine hundred and thirteen, in the christian era, and in the third year of Our Reign.

By command,

C. J. SIMARD,

Deputy Provincial Secretary.

1730

Canada.
Province of
Québec.

F. LANGELIER.

[L. S.]

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India,

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING :

PROCLAMATION.

ROBERT ROCHER,
Acting Deputy Attorney
General.

WHEREAS on presentation to the county council of the county of Soulanges, of a petition from two-thirds of the municipal electors dwelling in a certain territory therein mentioned, situate in the municipality of the parish of Saint-Zotique, in the said county, in Our province of Québec, praying for the erection of the said territory into a village municipality, the said county council of the said county of Soulanges has named Mr. J. E. Dumenil, special superintendent, charged to visit the aforesaid territory, to establish the number of houses thereon erected and inhabited, and to report on the said petition :

AND WHEREAS the said special superintendent has transmitted to the said council a report mentioning the number of houses erected and inhabited on the said territory, and the designation of the limits which, in his opinion, should be assigned to the said tract of land hereinafter more particularly described, containing at least forty inhabited houses in a space not exceeding sixty arpents in extent ;

AND WHEREAS the said report of the said special superintendent has been duly homologated without amendments by the council of the county aforesaid ;

AND WHEREAS the Lieutenant Governor of Our

Notre Province de Québec, a, par et avec l'avis du Conseil Exécutif de Notre dite Province, approuvé le dit rapport :

A CES CAUSES, en vertu des dispositions du Code Municipal de Notre dite Province, Nous déclarons que le dit territoire, savoir :

Tout le territoire borné comme suit, savoir :

La municipalité du village de Saint Zotique, dans le comté de Soulanges, est détachée de la municipalité de la paroisse de Saint Zotique, et ses limites, en référence au numérotage du cadastre officiel de cette paroisse, sont comme suit, savoir :

Partant du point où aboutit au lac Saint François la ligne entre les lots Nos. 673 et 676 ; de là, vers le nord-ouest, cette ligne, et son prolongement en travers le chemin du Roi, puis, suivant le même alignement, la ligne sud-ouest du lot No. 670, jusqu'à un point situé à une distance du dit chemin du Roi, d'environ 528 pieds anglais ; de là, vers le nord-est, une ligne parallèle au chemin du Roi, en travers les lots Nos. 670, 668, 661, 630, jusqu'au coin sud du lot No. 642, puis, la ligne sud-est de ce dernier lot prolongée jusqu'à l'axe de la montée Sainte Catherine, et cet axe, vers le nord-ouest, jusqu'au prolongement, à icelui axe, de la ligne sud-est du lot No. 460 ; de là, vers le nord-est, le dit prolongement, la ligne sud-est des lots Nos. 460 et 459 prolongée en travers la rue St Laurent, la ligne sud-est des lots Nos. 402 et 401 prolongée en travers la rue Sainte Marie, la ligne sud-est des lots Nos 160 et 159 prolongée en travers la rue Barré, et la ligne sud-est du lot No 106, jusqu'à la ligne sud-ouest du lot No 57 ; de là, vers le nord-est, une ligne parallèle au et distante du chemin du Roi d'environ 590 pieds anglais, en travers les lots Nos 57, 55, 50, 48, 45, 41, 39, 34, jusqu'à la ligne sud-ouest du lot No 33, à un point situé à la même distance du chemin royal que celle mentionnée plus haut, soit à peu près 590 pieds au nord-ouest du dit chemin ; de là, vers le sud-est, la susdite ligne sud-ouest du lot No 33, jusqu'à la rive nord-ouest du lac Saint-François, puis, vers le sud-ouest, cette rive nord-ouest du lac Saint-François jusqu'au point de départ, sera détachée de la municipalité de la paroisse de Saint-Zotique, et formera une municipalité séparée sous le nom de "La municipalité du village de Saint-Zotique", à partir de ce jour.

Et par les présentes Nous faisons, constituons, érigeons et déclarons que le dit village de Saint-Zotique forme une municipalité de village, conformément aux dispositions du code municipal de la province de Québec.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR FRANÇOIS LANGELIER, Chevalier, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de Québec, à Québec, ce VINGT-TROISIÈME jour d'AVRIL en l'année mil neuf cent treize, de l'ère chrétienne et de Notre règne la troisième année.

Par ordre,

C. J. SIMARD,

Sous-secrétaire de la province.

1727

Province of Quebec, has, by and with the advice of the Executive Council of Our said Province, approved the said report ;

NOW KNOW YE, that, under the authority of the Municipal Code of the Province of Quebec, We do hereby declare that the said territory, to wit :

The territory bounded and described as follows, to wit :

The municipality of the village of Saint Zotique, in the county of Soulanges, is detached from the municipality of the parish of Saint Zotique, and its limits in reference to the numbering of the official cadastre of the aforesaid parish, are as follows, to wit :

Starting from the point where the line between lots Nos. 673 and 676, terminates at Lake Saint Francis ; thence towards the north west, this line and its prolongation through the King's highway, then following the same alignment, the south west line of lot No. 670, to a point situate at a distance of about 528 feet, english measure, from the said King's highway ; thence towards the north east a line parallel to the King's highway, through lots Nos. 670, 668, 661, 630 to the south, corner of lot No. 642, then the south west line of the said lot No. 642, prolonged to the axis of the montée Sainte Catherine, and this axis, towards the north west, to the prolongation to the said axes, of the south east line of lot No. 460 ; thence, towards the north east, the said prolongation, the south east line of lots Nos 460 and 459, prolonged through Saint Laurent street, the south east line of lots Nos 402 and 401 prolonged through Saint Mary street, the south east line of lots Nos 160 and 159 prolonged through Barré street, and the south east line of lot No. 106, to the south west line of lot No. 57 ; thence, towards the north east, a line parallel to and at a distance of about 590 feet, english measure, from the King's highway, through lots Nos 57, 55, 50, 48, 45, 41, 39, 34, to the south west line of lot No. 33, to a point situate at the same distance from the King's highway as aforesaid that is about 590 feet to the north west of the said highway ; thence, towards the south east the aforesaid south west line of lot No 33, to the north west bank of Lake Saint Francis ; thence towards the south west, the said north west bank of Lake Saint Francis, to the starting point shall be detached from the municipality of the parish of Saint Zotique, and shall henceforth form a separate municipality under the name of the "Municipality of the village of Saint Zotique".

And We do hereby make, constitute, erect and declare the said village of Saint Zotique a village municipality, pursuant to the provisions of the said municipal code of the province of Quebec.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed WITNESS, Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable SIR FRANÇOIS LANGELIER, Knight, Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

At Our Government House of the Province of Québec, in Québec, this TWENTY THIRD day of APRIL, in the year one thousand nine hundred and thirteen and in the third year of Our Reign.

By command,

C. J. SIMARD,

Deputy Provincial Secretary.

1728

-2 MAY 1913

Index de la Gazette Officielle de Québec No 17

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Bélanger vs Laliberté.....	913
" Berthiaume vs Hébert.....	913
" Bilodeau vs Pouliot.....	913
" Boulais vs Hamel.....	914
" Caillé vs Beaudry.....	912
" Champagne vs Tanguay.....	911
" Couillard vs Bourcier.....	913
" Donahue vs Redmond.....	914
" Dufour vs Vadebonceur.....	914
" Dufresne vs Deguire.....	914

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :—Dme Arpin vs Plante, 928 ; Dme Shink vs Roy, 911.

AGRICULTURE :—Sociétés Coopératives Agricoles :—Batiscan, 888 ; Saint-Narcisse, 888 ; Sainte-Thécle, 888.

ANNONCEURS :—Avis aux :—Concernant avis, etc. 885.

AVIS :—National-Acme Manufacturing Coy, 887 ; Cie J. M. Nault, 911.

BILLS PRIVÉS. P. Q. :—Avis au sujet des :—Assemblée législative, 908 ; Conseil législatif, 907.

CERCLES AGRICOLES, FORMATION DE :—Paroisse Saint-Liboire, 889 ; Municipalité de l'Étang-du-Nord, 889.

COMPAGNIES AUTORISÉES A FAIRE DES OPÉRATIONS :—Positive Clutch & Pully Works, Ltd, 889 ; The American Talking Picture Coy, 889.

DÉCRETS CANONIQUES :—Annexion de la paroisse de l'Immaculée Conception à la paroisse de Saint-Jean Berchmans, 929 ; Erection de la paroisse Saint-Marc Évangéliste, 928.

ERRATUM :—Page 236, 1er février 1913, Nos 471-2, 887.

FAILLIS :—INSOLVENTS :

Asbestos Products Co of Canada.....	917
Boily.....	917
Brun.....	916
Godbout.....	916
Jago.....	929
Lafrance.....	916
Laugelvin Frères.....	917

LETTRES PATENTES :—

Denis Realty Ltd.....	898
La Cie Hydraulique de Saint-Paulin, Ltée... 903	
La Cie Immobilière de Yamaska.....	897
La Cie St-Edouard, Ltée.....	892
L'Association des Courses de Québec, Ltée... 905	
Le Société d'Éclairage et d'Énergie Électrique du Saguenay.....	928
Lower Canada Realities Ltd.....	906
Montreal Land Ltd.....	893

Index of the Quebec Official Gazette, No. 17.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Fecteau vs Côté.....	928
" Gariépy vs Boulanger.....	912
" Gauthier vs Turmel.....	913
" Gonneville vs Lavallée.....	912
" Jalette vs Barrette.....	912
" Lemelin vs Labrecque.....	914
" Perreault vs DesRosiers.....	915
" Poulin vs Denis.....	913
" Robidoux vs Blais.....	914
" Thibodeau vs Duff.....	913

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD :—Dme Arpin vs Plante, 928 ; Dme Shink vs Roy, 911.

AGRTCULTURAL :—Cooperative Agricultural Associations :—Batiscan, 888 ; Saint-Narcisse, 888 ; Sainte-Thécle, 888.

ADVERTISEMENTS :—Notice to :—Respecting notices, etc, 885.

NOTICE :—National-Acme Manufacturing Coy, 887 ; Cie J. M. Nault, 911.

PRIVATE BILLS. P. Q. :—Notices respecting the :—Legislative Assembly, 908 ; Legislative Council, 907.

FARMERS' CLUB, FORMATION OF :—Parish Saint-Liboire, 889 ; Municipality of l'Étang-du-Nord, 889.

COMPANIES AUTHORIZED TO DO BUSINESS :—Positive Clutch & Pully Works, Ltd, 889 ; The American Talking Picture Coy, 889.

CANONICAL DECREES :—Annexation of the parish of l'Immaculée Conception to the parish of Saint-Jean Berchmans, 929 ; Erection of the parish of Saint Marc, evangelist, 928.

ERRATUM :—Page 236, 1st February, 1913, Nos. 471-2, 887.

FAILLIS —INSOLVENTS

Marcel.....	916
Robert (Dme).....	917
Rousseau.....	929
The National Knitting Co, Ltd.....	915
Thomson.....	916
Walker.....	917

LETTERS PATENT :—

Natashquan Fisheries Ltd.....	902
National Lumber Co Ltd.....	903
Parc St-Louis, Lté.....	895
Regent-Knitting Mills Ltd.....	990
Russian Oriental Trading Coy.....	896
The British American Fashion Coy, Ltd.....	904
The Home Provident Association, Ltd.....	890
The Lion Press, Ltd.....	896
Wickham Furniture Coy, Ltd.....	898

MUNICIPALITÉS SCOLAIRES : — Demande d'annexer ou d'ériger, etc.—Saint-Roch-Nord — Mun. cité de Québec, 907.
Mun. Saint-François—Saint-Odilon, 926.
Montée Gagnon—Cap Saint-Martin, 890.
Saint-Edouard de Knowlton, 889.
Saint-Victor de Tring—Saint Ephrem, 907.

NOMINATIONS : —

Commissaire pour recevoir affidavits : — M. Alfred Baker, 885.
Conseillers municipaux : — South East, 885 ; Mun. Danholm, 885.
Estimateurs : — Mun. Saint-Odilon, 886.

NOTAIRES, MINUTES DE DEMANDE DE TRANSFERT : — Jos. Ed. Boivin, 864.

ORDRES DE COUR : — Fry & Sons Ltd vs Dme Desjardins et vir, 918 ; Tellier vs Villeneuve, 930

PROCLAMATIONS : — Convocation des Chambres, 886 ; Jour des Arbres, 886 ; Notre-Dame du Mont Carmel, 930 ; Village de Saint-Zotique, 931.

RÉSOLUTION : — Conseil municipal du comté de Québec, 915.

VENTE PAR ENCAN — Canadian Express Coy, 911 ; Dominion Express Co., 911.

VENTES PAR LES SHERIFS

BEAUCÉ : — Couture vs Gosselin, 918 ; Campeau (Dme) et vir vs Hallé, 918.

JOLIETTE : — Gratton vs Gaudreault, 919 ; Soumis vs Fisette, 919.

KAMOURASKA : — Michaud vs Dumont et al, 919.

MONTMAGNY : — Coulombe vs Bernier, 920.

MONTREAL : — Berthiaume vs Magnan, 921 ; Brouillet vs Roy, 921 ; Emond et al vs Morel, 921 ; Laurendeau vs Lachapelle, 922.

QUÉBEC : — Brown vs Dme Bonneau, 922.

ROBERVAL : — St. Pierre vs Laroche et al, 923.

SAGUENAY : — Forget vs Forget, 923.

SAINTE-HYACINTHE : — Leclerc et al vs Bousquet, 924.

TERRÉBONNE : — Stephens vs Dme Duggett et vir, 925.

TROIS-RIVIÈRES : — Blais vs Bourassa, 925 ; Villeneuve vs Marcotte, 926.

SCHOOL MUNICIPALITIES : — Application to annex or to erect. — Saint Roch Nord—Mun. (city of) Quebec, 907.

Mun. St. Francis—Saint Odilon, 926.
Montée Gagnon—Cap Saint Martin, 890.
Saint Edouard de Knowlton, 889.
Saint Victor de Tring—Saint Ephrem, 907.

APPOINTMENTS : —

Commissioner to receive affidavits : — Mr. Alfred Baker, 885.
Municipal Councillors : — South East, 885 ; Mun. Danholm, 885.
Valuators : — Mun. Saint-Odilon, 886.

NOTARIAL MINUTES, APPLICATION FOR TRANSFER : — Jos. Ed. Boivin, 864.

ORDER OF COURT : — Fry & Sons Ltd vs Dme Desjardins et vir, 918 ; Tellier vs Villeneuve, 930.

PROCLAMATIONS : — Parliament convoked, 886 ; Arbor Day, 886 ; Notre-Dame du Mont-Carmel, 930 ; Village of Saint-Zotique, 931.

RESOLUTION : — Municipal Council of Quebec county, 915.

AUCTION SALE — Canadian Express Coy, 911 ; Dominion Express Co., 911.

SHERIFFS' SALES :

BEAUCÉ : — Couture vs Gosselin, 918 ; Campeau (Dme) et vir vs Hallé, 918.

JOLIETTE : — Gratton vs Gaudreault, 919 ; Soumis vs Fisette, 919.

KAMOURASKA : — Michaud vs Dumont et al, 929.

MONTMAGNY : — Coulombe vs Bernier, 829.

MONTREAL : — Berthiaume vs Magnan, 921 ; Brouillet vs Roy, 921 ; Emond et al vs Morel, 921 ; Laurendeau vs Lachapelle, 922.

QUEBEC : — Brown vs Dme Bonneau, 922.

ROBERVAL : — St. Pierre vs Laroche et al, 923.

SAGUENAY : — Forget vs Forget, 923.

SAINTE-HYACINTHE : — Leclerc et al vs Bousquet, 924.

TERRÉBONNE : — Stephens vs Dme Duggett et vir, 925.

THREE RIVERS : — B'ais vs Bourassa, 925 ; Villeneuve vs Marcotte, 926.

OK
MAY 3 1913

-2 MAI 1913